

(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 14 AOÛT 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 14th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Adress all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi, Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Aluminum Club of Montreal

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze juillet, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas C. Fraser, administrateur, de Lakeside, A. Lionel Snow, photographe commercial, et J. Paul Cholette, assistant-trésorier, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et administrer un club pour des fins sociales, éducatives, charitables, artistiques, récréatives, athlétiques et sportives et entretenir les propriétés à ces fins, sous le nom de "Aluminum Club of Montreal".

Les pouvoirs de la compagnie ne permettent les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux de hasard et d'habileté.

Letters Patent

Aluminum Club of Montreal

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of July, 1948, incorporating without share capital: Thomas C. Fraser, administrator, of Lakeside, A. Lionel Snow, commercial photographer, and J.-Paul Cholette, assistant-treasurer, both of the City of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize, direct and manage a Club for Social, Educational, Charitable, Artistic, Recreational, Athletic and Sporting purposes and to maintain the properties for such purposes under the name of "Aluminum Club of Montreal".

The powers of the company do not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed.

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $35,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Amiante Development Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juillet 1948, constituant en corporation: Frank J. Dolan, comptable, Joseph C. Dagenais, avocat, et Lottie Pachal, dactylographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Amiante Development Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Barnet Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juillet 1948, constituant en corporation: Edgar Reginald Parkins, avocat et conseil en loi du Roi, Roslyn Maxwell Halladay Du Boyce, avocat, Cecil James Gagnier, Thomas Jefferson Rappell, secrétaires, Edward Gerald Banning, commis, tous de la cité de Montréal, Frederick David Lamont, secrétaire, de Côte St-Luc et Herbert Calvert Howard, gérant de publicité, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Barnet Mines Ltd." (Libre de responsabilité per-

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $35,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Amiante Development Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1948, incorporating: Frank J. Dolan, accountant, Joseph C. Dagenais, advocate, and Lottie Pachal, typist, spinster, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any mineral whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Amiante Development Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $40,000 divided into 4,000 shares of $10. each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1948.

L. DÉSILETS.
Deputy Attorney General.

Barnet Mines Ltd.
(No Personal Libaility)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1948, incorporating: Edgar Reginald Parkins, advocate and King's Counsel, Roslyn Maxwell Halladay Du Boyce, advocate, Cecil James Gagnier, Thomas Jefferson Rappell, secretaries, Edward Gerald Banning, clerk, all of the City of Montreal, Frederick David Lamont, secretary, of Côte St. Luc, and Herbert Calvert Howard, advertising manager, of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Barnet Mines Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of

sonnelle), avec un capital de $4,000,000 divisé en, 4,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Cousineau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1948, constituant en corporation: J.-Théo Legault, Jr., notaire, Eileen P. Delaney, comptable, célibataire, et Paula Gougeon, sténographe, célibataire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de commerçants de toutes sortes de tabacs, bonbons, chocolats, biscuits, confiseries, confitures, gâteaux, gelées, épiceries et de liqueurs douces, soda water, et toutes sortes de breuvages simples ou sucrés, sous le nom de "Cousineau Ltée", avec un capital de $75,000, divisé en 1,500 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dominique Labbé Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du treize juillet 1948, constituant en corporation: Ubald Désilets, avocat, Pauline Boily, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Québec, et Juliette Turcotte, secrétaire, fille majeure, de Giffard, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants :

Exercer le commerce de mercerie pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Dominique Labbé Inc.", avec un capital de $100,000, divisé en 1,700 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 290, rue Saint-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Elite Food Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1948, constituant en corporation: Joseph De Simone, gérant, Aimé Simard, débardeur, tous deux de Longue-Pointe, Juliette

$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of $1 each par value.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cousineau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1948, incorporating: J. Théo Legault, Jr., notary, Eileen P. Delaney, accountant, spinster, and Paula Gougeon, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in all kinds of tabacco, candies, chocolates, biscuits, confectionery, preserves, cakes, jellies, groceries and soft drinks, soda water and all other beverages whether plain or sweetened, under the name of "Cousineau Ltée", with a capital stock of $75,000 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dominique Labbé Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of July, 1948, incorporating: Ubald Désilets, advocate, Pauline Boily, secretary, spinster, both of the city of Quebec, and Juliette Turcotte, secretary, spinster, of Giffard, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in men's, women's and children's wearing apparel, under the name of "Dominique Labbé Inc.", with a capital stock of $100,000, divided into 1,700 common shares of a par value of $50 each and 300 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at 290 Saint John Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Elite Food Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1948, incorporating: Joseph De Simone, manager, Aimé Simard, longshoreman, both of Longue-Pointe, Juliette Lefebvre, Lu-

Lefebvre, Lucienne Lefebvre, sténographes, filles majeures, de la cité de Montréal, tous quatre du district judiciaire de Montréal, et Oscar Dorais, mécanicien, de la ville de Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de produits alimentaires, sous le nom de "Elite Food Products Co. Ltd.", avec un capital de $26,250, divisé en 250 actions privilégiées de $100 chacune, et 250 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Forest Homes Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq juillet 1948, constituant en corporation: Charles Forest, contracteur, Dame Annette Forest, tous deux de Ville Mont-Royal, et Jacques-R. Nadeau, comptable agréé, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction sous toutes ses formes; et généralement agir comme entrepreneurs ou sous-entrepreneurs relativement à tous et chacun des métiers de la construction, sous le nom de "Forest Homes Limited". avec un capital de $100,000, divisé en 10,000 actions de $10 chacune.

Le nombre des détenteurs d'actions de la compagnie n'excédera pas vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 600, rue Abercorn, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

H. Archambault Limitée
H. Archambault Lim ited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq juillet 1948, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Mérineau et Rita Dufresne, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, échanger, vendre, importer, exporter et faire le commerce sous toutes ses formes de tout ce qui peut faire l'objet des marchandises généralement vendues par les quincailliers, les épiciers, les charcutiers, les marchands de ferronnerie, sous le nom de "H. Archambault Limitée" — "H. Archambault Limited", avec un capital de $27,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Richelieu, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

---

cienne Lefebvre, stenographers, spinsters, of the city of Montreal, all four of the judicial district of Montreal, and Oscar Dorais, mechanic, of the Town of Beauharnois, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To deal generally in food products, under the name of "Elite Food Products Co. Ltd.", with a capital stock of $26,250, divided into 250 preferred shares of $100 each, and 250 common shares of $5 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Forest Homes Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1948, incorporating: Charles Forest, contractor, Dame Annette Forest, both of the Town of Mount Royal, and Jacques R. Nadeau, chartered accountant, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the building trade in all its lines; and generally act as contractors or sub-contractors in connection with all or any of the building trades, under the name of "Forest Homes Limited", with a capital stock of $100,000, divided into 10,000 shares of $10 each.

The number of shareholders of the company shall not exceed twenty (20).

The head office of the company will be at 600 Abercorn Street, Town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

H. Archambault Limitée
H. Archambault Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1948, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Mérineau and Rita Dufresne, stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, exchange, sell, import, export and deal in, in all lines of same, everything classified as merchandise generally sold by hardware dealers, grocers, butchers and ironware dealers, under the name of "H. Archambault Limitée" — "H. Archambault Limited", with a capital stock of $27,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Richelieu, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

H. Létourneau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1948, constituant en corporation: Hormisdas Létourneau, entrepreneur, Joseph Létourneau, marchand, et Gaston Létourneau, plombier, tous de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de ferronnerie, quincaillerie, machineries, outils et outillages de toutes sortes et descriptions, moteurs, engins, armes à feu ou mécaniques, articles sportifs, et athlétiques de toutes sortes, accessoires de pêche et de chasse, sous le nom de "H. Létourneau Limitée", avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1920, rue des Cascades, à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie Retone, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1948, constituant en corporation: Charles-Eugène Ross, camionneur, Arthur-J. Ross, chauffeur de taxi, et J.-Anicet Ross, comptable, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Opérer une industrie de nettoyage à sec, pressage, et buanderie, sous le nom de "La Compagnie Retone, Limitée", avec un capital de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $50 chacune et 300 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Quincaillerie Maska Limitée
(Maska Hardware Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1948, constituant en corporation : Hormisdas Létourneau, entrepreneur, Joseph Létourneau, marchand, et Gaston Létourneau plombier, tous de Saint-Hyacinthe district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de ferronnerie, quincaillerie, machineries, outils et outillages, de toutes sortes et descriptions, moteurs, engins, armes à feu ou mécaniques, articles sportifs et athlétiques de toutes sortes, accessoires de pêche et de chasse, sous le nom de "La Quincaillerie Maska Limitée" (Maska Hardware Limited)", avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux numéros 1800 et 1812, rue des Cascades, Saint-

H. Létourneau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1948, incorporating: Hormisdas Létourneau, contractor, Joseph Létourneau, merchant, and Gaston Létourneau, plumber, all ofSaint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in hardware, ironware, machinery, tools and equipment of all kinds and descriptions, motors, engines, fire-arms or other mechanical devices, sporting and athletic goods of all kinds, fishing and hunting gear, under the name of "H. Létourneau Limitée", with a capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1920 des Cascades Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie Retone, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1948, incorporating: Charles Eugène Ross, truckman, Arthur J. Ross, taxi driver, and J. Anicet Ross, accountant, all of Mont-Joli, Judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To operate a dry-cleaning, pressing and laundry business, under the name of "La Compagnie Retone, Limitée", with a capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $50 each and 300 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Quincaillerie Maska Limitée
(Maska Hardware Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1948, incorporating: Hormisdas Létourneau, contractor, Joseph Létourneau, merchant, and Gaston Létourneau, plumber, all of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in ironware, hardware, machinery, tools and equipment of all kinds and descriptions, motors, engines, fire-arms or other mechanical devices, sporting and athletic goods of all kinds, fishing and hunting gear, under the name of "La Quincaillerie Maska Limitée", (Maska Hardware Limited)", with a capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Nos. 1800 and 1812 des Cascades Street, Saint-

Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1948, constituant en corporation: Joseph-Alfred Campeau, contracteur général, Albion Jetté, directeur de service, Ronald MacDonald, contremaître, Rosario Bonin, Paul-E. Chapdelaine, vendeurs, Alphonse Lespérance, artiste-peintre, et Jean-Paul Bonin, notaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

S'occuper du lavage, du nettoyage et de l'entretien des vitres, murs, planchers, églises théâtres, et autre genres de constructions ou bâtisses, de leur restauration, décoration, peinturage, plâtrage, polissage, cirage et vernissage et tout ce qui s'y rattache en général, sous le nom de "Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Ltée", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laval Newscasting Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1948, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, avocat et conseil en loi du Roi, Edmund Dwyer McCaffrey, vendeur, tous deux de la cité de Montréal, et James Pettigrew Diplock, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'un service de nouvelles et de renseignements, sous le nom de "Laval Newscasting Company Limited", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

Le Parc de Courses de Dolbeau, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1948, constituant en corporation: J.-Eugène Boivin, négociant, Adélard Noël, électricien, tous deux de Dolbeau, et Patrick Tremblay, cultivateur, de Normandin, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants :

Procurer au public, moyennant un prix d'entrée, des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps;

Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1948, incorporating: Joseph Alfred Campeau, general contractor, Albion Jetté, service director, Ronald MacDonald, foreman, Rosario Bonin, Paul E. Chapdelaine, salesmen, Alphonse Lespérance, artist-painter, and Jean Paul Bonin, notary, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the washing, cleaning and care of windows, walls, floors, churches, theatres, and all other types of buildings and houses, in the restoring, decorating, painting, plastering, polishing, waxing and varnishing of same and generally connected therewith, under the name of "Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laval Newscasting Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1948, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, barrister and Kings' Counsel, Edmund Dwyer McCaffrey, salesman, both of the City of Montreal, and James Pettigrew Diplock, barrister, of the Town of Mount-Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally the business of a news and information service, under the name of "Laval Newscasting Company Limited", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Parc de Courses de Dolbeau, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1948, incorporating: J. Eugène Boivin, merchant, Adélard Noël, electrician, both of Dolbeau, and Patrick Tremblay, farmer, of Normandin, judicial district of Roberval, for the following purposes :

Go provide the public, on payment of an entrance fee, means of recreation and instruction both mental and physical;

Organiser, dans un but récréatif, avec prix d'entrée, toutes attractions de tous genres, cirques, courses de chevaux, toutes exhibitions, tous tournois, toutes joutes de gouret, de balle au champ, de balle molle, de pool, de quilles, et de tous autres amusements, sous le nom de "Le Parc de Courses de Dolbeau, Ltée", avec un capital de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

With a view to recreation, and for an entrance fee, to organize all kinds of attractions, circuses horse races, exhibitions, tournaments, hockey matches, baseball and soft ball, pool, bowling and all other amusements, under the name of "Le Parc de Courses de Dolbeau, Ltée", with a capital stock of $10,000, divided into100 common, shares of $100 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L. P. Duclos & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1948, constituant en corporation: Louis-Philippe Duclos, industriel, Henri Duclos, menuisier, et Aline Duclos, commis, célibataire majeure, tous de Chambly-Bassin, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce généralement de tous produits de bois, matériaux de construction, moulée, grains d'alimentation et engrais; entreprendre tout travail de construction, rénovation et réparation de bâtisses, sous le nom de "L. P. Duclos & Fils Limitée", avec un capital de $20,000 divisé, en 200 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambly-Bassin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. P. Duclos & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1948, incorporating: Louis Philippe Duclos, industrialist, Henri Duclos, joiner, and Aline Duclos, clerk, spinster, all of Chambly-Basin, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in all kinds of wood products, building requisites, meal, feed grain and fertilizers; to undertake any work of building, renovation and repairing of buildings, under the name of "L. P. Duclos & Fils Limitée", with a capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chambly-Basin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Modern Bottling Works, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1948, constituant en corporation: Aurore Legault, secrétaire, fille majeure, Jacques Taschereau, notaire, Fernand Côté, avocat, tous de la ville de Malartic, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de breuvages, ainsi que des gaz, eaux minérales, sirops de fruits, sirops chimiques, conserves, condiments, essences, extraits, poudres, et tous articles et matériaux incidents et utilisés en rapport avec ledit commerce, sous le nom de "Modern Bottling Works, Limited", avec un capital de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda;

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Modern Bottling Works, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1948, incorporating: Aurore Legault, secretary, spinster, Jacques Taschereau, notary, Fernand Côté, advocate, all of the Town of Malartic, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To deal in all kinds of beverages, and also in gases, mineral waters, fruit syrups, chemical syrups, canned goods, condiments, essences, extracts, powders, and all other articles and materials incidental to or useful in connection with the said business, under the name of "Modern Bottling Works, Limited", with a capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Premier Concerts Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux

Premier Concerts Incorporated

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1948, incorpora-

juillet 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby et Lewis Jack Manolson, comptables, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, présenter ou diriger des représentations artistiques, musicales et lyriques, opéras, ballets, danses classiques ou modernes, comédies, tragédies, drames ou autres présentations de nature éducative ou artistique, sous le nom de "Premier Concerts Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers que la compagnie peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Produits Canadiana Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1948, constituant en corporation: Paul-Émile Savage, notaire de Ville LaSalle, Claire Pigeon, secrétaire, fille majeure, et Laurin Lapointe, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et distributeurs de produits de beauté et sanitaires, de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Produits Canadiana Products Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ronbar Wrecking Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1948, constituant en corporation : Manuel Arthur Mendell, conseil en loi du Roi, avocat, Sarah Zelda Hartman, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Léo Rosentzveig, avocat, Alice Axelrod secrétaire fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de renflouage et de remorquage dans toutes ses spécialités, faire le commerce d'usines, bâtisses, vaisseaux, bâteaux à vapeur, traversiers, remorqueurs, outillage de renflouage et de sauvetage, sous le nom de "Ronbar Wrecking Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

---

ting without share capital: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby and Lewis Jack Manolson, accountants, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize, present or operate artistic, musical, lyric, performances, operas, ballets, classic or modern dancing, comedy, tragedy, drama or other performances of educational or artistic nature, under the name of "Premier Concerts Incorporated",

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Produits Canadiana Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1948, incorporating: Paul Emile Savage, notary, of Ville LaSalle, Claire Pigeon, secretary, spinster, and Laurin Lapointe, advocate, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, or the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and distributors of beauty products, sanitary products and food products of all kinds, under the name of "Produits Canadiana Products Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ronbar Wrecking Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1948, incorporating: Manuel Arthur Mendell, King's Counsellor, advocate, Sarah Zelda Hartman, secretary, spinster, both of the City of Montreal, Leo Rosentzveig, advocate, Alice Axelrod, secretary, spinster, both of the Cityof Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wrecking and towing in all its branches, to deal in plants, buildings, ships, steamboats, ferry boats, tugs, wrecking and salvage outfits, under the name of "Ronbar Wrecking Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of $10 each, and 3,000 preferred shares of $10 each.

The shareholders of the company shall be limited in number to twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, Judical district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Service Barber Shops Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1948, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, avocat, Frank Leslie Griffith, bourgeois et Louis McGregor, secrétaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants :

Entreprendre et exercer le commerce d'un salon de barbier, de salons de manicure et d'un établissement de cirage de chaussures, et faire tous actes nécessaires ou convenables à l'atteinte des objets susdits, sous le nom de "Service Barber Shops Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 8,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

S. Masoud Realties Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1948, constituant en corporation: Timothy Patrick Slattery, avocat, de la cité de Westmount, Kathleen Mackenzie, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, et Jeannette Bissonnette, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs et celui d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "S. Masoud Realties Limited", avec un capital de $99,990 divisé en 4,999 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Stanley Tavern Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juin 1948, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi du Roi, Margaret Floyd et Margaret Esther Quinn, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires d'hôtel, restaurant, taverne, café, salle de rafraîchissements et maison de pension, pourvoyeurs de divertissements publics, sous le nom de "Stanley Tavern Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Service Barber Shops Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1948, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, advocate, Frank Leslie Griffith, gentleman, and Louis McGregor, secretary, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on business of a barber shop, manicure parlours and shoe shine establishment, and to do all acts necessary or convenient for the attainment of the above objects, under the name of "Service Barber Shops Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 8,000 common shares at a par value of $5 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

S. Masoud Realties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June 1948, incorporating: Timothy Patrick Slattery, advocate, of the City of Westmount, Kathleen Mackenzie, stenographer, spinster, of the City of Montreal, and Jeannette Bissonnette, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders and of real estate in all its branches, under the name of "S. Masoud Realties Limited", with a capital stock of $99,990 divided into 4,999 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Stanley Tavern Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1948, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and King's Counsel, Margaret Floyd and Margaret Esther Quinn, stenographers, spinsters, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, tavern, café, refreshment room and lodging-house keepers, caterers for public amusements, under the name of "Stanley Tavern Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Montreal Masonic Association

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Valmond Clark, gérant, Frederick Edward Burgess, voyageur, et Charles Howard Simpkin, électricien, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une association philanthropique, charitable et sociale, sous le nom de "The Montreal Masonic Association".

La valeur des biens immobiliers qui seront détenus par la société sera de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

T. R. Transport Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept juillet 1948, constituant en corporation: Honoré Rocheleau, garagiste, Dame Honoré Rocheleau, née Gertrude Cadieux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Honoré Rocheleau, dûment autorisée par lui, et Dame Rolande Trudeau née Fleurette Cadieux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Trudeau, et dûment autorisée par ce dernier, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire principalement le commerce de bois, charbon, coke, huile à chauffage, tous autres combustibles et matériaux de construction;

Faire dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneurs-camionneurs et de transport en général, sous le nom de "T. R. Transport Limitée", avec un capital de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Victory Equipment & Supply Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1948, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, conseil en loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le négoce et le commerce d'outillage et accessoires de moulins de laminage, fonderie, ateliers de mécanique et d'usines pour le travail du bois, ferronnerie et plomberie, outillage et accessoires radiophoniques, électriques et de sans-fils, construction de véhicules-automobiles, équipement et accessoires d'hôpitaux; produits textiles, aliments et produits alimentaires, sous le nom de "Victory Equipment & Supply Co. Ltd.", avec un capital de $5,000 divisé en 500 actions de $10 chacune,

The Montreal Masonic Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1948, incorporating without share capital: Richard Valmond Clark, manager, Frederick Edward Burgess, traveller, and Charles Howard Simpkin, electrician, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a philanthropic, charitable and social association, under the name of "The Montreal Masonic Association".

The value of immoveables to be held by the Association will be $100,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

T. R. Transport Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1948, incorporating: Honoré Rocheleau, garage keeper, Dame Honoré Rocheleau, née Gertrude Cadieux, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Honoré Rocheleau, duly authorized by him, and Dame Roland Trudeau, née Fleurette Cadieux, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Roland Trudeau, and duly authorized by the latter, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal principally in wood, coal, coke, fuel, oil and all other fuel and building requisites:

To carry on in all lines of same the business of "T. R. Transport Limitée", with a capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Victory Equipment & Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1948, incorporating: Samuel E. Schwisberg, King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advocate, both of the City of Outremont, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with: the equipment and supplies of rolling-mill, foundry, machine shop, and wood-working factory; hardware and plumbing, radio, electrical and wireless equipment and supplies, automotive construction, hospital equipment and supplies; textile products, foods and foodstuffs, under the name of "Victory Equipment & Supply Co. Ltd.", with a capital stock of $5,000 divided into 500 shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1948.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

Western Realties Inc.
Les Immeubles Western Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1948, constituant en corporation: Charles-Guy Paré, agent d'affaires, Robert Paré, marchand de bois, tous deux de la cité de Montréal, et Norman Hartenstein, agent d'immeubles, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, améliorer, gérer, exploiter, développer, exercer tous les droits y attachés et louer, hypothéquer, vendre, échanger, aliéner et transporter, céder, faire valoir et autrement utiliser des terrains, édifices, concessions, brevets, droits immobiliers et propriétés immobilières de toutes sortes, sous le nom de "Western Realties Inc." — Les Immeubles Western Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
22803-o L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Western Realties Inc.
Les Immeubles Western Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1948, incorporating: Charles Guy Paré, business agent, Robert Paré, wood merchant, both of the City of Montreal, and Norman Hartenstein, real estate agent, of Ville St-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, improve, manage, operate, develop and exercise all the rights attaching thereto, and lease hypothecate, sell, exchange, dispose of and convey, cede, turn to account and otherwise utilize lands, buildings, concessions, patents, real rights and immovable properties of all kinds, under the name of "Western Realties Inc." — "Les Immeubles Western Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
22803 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Caron & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 juillet 1948, changeant le nom de la compagnie "Caron McEwen Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 novembre 1945, en celui de "Caron & Fils Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 26 juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie de Finance des Cantons de L'Est

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 juillet 1948, à "La Compagnie de Finance des Cantons de l'Est", ratifiant son Règlement N° 5 modifiant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le 26 juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Caron & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-sixth day of July, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Caron McEwen Ltée", incorporated by letters patent dated the fifth of November, 1945, into that of "Caron & Fils Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Finance des Cantons de L'Est

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-sixth day of July, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie de Finance des Cantons de l'Est", ratifying its By-law No. 5 amending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Light Metals Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze juillet 1948, à la compagnie "Aluminum Associates Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 octobre 1947, ratifiant son règlement "C": 1.) diminuant son capital de $40,000 à $6,000 par l'annulation de 34,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 2.) changeant le nom corporatif de la compagnie de "Aluminum Associates Limited" en celui de "Light Metals Limited"; 3.) étendant les pouvoirs corporatifs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Stanley Bagg Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze juillet 1948, à la compagnie "Stanley Bagg Corporation", ratifiant son règlement No XIX diminuant son capital de $1,690,000 à $1,040,000 en réduisant la valeur au pair de chacune des 26,000 actions ordinaires composant sondit capital de $65 par action à $40 par action.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

United Auto Parts (St-Georges) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 juillet 1948, à la compagnie "United Auto Parts (La Tuque) Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 avril 1947, ratifiant: *1)* son Règlement No 12 changeant son nom en celui de "United Auto Parts (St-Georges) Ltd."; *2)* son Règlement No 13 changeant le siège social de la compagnie de La Tuque à St-Georges de Beauce, dans le district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le 29 juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
22804-o L. DÉSILETS.

Light Metals Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the 14th day of July, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Aluminum Associates Limited", incorporated by letters patent dated October 7th, 1947, ratifying its By-Law "C": 1.) reducing its capital stock from $40,000 to $6,000 by the cancellation of 34,000 common shares of the par value of $1 each: 2.) changing the corporate name of the company from "Aluminum Associates Limited" to that of "Light Metals Limited"; 3.) extending the corporate powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General the 14th of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Stanley Bagg Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 14th day of July, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Stanley Bagg Corporation", ratifying its By-Law No. XIX reducing its capital stock from $1,690,000 to $1,040,000 by reducing the par value of each of the 26,000 common shares composing its said capital stock from $65 per share to $40 per share.

Dated at the office of the Attorney General the 14th of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

United Auto Parts (St-Georges) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of July, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "United Auto Parts (La Tuque) Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty-first day of April, 1947, ratifying: *1)* its By-law No 12, changing its name into that of "United Auto Parts (St-Georges) Ltd."; *2)* its By-law No. 13 changing the head office of the company from La Tuque to St-Georges de Beauce, in the judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
22804 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1046

Québec, le 4 août 1948.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la chasse à la perdrix de savane et à la perdrix grise.

ATTENDU QUE, à la suite d'une enquête, il a été démontré qu'il y a suffisamment de perdrix

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1046

Quebec, August 4,1948.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the hunting of Spruce and Birch Partridge.

WHEREAS, following an inquiry, it has been shown that there is still sufficient partridge to

pour justifier une saison de chasse dans le cours de la présente année;

Vu l'article 8, du chapitre 153, des Statuts refondus de Québec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries: QU'il soit permis de chasser la perdrix de savane et la perdrix grise, du 25 septembre au 24 novembre, ces deux jours inclusivement, aux conditions suivantes:

Personne ne pourra tuer ou capturer plus que cinq (5) perdrix par jour;

Personne ne pourra avoir en sa possession plus que la chasse légale de trois (3) jours ;

Un mois après la fermeture de la chasse, soit le 24 décembre, 1948, personne ne pourra avoir de perdrix en sa possession;

Toute contravention rend passible des sanctions prévues à l'article 9, du chapitre 153, des Statuts refondus de Québec, 1941.

A. MORISSET,
22805-o Greffier du Conseil Exécutif.

justify a hunting season in the course of the present year;

In conformity with section 8 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries :

THAT it be permitted to hunt Spruce and Birch partridge, from the 25th of September to the 24th of November, both dates inclusively, on the following conditions :

No one may hunt or capture more than five (5) birds per day;

No one may have in his possession more than the legal three (3) days' catch;

One month after the closing of the hunting season, namely after the 24th of December, 1948, no one is permitted to have partridge in his possession; Any contravention renders one liable to the sanctions provided for in section 9 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

A. MORISSET,
22805 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1047

Québec, le 4 août 1948.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la création des sanctuaires de Mistassini et du Grand Lac Victoria pour l'élevage du castor à l'état naturel.

ATTENDU QUE l'élevage du castor à l'état naturel dans les réserves destinées à cette fin s'est avéré un succès;

ATTENDU QU'il y va du bien-être des indiens d'organiser des réserves en ce sens;

ATTENDU QUE, dans le nord de la province, il reste encore un immense territoire improductif et qu'un aménagement adéquat s'impose afin de le mettre en valeur;

Vu le paragraphe 7 de l'article 65, chapitre 153, des Statuts refondus de Québec, 1941;

Vu les ordres-en-conseil numéro 104, en date du 16 janvier 1932, et 685, en date du 21 avril 1928;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

1. QUE tout le territoire compris entre les parallèles de latitude 49° 00' et 54° 00' d'une part, et la ligne de hauteur de terre qui divise le bassin du St-Laurent et celui de la Baie James et les réserves du Vieux-Comptoir, de Rupert House, de Nottaway et d'Abitibi, d'autre part, soit constitué en réserve pour l'élevage des castors à l'état naturel sous le nom de "Réserve de Mistassini";

2. QUE la Réserve Indienne du Grand Lac Victoria soit également constituée en réserve pour l'élevage des castors à l'état naturel sous le nom de "Réserve du Grand Lac Victoria";

3. QU'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre des castors dans lesdites réserves de Mistassini et du Grand Lac Victoria jusqu'à ce que l'accroissement naturel des castors en permette la chasse aux conditions et pour les quantités que le Ministre jugera à propos et suivant les règlements qu'il pourra établir de temps à autre pour ces réserves;

4. QUE, pour lesdites réserves, le Ministre soit autorisé à édicter des règlements spéciaux en ce

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1047

Quebec, August 4, 1948.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the creation of the Mistassini and the Grand Lac Victoria reserves for the breeding of Beaver in its natural state.

WHEREAS the breeding of beaver in its natural state in the reserves destined for such purpose has proved to be a success;

WHEREAS it is conducive to the welfare of the Indians to organize reserves of this nature;

WHEREAS, in the northern part of the Province, there still remains a vast unproductive territory which if properly organized could be rendered useful;

In view of paragraph 7 of section 65, chapter 153, of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

In view of the Orders in Council No. 104, dated January 16, 1932, and 685, dated April 21, 1928;

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

1. THAT all the territory comprised within the parallels of latitude 49° 00' and 54° 00' on the one part, and the line of the height of land which divides the basin of the St. Lawrence and that of James Bay and the Vieux-Comptoir, Rupert House, Nottaway and Abitibi Reserves, on the other part, be constituted a reserve for the breeding of Beaver in its natural state under the name of "Mistassini Reserve";

2. THAT the Indian Reserve of Grand Lake Victoria be also constituted a reserve for the breeding of beaver in its natural state under the name of "Grand Lake Victoria Reserve";

3. THAT it be prohibited to hunt, kill or take beaver in the said Mistassini and Grand Lake Victoria Reserves until such time as the natural increase of beaver permits hunting under such conditions and in such numbers as the Minister may deem advisable and according to regulations to be established from time to time for these said reserves;

4. THAT, for the said reserves, the Minister be authorized to enact special regulations with

qui regarde l'aménagement et le trappage des autres animaux à fourrure.

A. MORISSET,
22813-o Greffier du Conseil Exécutif.

regard to the Management and trapping of other fur-bearing animals.

A. MORISSET,
22813 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1044

Québec, le 4 août 1948.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Montréal, navigation océanique.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
Alcoa Steamship Co. Inc; American Pioneer Line; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore Steamships Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal, Australia, New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc; Newfoundland-Canada Steamships Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamships Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co.; United States Lines Co. (Canada) Ltd; Watts, Watts Co. Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd.
avec l'intervention de: "Brown and Ryan Limited"; "Eastern Canada Stevedoring Co."; "Empire Stevedoring Co."; "Montreal Shiplining Co. Ltd"; "Wolfe Stevedores, Limited"; "Economic Stevedoring Co.";

Et, D'AUTRE PART:
"International Longshoremen's Association", et son local affilié, numéro 375,
pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 mai 1948;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1044

Quebec, August 4, 1948.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the longshoremen of the harbour of Montreal, ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
Alcoa Steamship Co. Inc.; American Pioneer Line; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line: Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore Steamships Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal, Australia, New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc; Newfoundland-Canada Steamships Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamships Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co.; United States Lines Co. (Canada) Ltd; Watts, Watts Co. Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd.
with the intervention of: Brown and Ryan Limited; Eastern Canada Stevedoring Co.; Empire Stevedoring Co; Montreal Shiplining Co. Ltd; Wolfe Stevedores Limited; Economic Stevedoring Co.;

And, ON THE OTHER PART:
International Longshoremen's Association, and its Affiliated Local 375.
for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 22, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working cond-

conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective(Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 mai 1948.

I. *a) Juridiction territoriale* La juridiction territoriale du décret comprendra le port de Montréal.

b) Juridiction industrielle Le décret s'appliquera à tous les débardeurs employés au chargement et au déchargement des navires océaniques dans le port de Montréal.

II. *Taux de salaires et durée de travail a)* Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

Distribution des heures de travail	*Salaire horaire*
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p. m.	$1.30
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m.	1.95

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, et le jour de la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

c) Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas.

d) Les taux minima de salaire des salariés pour la manutention du nitrate, du soufre et du minerai arrimés, de la potasse, des sacs de soude, du noir de fumée ou de charbon en sacs, de la chaux en sacs, des cargaisons complètes de porcelaine, d'engrais chimiques et de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, le déplacement du charbon dans les soutes, le nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées ont été arrimées, sont les suivants:

	Salaire horaire
De 8.00 a.m. à 5.00 p.m.	$1.45
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., et de minuit à 5.00 a.m.	2.17½

e) Les taux ci-haut s'appliquent aussi à la manutention dans les chambres frigorifiques, des viandes, du bacon, du beurre, du poisson gelé et d'autres cargaisons gelées. Dans le cas d'autres cargaisons gardées au froid, le taux du salaire doit être celui payé pour les cargaisons en général, excepté lorsqu'elles sont déposées dans une chambre frigorifique avec de la marchandise pour laquelle un taux supérieur est établi: dans ce cas, ledit taux supérieur doit être payé pour la manutention de toute la marchandise déposée dans ladite chambre.

f) Les taux minima de salaires pour l'arrimage et la mise en sacs du grain, ainsi que pour l'opération qui consiste à vider tels sacs, sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe "*d*" du présent article. L'écoulement du grain dans les

itions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 22, 1948.

I. *a) Territorial jurisdiction* The territorial judisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) Industrial jurisdiction The decree shall apply to the longshoremen employed in the loading and unloading of ocean steamships in the Harbour of Montreal.

II. *Rates of wages and duration of labour a)* The hours of labour and the minimum rates of wages are the following:

Distribution of hours of labour	*Hourly rates*
From 8.00 a.m. to twelve (noon) and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.	$1.30
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m.	1.95

b) Double time shall be paid on Sunday, St. John the Baptist Day, Dominion Day and All Saints Day.

c) When employers are required to work during any meal hours they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged for meals.

d) The minimum rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, full cargoes of china clay, fertilizer, wet hides in bags, bundles or losse, shifting bunker coal, cleaning holds in which the foregoing commodities have been stowed, shall be the following:

	Hourly rates
From 8.00 a.m. to 5.00 p.m.	$1.45
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. From 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m,	2.17½

e) The above rates of pay also apply to the handling of meats, bacon, butter, frozen fish and other frozen cargo in refrigerators. Other cargo carried under refrigeration shall be paid at general cargo rate except when loaded in a refrigerator compartment with cargo carrying the higher rate, in which event the higher rate shall be paid on all cargo in that compartment.

f) The minimum rates of wages for grain trimming, bagging and bleeding of bags shall be those mentioned in subsection "*d*" of the present section. The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the

conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont, pendant ce temps, si nécessaire.

g) Pour le travail exécuté dans l'entrepont découvert où le grain passe par une écoutille se rattachant audit pont découvert, les taux de salaire pour l'équipe entière sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe "*d*" du présent article. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux salariés travaillant à une autre cargaison dans la cale inférieure.

h) Les taux de salaires pour la manutention d'engrais ammoniacal seront de un dollar et soixante-cinq cents ($1.65) l'heure pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. A toute autre période de la journée, exception faite de celle des repas, le taux de salaire sera de deux dollars et quarante-sept cents et demi ($2.47½) l'heure. Ces taux doivent être payés à tous les débardeurs préposés à un vaisseau prenant charge d'un tel produit ou qui en est déjà chargé.

i) Salaire double doit être payé pour tout travail exécuté sur les vaisseaux dans le port dont les cargaisons sont en feu; ceci ne s'applique qu'aux écoutilles affectées par le feu, la fumée, la vapeur ou le gaz.

j) Le travail de jour doit commencer à 8.00 a.m. et 1.00 p.m.

k) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail, qu'ils soient mis au travail ou non, lesdits salariés doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail. Les ordres, pour les salariés requis à 7.00 p.m. et qui n'ont pas travaillé durant l'après-midi, doivent être donnés à 1.00 p.m. ou avant ce temps.

l) Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail, à moins que le travail sur le vaisseau ne soit sur le point de se terminer; ils doivent alors être rémunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écoutille soit terminé, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température, ces derniers doivent être rémunérés jusqu'à leur renvoi, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

m) Les salariés appelés le dimanche ou les jours de fêtes mentionnés au paragraphe "*b*" du présent article, qu'ils soient mis au travail ou non, doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail, au taux établi, chaque fois qu'ils sont appelés.

n) Subordonnément aux paragraphes "*k*", "*l*" et "*m*", la manutention de la malle, des bagages et des messageries les dimanches, jours de semaine en tout temps, et les jours de tête (excepté le jour de la Fête du Travail) doit être payée au taux régulier, et la durée de tel travail compte de l'heure à laquelle les salariés sont appelés.

Note: Les employeurs acceptent cette clause sous réserve, en raison de l'article 90, chapitre 161 des Statuts refondus du Canada, 1927.

III. La distribution des heures de travail ci-haut est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

IV. Les salariés ont le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant est élu à une assemblée générale des débardeurs.

hold to work ,two (2) men to stand on deck during that time, if necessary.

g) For work performed in open tween deck where there is grain running in a hatch connected with the said open deck, the rates of wages for the whole gang shall be those mentioned in subsection "*d*" of the present section; this does not apply to men working on other cargo in the lower hold.

h) The rates of pay for working on ammonium nitrate fertilizer shall be one dollar and sixty-five cents ($1.65) per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. All other hours, except meal hours, shall be paid at the rate of two dollars and forty-seven and one-half cents ($2.47½) per hour. The foregoing rates shall be paid to all longshoremen employed in loading operations on vessel on which this commodity is being or has been loaded.

i) Double time shall be paid for work on ships in port with cargoes on fire; this only applies to hatches affected by fire, smoke, steam or gas.

j) The starting time for day work shall be at 8.00 a.m. and 1.00 p.m.

k) Men ordered out to work at night must be ordered out for 7.00 p.m. and be paid full time at the prevailing rate from that hour until discharged or set to work; a minimun of two (2) hours shall be paid whether men are put to work or not. Orders for men required at 7.00 p.m. and who have not been working during the afternoon, shall be given on or before 1.00 p.m.

l) When men resume work at midnight, they shall be paid full rate until regular knocking off time except when ship is finishing, in which case they shall be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men have to be knocked off owing to weather conditions, they shall be paid until time knocked off, but not less than two (2) hours.

m) Men ordered out on Sunday or holidays mentioned in subsection "*b*" of the present section shall receive a minimum of two (2) hours' pay at the prevailing rate, for each period ordered out, whether put to work or not.

n) Subject to subsections "*k*", "*l*" and "*m*", mails, baggage and express shall be handled on Sundays, week days at all times, and holidays (except Labour Day) at the prevailing rate of wages, time to count from the time the men are ordered.

Note The employers agree under reservation to this clause in view of section 90, chapter 161 of the Revised Statutes of Canada, 1927.

III. The above distribution of working hours is made on the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

IV. The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Longshoremen.

V. *Dispositions spéciales* a) Tous les ordres doivent être donnés aux salariés par leurs contremaîtres respectifs.

b) Tout salarié qui fume dans la cale, vole ou est sous l'influence de la boisson pendant le travail, peut être congédié en tout temps.

c) Tout salarié supplémentaire appelé dans l'avant-midi ou l'après-midi doit être rémunéré à compter de 8.00 a.m. ou 1.00 p.m., jusqu'à midi ou 5.00 p.m. respectivement, excepté lorsque toute l'équipe est renvoyée: ledit salarié supplémentaire peut toutefois être changé d'équipe si ssairenéce.

d) Lorsqu'une équipe reçoit l'ordre de se rendre d'un endroit à un autre, les salariés sont payés à compter de l'heure à laquelle tel ordre leur est émis.

e) Lorsque l'on se sert de voitures à mains, à deux roues, deux (2) salariés doivent être employés lorsque la charge excède 800 livres, poids net des marchandises. S'il n'y a qu'un seul morceau, la charge peut être de 850 livres.

f) Lorsque les salariés travaillent dans la cale, le fardage doit être mis dans des élinges et descendu avec un treuil.

g) Les baux des écoutilles doivent être enlevés, verrouillés, ou assujettis d'une manière appropriée lorsque les salariés travaillent dans les écoutilles et emploient un treuil.

h) Lorsque dans le hangar, des sacs de marchandises sont empilés à une hauteur de plus de sept (7) sacs, des balles de foin sont également empilées à une hauteur de plus de cinq (5) balles ou des boîtes de conserves à plus de sept (7) pieds de hauteur, un salarié supplémentaire doit être employé.

i) Pendant le chargement ou le déchargement des vaisseaux, 1 ou 2 contremaître (walking bosses) sont employés par embarcadère, au choix du surintendant de l'employeur ou du contracteur-arrimeur.

j) Les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont le droit de juger de quelle manière les salariés de l'équipe doivent être distribués; ils ont également le droit de se servir de garants accouplés ou d'employer toute autre méthode pratique et sûre de chargement ou de déchargement.

k) Toute mésentente, quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le décret doit être soumise au surintendant de l'employeur ou au contracteur-arrimeur par le représentant des salariés sur les quais, et non pas aux salariés. Dans le cas où une dispute ne peut être réglée entre les parties aux présentes quant à l'interprétation de toute clause de ces conditions de travail, les salariés doivent continuer à travailler et telle dispute est soumise à un comité d'arbitrage, formé de trois (3) membres, un choisi par les employeurs, un par les salariés et un président conjointement choisi par les deux autres. Tel comité doit siéger sans délai inutile et la décision de la majorité est finale et lie les deux parties.

VI. *Déchargement d'un vaisseau* a) Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises au moyen de voitures à mains est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,200 livres, avec une marge de 5%, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

b) Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou remorques est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne

V. *Special provisions* a) All orders to the men shall be given through their respective foremen.

b) Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquour while at work, shall be discharged at any time.

c) Any extra men called during the forenoon or during the afternoon shall be paid from 8.00 a.m., or 1.00 p.m., untill noon or 5.00 p.m., respectively, except when the whole gang is discharged, but such extra man can be shifted from gang to gang if necessary.

d) When a gang has to go from one place to another, after receiving orders to do so, the men shall be paid from the time such order is issued to them.

e) When using two-wheeled handtrucks, two (2) men shall be employed on the truck when the truckload exceeds 800 lbs., net weight of cargo. If one piece it may be 850 lbs.

f) Dunnage must be put in sling and lowered with winch if men are working in the hold.

g) Hatch beams must be taken off, bolted or properly secured when men are working in the hatch and using a winch.

h) When cargo in bags is piled up in the shed more than 7 bags high, or when hay in bales is piled up on the shed more than 5 bales high, or when canned goods are piled up in the shed more than 7 feet high, one extra man shall be employed.

i) Ships in course of loading or unloading shall require 1 to 2 walking bosses per pier, at option of Employer's Superintendent and or Contracting Stevedore.

j) The Employers and-or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed, and shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

k) Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the Employer's superintendent and-or Contracting Stevedore, and not with the men. Should there be any dispute which cannot be adjusted between the parties hereto as to the interpretation of any of the clauses of these working conditions, the men shall continue to work, and such dispute shall be referred to a committee of arbitration consisting of three (3) members, one selected by the employers, one by the employees, and a chairman selected jointly by the other two. Such committee shall sit without any unnecessary delay, and a majority decision is final and binding on both parties.

VI. *Unloading of a ship:* a) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on handtrucks, and when this number of men is employed neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,200 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

b) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on mechanical trucks and-or trailers, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs. net weight of cargo, 5%

doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Il ne doit pas y avoir moins de six (6) salariés dans la cale. Il doit y avoir un homme de plus lorsqu'on utilise un garant double (split) pour se rendre au deuxième étage du hangar.

c) Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises sur les quais ou sur les wagons est composée de seize (16) salariés, quand ces marchandises ne sont pas déchargées au moyen de voitures à mains, voitures mécaniques ou remorques. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'un seule pièce ou d'un seul paquet.

d) Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison dans un autre vaisseau est composée de dix-huit (18) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

e) Les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "*a*", "*b*" ,"*c*" et "*d*" du présent article; dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre de salariés de l'équipe et ont le droit de juger eux-mêmes du nombre de salariés supplémentaires requis.

f) Nonobstant les dispositions des paragraphes "*a*" à "*e*" inclusivement, les charges de l'élingue (déchargement) sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Sucre brut des raffineries aux vaisseaux des Grands Lacs

Sacs, 320 lbs	5 par élingue
Sacs, 275 à 230 lbs	7 par élingue
Sacs, 230 à 180 lbs	8 par élingue
Sacs, moins de 180 lbs	10 par élingue

(poids net de la cargaison, 5% de marge)

Pâte de bois en balles

Balles au-dessus de 280 lbs	6 par élingue
Balles de 280 à 160 lbs	8 par élingue
Balles de moins de 160 lbs	10 par élingue

(et pas moins de 20 salariés par équipe et pas moins de 8 salariés dans la cale de chaque vaisseau).

Ferblanc 10 boîtes par élingue ou l'équivalent, ne devant pas excéder 2,240 livres, poids net du chargement, quand il est déchargé sur des voitures nécaniques ou remorques ou quand il est déchargé dans une autre vaisseau.

Bois de construction 35 pieds de longueur ou plus: un par élingue, s'il est pris dans la cale pour être déchargé sur toute voiture; deux ou plus par élingue, selon les dimensions, s'il est déchargé du pont. Bois de 8x8, 20 pieds de longueur, 6 par élingue.

Caoutchouc (Balles pesant de 210 à 260 livres chacune) 6 balles par élingue.

VII. *Chargement d'un navire a*) Une équipe régulière pour le chargement des marchandises au moyen de voitures à mains est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,400 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Pour le chargement de rouleaux de papier, lorsqu'on utilise des camions spéciaux, la charge peut être portée à 1,700 livres.

b) Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison des quais ou des wagons, quand

margin, except in the case of a single piece and-or package, with not less than six (6) men in the hold. One extra man shall be employed when split fall is used while working to the upper floor of shed.

c) Sixteen (16) men shall constitute a reguals gang for the unloading of all cargo on the wharver or cars, when not landed on handtrucks or mechanical trucks and-or trailers, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 1,600 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

d) Eighteen (18) shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo overside into another vessel, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e) The Employers and-or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "*a*", "*b*", "*c*" and "*d*" of the present section; in such event, they shall increase the number of men in the gang, but will have the right to judge as to the number of extra men needed.

f) Notwithstanding the subsections "*a*" to "*e*" inclusive, the following shall be the slingloads (unloading) of the undernoted commodities.

Raw sugar at the Refineries and overside to Lake Vessels

Bags, 320 lbs.	5 per sling
Bags, 275 to 230 lbs.	7 per sling
Bags, 230 to 180 lbs.	8 per sling
Bags, under 180 lbs	10 per sling

(net weight of cargo, 5% margin)

Baled Woodpulp

Bales over 280 lbs	6 per sling
Bales 280 to 160 lbs.	8 per sling
Bales under 160 lbs	10 per sling

(not less than 20 men in gang and not less than 8 men in hold of each ship).

Tinplate 10 boxes per sling, or equivalent, not to exceed 2,240 lbs, net weight of cargo when unloaded on the mechanical trucks and/or trailers, or when unloaded into another vessel.

Timber 35 ft. in length or more, one per sling from hold, landed on any kind of buggy, but when from deckload, two or more per sling subject to size. Timber 8 x 8, 20 ft. in length, 6 per sling.

Rubber (*Bales weighing 210 to 260 lbs, each*) 6 bales per sling.

VII. *Loading of a ship a*) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from handtrucks, and when this number of men is employed, neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,400 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package, and for rolls of paper, when using special paper trucks, the load may be 1,700 lbs.

b) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from wharves

les voitures à mains ou mécaniques ne sont pas employées, est composée de seize (16) salariés.

Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

c) 1. Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou remorques, quand celles-ci ne sont pas chargées par l'équipe de chargement, est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,240 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

2. Une équipe régulière pour le chargement de toutes cargaison au moyen de voitures mécaniques ou de remorques, quand celles-ci sont chargées par l'équipe de chargement, est composée de dix-sept (17) salariés (ne comprenant pas le conducteur du remorqueur). Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet; lorsque deux morceaux constituent la charge de l'élingue, le poids peut en être de 2,240 livres.

d) Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison d'un vaisseau à un autre, est composée de dix-huit (18) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

e) Les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "*a*" à "*d*" inclusivement du présent article: dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre de salariés de l'équipe et ont le droit de juger aux-mêmes du nombre de salariés supplémentaires requis.

Toutefois, lorsque les voitures à mains ordinaires sont employées pour le chargement de sacs, il doit y avoir huit (8) salariés dans la cale, lorsque la charge de l'élingue n'excède pas 1,400 livres, poids net, 5% de marge, de dix (10 salariés, lorsque la charge pèse entre 1,400 et 2,100 livres, 5% de marge. Lorsque les voitures mécaniques et remorques sont employées dans le hangar seulement, il doit y avoir huit (8) salariés dans la cale, lorsque la charge de l'élingue ne dépasse pas 1,680 livres, 5% de marge, et dix (10) salariés, lorsque la charge pèse entre 1,680 et 2,100 livres, poids net, 5% de marge. Il ne doit pas y avoir moins de six salariés sur le quai lors du chargement de sacs de farine (140 lbs) dans des camions ou remorques.

f) Nonobstant les dispositions des paragraphes "*a*" à "*e*" inclusivement du présent article, les charges de l'élingue sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Rouleaux de papier (Voir le paragraphe "*a*" du présent article)

Jusqu'à 500 livres	3 par élingue
de 500 à 1,000 livres	2 par élingue
au-dessus de 1,000 livres	1 par élingue

(lorsque chargés des voitures à mains)

Madriers et bois de construction

Madriers de pin ou de sapin, 3", 12 morceaux par élingue, excepté les madriers de sapin n'excédant pas 7" de largeur, 14 morceaux.

Madriers de pin ou de sapin, 2", 18 morceaux par élingue.

Lorsque les planches ou voliges de sapin ou de pin sont manœuvrées ensemble, pas moins que l'équivalent de 12 morceaux de 3".

or cars when hand or mechanical trucks are not used, and when this number of men is employed, the slingload shall not exceed 1,600 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

c) 1. Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are not loaded by the loading gang, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

2. Seventeen (17) men (excluding driver of two-motor) shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are loaded by the loading gang, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo 5% margin, except in the case of a single piece and/or package or except in the case of two pieces when the slingload may be 2,240 lbs.

d) Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo overside a vessel, and when this number of men is employed, the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e) The Employers and/or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "*a*" to "*d*" inclusive, of the present section, and in such event they shall increase the number of men in the gang, but will have the right to judge, as to the number of extra men needed.

However, in the case of loading bagged cargo and when ordinary handtrucks are used, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 1,400 lbs, net weight of cargo, 5% margin, and ten men in the hold when the slingload is over 1,400 lbs, but not in excess of 2,100 lbs, 5% margin. When trucks and trailers are used only in the shed, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 1,680 lbs, 5% margin, and ten men in the hold when the slingload is over 1,680 lbs, but not in excess of 2,100 lbs, net weight of cargo 5% margin. There shall be not less than six men at the pile when loading flour (140-lb bags) on trucks or trailers.

f) Notwithstanding subsections "*a*" to "*e*", inclusive of the present section, the following shall be the slingloads for the undernoted commodities:

Rolls of Paper (Subject to subsection "*a*" hereof)

Up to 500 lbs	3 per slign
500 to 1,000 lbs.	2 per sling
Over 1,000 lbs.	1 per sling

(when loading from handtrucks)

Deals and Lumber

Pine or Spruce deals, 3", 12 pieces per sling except spruce deals not exceeding 7" wide, 14 pieces.

Pine or Spruce deals, 2", 18 pieces per sling.

When spruce or pine scantlings or deals are handled together, not less than the equivalent of 12 pieces of 3".

Pin ou sapin, 1" 30 à 32 morceaux.

Pin ou sapin (voliges): équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin (bouts de planches): 8 à 10 pieds de longueur, 18 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 10 à 12 pieds de longueur, 16 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 2 à 7 pieds de longueur, 32 morceaux.

Bouleau (saw birch): 4", 10 morceaux; 3", 12 morceaux; 2", 16 morceaux; 1", 30 morceaux.

Le bois excédant 16 pieds de longueur, 3" d'épaisseur, est considéré comme du bois long et la charge est de 10 morceaux.

Les quantités de madriers ou de bois de construction ci-haut mentionées s'appliquent aux opérations faites au moyen de voitures à mains seulement.

Quand des voitures mécaniques ou des remorques sont utilisées, les quantités peuvent être augmentées.

Le chargement du bois des wagons ou des quais découverts au vaisseau est considéré comme une opération séparée, lorsque l'on ne se sert pas de voitures ou des remorques. Dans ce cas, la charge de l'élingue doit être conforme aux conditions existantes et l'équipe ne doit pas compter moins de seize (16) salariés.

VIII. *Durée du décret:* Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1948 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
22815-o Greffier du Conseil Exécutif.

Pine or spruce, 1", 30 to 32 pieces.

Pine or spruce scantlings, equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce deal ends, 8 to 10 ft. long, 18 pieces.

Pine or spruce deal ends, 10 to 12 ft. long, 16 pieces.

Pine or spruce deal ends, 2 to 7 ft. long, 32 pieces.

Saw birch, 4", 10 pieces; Saw birch, 3", 12 pieces: Saw birch, 2", 16 pieces; Saw birch, 1", 30 pieces.

All timber exceeding 16 ft. in lenght, 3" thick, is considered as long timber, and the load shall be 10 pieces.

The foregoing quantities of deals and or lumber cover operations with handtrucks only.

When mechanical trucks and-or trailers are used, the quantities may be increased.

The loading of lumber from cars or open wharves to ship is a separate operation when no truck or trailer is used, and the sling-load shall be governed by prevailing conditions, the gang for this operation not to comprise less than 16 men.

VIII. *Duration of the decree:* The decree remains effective until the 31st of December 1948. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serve written notice on the other party to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to December 31st 1948, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
22815-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1043

Québec, le 4 août 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux charpentiers doubleurs — navigateur océanique — dans le port de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), les parties ci-après mentionnées ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Streamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1043

Quebec, August 4, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING a collective labour agreement relating to the shipliners — ocean navigation — in the harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments, the parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White

Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore Steamships Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal, Australia, New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamship Lines Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co.; United States Lines Co.; (Canada) Ltd; Watts, Watts Co. Ltd.;

Et, D'AUTRE PART:

"International Longshoremen's Association" et son local affilié numéro 1552, pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 mai 1948;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective ((Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 mai 1948.

I. *a) Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend le port de Montréal.

b) Juridiction industrielle: Le décret régit tout travail d'agencement des vaisseaux océaniques venant dans le port de Montréal, relativement au chargement ou au déchargement du grain et des bestiaux.

Il régit aussi tout travail de charpenterie ou de menuiserie exécuté sur les appareils utilisés pour le débardage, mais ne s'applique pas aux employés permanents exécutant ce travail.

II. *Taux de salaires et durée du travail: a)* Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

Distribution des heures de travail	*Salaire horaire*
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5. p.m.	$1.30
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m.	$1.95

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour

Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore Steamships Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal, Australia, New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamship Lines Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co.; United States Lines Co. (Canada) Ltd; Watts, Watts, Co. Ltd.

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its affiliated local number 1552, for the employers and the employées of the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 29, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 29, 1948:

I. *a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) Industrial jurisdiction: The decree shall apply to all fitting of ocean-going vessels lying in the Harbour of Montreal for grain and cattle.

It shall also govern all woodwork in connection with the stevedoring gear, except where permanent gear men are employed.

II. *Rates of wages and duration of labour: a)* the hours of labour and the minimum rates of wages shall be the following:

Distribution of the hours of labour	*Hourly rates*
From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.	$1.30
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m.	$1.95

b) Double time shall be paid on Sundays, St.

de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

c) Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être remunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas. Les salariés ne doivent pas être requis de travailler pendant deux périodes consécutives de repas.

d) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à leur renvoi; si leurs services ne sont pas requis, ils doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail.

Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail à moins que le travail sur le vaisseau ne soit sur le point de se terminer; ils sont alors remunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écoutille ne soit terminé, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération. Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température, ces derniers doivent être remunérés jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

e) Tout travail exécuté dans les cales des vaisseaux ayant contenu ou contenant des cargaisons de soufre ou d'engrais chimique est sujet aux conditions suivantes, si le vieux bois est utilisé en tout ou en partie:

Distribution des heures de travail	*Salaire horaire*
De 8.00 a.m. à 5.00 p.m.	$1.40
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m.	$2.10

Si du bois neuf est utilisé pour l'exécution de ce travail les taux de salaires prévus au paragraphe "*a*" du présent article sont applicables.

f) Le travail de jour doit commencer à 8.00 a.m. et 1.00 p.m.

g) Lorsque les salariés sont employés au nettoyage des cales dans lesquelles du noir de fumée ou de charbon en sacs, de la chaux en sacs, du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique, de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, ou de charbon ont été arrimés, le taux de salaire horaire doit être de $1.45 de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. et de $2.17½ de 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 et de minuit à 5.00 a.m.

Ces taux s'appliquent aussi lorsque les salariés doivent travailler dans des chambres frigorifiques à une tempérture de 32 degrés Fahrenheit ou plus basse, ou sont requis de faire le vidage (bleeding) des sacs de grain.

h) Lorsque les salariés sont employés sur un vaisseau prenant charge d'engrais ammoniacal, ou qui en est déjà chargé, les taux de salaires sont de un dollar et soixante-cinq cents ($1.65) l'heure pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. A toute autre période de journée, exception faite de celle des repas, le taux de salaire est de deux dollars et quarente-sept cents et demi ($2.47½) l'heure.

III. *Dispositions spéciales: a*) L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

b) S'il est nécessaire d'installer des bardis de l'avant à l'arrière dans les cales n'ayant pas

John the Baptist Day, Dominion Day and All Saints Day.

c) Should the employees be required to work during meal hours, they shall receive double time, at the prevailing rate, and for each succeeding hour until discharged for meals. The employees shall not be required to work through two successive meal periods.

d) The employees required to work during the night must be called for 7.00 p.m. and paid, at the prevailing rate, from this hour until discharged; should their services not be required, they shall receive a minimum of two (2) hours' pay.

When men resume work at midnight, they shall be paid full rate until regular knocking off time except when ship is finishing, in which case they will be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men have to be knocked off owing to weather conditions, they shall be paid until time knocked off, but not less than two (2) hours.

e) For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where the old wood is being used in whole or part, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

Distribution of the hours of labour	*Hourly rates*
From 8.00 a.m. to 5.00 p.m.	$1.40
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m.	$2.10

Should work be performed with new wood, the rates of wages shall be those mentioned in subsection "*a*" of the present section.

f) Starting times for day work shall be at 8.00 a.m. and 1.00 p.m.

g) Where employees are employed for cleaning of holds in which nitrate, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, wet hides in bags, bundles or losse, and coal have been stowed, the rate of pay shall be $1.45 per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and $2.17½ per hour for the periods between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and midnight and 5.00 a.m.

These rates also apply when employees are ordered to work in refrigerator compartments where the temperature is 32 degrees Fahrenheit or lower, or when employed in "bleding" of grain bags.

h) Where employees are employed on ships on which ammonium nitrate fertilizer is being or has been loaded, the rates of pay shall be one dollar and sixty-five cents ($1.65) per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.; all other hours, except meal hours, to be paid at the rate of two dollars and forty-seven and one-half cents ($2.47½) per hour.

III. *Special provisions: a*) The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work; two (2) men to stand on deck during that time if necessary.

b) A minimum gang of twelve (12) men shall be employed when holds require shifting boards

de cloison longitudinale fixe, une équipe composée d'au moins douze (12) salariés doit être employée; l'emploi d'une équipe d'au moins (10) salariés est exigé lors de l'installation de bardis dans les écoutilles munies ou non d'alimentateur ("feeders"). Des membres de cette équipe peuvent toutefois être employés à l'exécution d'un travail accessoires, tel que celui qui consiste à faire des divisions, pendant que les autres membres de l'équipe continuent leur travail. Si les charpentiers-doubleurs en peuvent fournir le nombre total de salariés requis, les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont toute latitude dans la distribution des salariés disponible.

IV. La distribution des heures de travail ci-haut mentionnée est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

V. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractante ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1948 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET.
22814-o Greffier du Conseil Exécutif.

fore and aft and have no permanent longitudinal bulkheads, and a minimum gang of the men shall be employed when putting up shifting boards in hatchways with or without feeders but members of this gang can be utilized for minor work, such as making separations, the balance of the gang continuing their work while these members are so employed. In the event of the shiplners being unable to furnish the full number of men required, the Companies and/or Contracting Stevedores have the right of distribution of men available.

IV. The above distribution of working hours is made on the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

VI. *Duration of the decree:* The decree shall remain effective until the 31st of December 1948. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serves written notice on the other party, to the contrary, within a delay of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to December 31st, 1948, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
22814 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1045

Québec, le 4 août 1948.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux vérificateurs et tonneliers, navigation océanique, Hâvre de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART :

Alcoa Steamship Co. Inc; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore Steamships Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; Mc Lean Kennedy Ltd; Montreal, Australia, New Zealand Line Ltd; Montreal

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1045

Quebec, August 4, 1948.
Present: The Lieutenant Governor in Council

CONCERNING a collective labour agreement relating to the checkers and coopers — ocean navigation — in the harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Whithy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore Steamships Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal, Australia, New Zealand Line Ltd;

Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamship Lines Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South East and West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S) Ltd; Triton Steamship Co.; United States Lines Co. (Canada) Ltd; Watts, Watts Co. Ltd;

ET, D'AUTRE PART :

"International Longshoremen's Association" et son local numéro 1657,

pour les employeurs et les salariés des occupations visées suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 mai 1948;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis:

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 mai 1948;

I. *a) Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend le Havre de Montréal.

b) Juridiction professionnelle: Le décret régit tous les vérificateurs et tonneliers, travaillant sur les navires océaniques dans le Havre de Montréal.

II. *Heures de travail et taux de salaires : a)* Les heures de travail et les taux de salaires sont les suivants:

Distribution des heures de travail	*Salaire horaire Vérificateurs et tonneliers*
Travail de jour:	
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.	$1.20
Travail de nuit :	
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. lorsque requis de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de minuit à 5.00 a.m.	$1.80

b) Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. est considéré comme travail de nuit.

III. *Dispositions spéciales relatives aux salaires et à la durée du travail: a)* Les heures des repas sont distribuées entre 5.00 a.m. et 8.00 a.m., midi et 1.00 p.m., 6.00 p.m. et 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et minuit. Tout travail exécuté par les salariés pendant ces périodes doit être rémunéré au double du taux de salaire établi, et ce, jusqu'à ce que lesdits salariés soient renvoyés pour leur repas.

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail et la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire établi.

Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc.; Newfoundland Canada Steamships Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian America Line; Quebec Steamship Lines Ltd; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Lines; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South East and West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S) Ltd; Triton Steamship Co.; United States Lines Co. (Canada) Ltd; Watts, Watts Co. Ltd;

AND, ON THE OTHER PART :

International Longshoremen's Association and its local number 1657.

for the employers and the employees of the occupations concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 29, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour :

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 29, 1948:

I. *a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) Professional jurisdiction: The decree shall govern all checkers and coopers working on ocean-going vessels in the Harbour of Montreal

II. *Hours of labour and rates of wages: a)* The hours of labour and the rates of wages are the following:

Distribution of hours of labour	*Hourly rates Checkers and Coopers*
Day work:	
From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.	$1.20
Night work:	
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required),	
From 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from midnight to 5.00 a.m.	$1.80

b) All work performed between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be considered as night work.

III. *Special provisions relating to wages and duration of labour: a)* Meal hours are distributed between 5.00 a.m. and 8.00 a.m., noon and 1.00 p.m., 6.00 p.m. and 7.00 p.m. and 11.00 p.m. and midnight. The employees required to work during these periods shall receive double time, at the prevailing rate, until relieved for meals.

b) All work performed on Sundays, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day and All Saints Day shall be paid double time, at the prevailing rate.

c) A moins de raison suffisamment grave, les employeurs doivent s'abstenir de faire travailler les salariés durant les heures de repas, ainsi que les dimanches et jours de fêtes.

d) Les salariés mis à l'ouvrage soit le jour ou la nuit doivent être rémunérés pour la période complète de travail pour laquelle ils ont été appelés; toutefois, cette disposition est sujette aux paragraphes "e" et "f" du présent article.

e) En cas d'arrêt du travail sur le navire pour cause de mauvaise température, les salariés doivent recevoir une rémunération additionnelle équivalente à une heure de salaire au taux établi en plus du travail déjà accompli.

f) Les salariés requis de travailler aux malles, messageries ou bagages les dimanches, la Saint-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail ou la Toussaint doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail au taux réglementaire; cette rémunération compte à partir de l'heure pour laquelle ils sont appelés, s'ils se rapportent à cette heure.

g) L'employeur doit aviser les salariés avant l'expiration de toute période de travail s'ils sont requis pour la période suivante.

h) Les salariés qui ne sont pas mis au travail doivent quitter le quai à 8.30 a.m. et 1.30 p.m.

IV. *Dispositions spéciales concernant les vérificateurs et les tonneliers:* *a*) Les vérificateurs employés temporairement comme premiers vérificateurs à l'arrimage ou aux hangars doivent recevoir au moins dix cents ($0.10) additionnels l'heure.

b) Les vérificateurs exécutant du travail de bureau doivent recevoir cinq cents ($0.05) l'heure en plus du taux réglementaire.

c) Les employeurs ont le droit d'utiliser les services de leurs employés réguliers payés hebdomadairement ou mensuellement, pour le travail de vérificateur ou de tonnelier à être exécuté sur les quais; tels employés réguliers ne sont pas assujettis au décret.

d) Le peinturage des cargaisons est compris dans le travail des vérificateurs et des tonneliers.

V. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigeur jusqu'au 31 décembre 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à se contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1948 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
22816-o Greffier du Conseil Exécutif.

c) The employees shall not be required to work during the meal hours nor on Sundays and holidays if this can be reasonably avoided by the employers.

d) The employees put to work during the day or night shall receive the full working period for which they have been called; however, this provision is subject to sub-section "*e*" and "*f*" of the present section.

e) When work on the ship has to be discontinued on account of adverse weather conditions employees shall be paid one hour at the prevailing rate, in addition to any hour or hours already worked.

f) The employees called to work mails, express or baggage on Sunday, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day or All Saints Day shall be paid from the hour at which they are called to report and do report, with a minimum of two hour's pay at the prevailing rate.

g) Employees shall be informed before the expiry of any working period if they are be to required for the following period.

h) Employees, when not put to work, shall be required to leave the wharf at 8.30 a.m. and 1.30 p.m.

IIV. *Special provisions concerning the checkers and coopers:* *a*) Checkers, when employed temporarily as head checkers on stowage or as warehousemen, shall be paid not less than ten ($0.10) additional cents per hour.

b) Checkers doing office work shall receive five (0.05) cents more per hour than the prevailing rate.

c) Employers have the right to use their regular weekly or monthly-paid, employees in connection with any checking and coopering work to be done on the wharves; such employees not to be governed by the decree.

d) Painting of cargoes is included in the work done by checkers and coopers.

V. *Duration of the decree:* The decree shall remain in force until December 31, 1948; it then renews itself automatically from year to year, unless either party serves written notice on the other party to the contrary within a delay of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to December 31, 1948, or prior to December 31 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
22816-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1042

Québec, le 4 août 1948

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la peinture dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Tra-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1042

Quebec, August 4, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the paint industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request

vail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Brandram-Henderson Ltd, Canada Paint Company Ltd, Canadian Industries Ltd (Paint Division), Carter White Lead Company of Canada Ltd, The Conant Company Ltd, International Paints (Canada) Ltd, Martin-Senour Company Ltd, Mount-Royal Color & Varnish Company Ltd, Murphy Paint Company Ltd, Sherwin-Williams Company Ltd, Thorp-Hambrock Company Ltd, Wesco Waterpaints (Canada) Ltd,

ET, D'AUTRE PART:

L'Association des employés de l'industrie de la peinture, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 juin 1948;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 juin 1948.

I. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend toute la province de Québec.

II. *Juridiction industrielle:* Le présent décret s'applique à toute personne employée dans l'industrie de la fabrication de la peinture.

III. *Définitions:* Pour les fins d'application du présent décret, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "journalier" désigne un salarié non qualifié qui exécute du travail général.

b) Le mot "aide" désigne un salarié qui aide les salariés d'une classification plus élevée dans les divers départements et qui est lui-même au-dessus du journalier.

c) Les mots "préparateur de couleurs" ou "faiseur de mastic" désignent tout salarié employé comme tel, capable de lire une formule et qui, sachant où se trouve les matières premières, peut assembler, peser ou mesurer et mélanger correctement une fournée à la satisfaction du contremaître de service, sans surveillance.

d) Le mot "remplisseur" désigne un salarié qui, sous la surveillance du contremaître ou du chef d'équipe, verse le produit fabriqué dans des contenants pour les remplir.

e) Les mots "broyeur de couleurs" désignent tout salarié qui peut prendre charge d'un moulin et peser ou mesurer correctement tout liquide devant être ajouté à une fournée, et ce, sans surveillance.

to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Brandram-Henderson Ltd, Canada Paint Company Ltd, Canadian Industries Ltd (Paint Division), Carter White Lead Company of Canada Ltd, The Conant Company Ltd, International Paints (Canada) Ltd, Martin-Senour Company Ltd, Mount-Royal Color & Varnish Company Ltd, Murphy Paint Company Ltd, Sherwin-Williams Company Ltd, Thorp-Hambrock Company Ltd, Wesco Waterpaints (Canada) Ltd.

And, ON THE OTHER PART :

The Association of Employees of the Paint Industry,,

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 26, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 26, 1948.

I. *Territorial jurisdiction :* The territorial jurisdiction of the present decree shall comprise the entire province of Quebec.

II. *Industrial jurisdiction :* The present decree shall apply to any person employed in the Paint Manufacturing Industry.

III. *Definitions :* For the purpose of enforcement of the present decree, the following words shall have the significance hereinafter given to them :

a) The word "labourer" designates an unskilled employee performing work of a general nature.

b) The word "helper" designates an employee who assists the higher classified employees in the respective departments, but is himself above the rank of labourer.

c) The word "mixer" or "putty maker" means any employee employed as such who can read a formula and, knowing where the stock is, can assemble, weigh or measure and mix a batch correctly to the satisfaction of the foreman in charge, without supervision.

d) The word "filler" designates an employee who fills the finished product into containers under the supervision of the foreman or charge hand.

e) The word "millman" defines any employee who can take charge of a mill and weigh or measure correctly any liquid to be added to the batch, without supervision.

f) Le mot "coloriste" désigne tout salarié capable de s'occuper de la fournée lorsque cette dernière est prête, de la nuancer et de la faire approuver.

g) Les mots "chef d'équipe" désignent tout salarié en charge de trois (3) salariés ou plus.

h) Le mot "gardien" désigne tout salarié qui agit comme gardien la plupart de son temps.

i) Les mots "préposés aux bouilloires" désignent tout salarié qui, sous la surveillance du contremaître de service, travaille à la bouilloire quand elle est au feu.

j) Le mot "emballeur" désigne tout salarié qui reçoit et emballe le produit fabriqué prêt à l'expédition

k) Les mots "préposé au diluant" désignent tout salarié capable d'ajouter la quantité nécessaire de diluant à une fournée et de mélanger, à la satisfaction du contremaître, sans surveillance.

l) Le mot "broyeur" désigne tout salarié capable de prendre charge d'un moulin et de peser ou mesurer correctement toute couleur sèche devant être ajoutée à une fournée, sans surveillance.

m) Les mots "préposé aux presses" désignent tout salarié capable de mesurer toute fournée et calculer le nombre de presses requis pour chaque fournée ainsi que de faire fonctionner les pompes électriques ou à la vapeur de telles presses.

n) Les mots "préposé à la fabrication de peinture" désignent tout salarié capable de faire des fournées de couleurs, sans surveillance, suivant une formule donnée.

o) Le mot "apprêteur" désigne tout salarié qui apprête les moulins, ajuste les leviers et les rafnures de hottes.

p) Le mot "tonnelier" désigne tout salarié qui exécute tout travail se rapportant à la fabrication ou à la réparation de tonneaux ou caisses de bois, etc.

q) Les préposés aux presses hydrauliques ou aux machines à expulsion sont des salariés qui, après une période d'entrafnement, sont capables de faire fonctionner ces machines destinées à extraire l'huile de différentes graines.

f) The word "shader" means a man who can take over a batch when ready, shade it and have it approved.

g) The words "charged hand" means an employee in charge of three (3) or more employees.

h) The word "watchman" designates any employee who spends most of his time as watchman.

i) The word "Kettleman" means a man working at the kettle while on the fire under the supervision of the foreman in charge.

j) The word "packer" designates any employee who receives and properly packs the finished product ready for shipment.

k) The words "thinner man" mean a man who can add the necessary thinners to a batch and mix to the satisfaction of the foreman, without supervision.

1) The word "grinder" means an employee who can take charge of a mill and weigh, or measure correctly, any dry colours to be added to the batch without supervision.

m) The word "pressman" means an employee who can measure every batch and calculate the number of presses needed for each batch and operate the pumps on such presses, either electrical or steam.

n) The words "colour striker" mean a man who can manufacture batches of colour without supervision according to a specified formula.

o) The words "mill dresser" mean a man who dresses the mills, adjusts the lever bar and hopper grooves.

p) The word "cooper" means an employee who performs all work in connection with the making or repairing of wooden barrels, drums, etc.

q) Hydraulic press or expeller men are those who, after a training period, are capable of handling these machines which extract the oil from the various seeds.

IV. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

	Occupations	*Taux horaires minima*
	Fabrique de peinture et de laque	
1. *a*)	Journalier	$0.68
b)	Aide	0.70
c)	Remplisseur	0.73
d)	Préparateur de couleurs	0.74
e)	Broyeur de couleurs, 2ème classe	0.74
f)	Broyeur de couleurs, 1ère classe	0.78
g)	Coloriste, 2ème classe	0.78
h)	Coloriste, 1ère classe	0.83
	Fabrique de vernis	
2. *a*)	Journalier	$0.68
b)	Aide	0.70
c)	Remplisseur	0.73
d)	Préposé au diluant	0.76
e)	Préposé aux bouilloires, 2ème classe	0.80
f)	Préposé aux bouilloires, 1ère classe	0.86
	Fabrique de blanc de plomb et de couleur sèche	
3. *a*)	Journalier	$0.68
b)	Aide	0.70
c)	Broyeur, 2ème classe	0.73
d)	Broyeur, 1ère classe	0.75
e)	Préposé aux presses, 2ème classe	0.73

IV. *Rates of wages:* The minimum rates of wages are the following :

	Occupation	*Minimum hourly rates*
	Paint and lacquer factory	
1. *a*)	Labourer	$ 0.68
b)	Helper	0.70
c)	Filler	0.73
d)	Mixer	0.74
e)	Millman, 2nd class	0.74
f)	Millman, 1st class	0.78
g)	Shader, 2nd class	0.78
h)	Shader, 1st class	0.83
	Varnish factory	
2. *a*)	Labourer	$ 0.68
b)	Helper	0.70
c)	Filler	0.73
d)	Thinner man	0.76
e)	Kettleman, 2nd class	0.80
f)	Kettleman, 1st class	0.86
	White lead and dry colour factory	
3. *a*)	Labourer	$ 0.68
b)	Helper	0.70
c)	Grinder 2nd class	0.73
d)	Grinder 1st class	0.75
e)	Pressman 2nd class	0.73

	f)	Préposé aux presses, 1ère classe	0.75	*f*)	Pressman 1st class	0.75
	g)	Préposé à la fabrication de la peinture, 2ème classe	0.75	*g*)	Striker 2nd class	0.75
	h)	Préposé à la fabrication de la peinture, 1ère classe	0.79	*h*)	Striker 1st class	0.79
		Réception, emballage et expédition			*Receiving, packing and shipping departments*	
4.	*a*)	Journalier	$0.68	4. *a*)	Labourer	$ 0.68
	b)	Aide	0.70	*b*)	Helper	0.70
	c)	Emballeur	0.72	*c*)	Packer	0.72
			Par semaine			*per week*
	d)	Commis préposé à l'expédition et gardien du stock	$34.75	*d*)	Shipping clerk and stockkeeper	$34.75
		GÉNÉRAL			GENERAL	
			Par semaine			*per week*
5.	*a*)	Gardien, chauffeur, pointeur	34.75	5. *a*)	Watchman, Fireman, Timekeeper	$34.75
	b)	Tonnelier et apprêteur	0.81	*b*)	Cooper and mill dresser	0.81
	c)	Préposés à l'entretien, y compris les charpentiers, les électriciens, les plombiers, les machinistes et les forgerons	0.86	*c*)	Maintenance man, including carpenter, electrician, plumber, machinist and blacksmith	0.86
			Par semaine			*per week*
	d)	Mécanicien de machine fixe, 4ème classe	$39.00	*d*)	Stationary Engineman, 4th class	$39.00
	e)	Mécanicien de machine fixe, 3ème classe	42.50	*e*)	Stationary Engineman, 3rd class	42.50
	f)	Mécanicien de machine fixe, 2ème classe	49.50	*f*)	Stationary Engineman, 2nd class	49.50
		Sur impression des étiquettes et polycopie			*Overprinting label and multigraphing*	
6.	*a*)	Salarié du sexe masculin de moins de 18 ans	0.46	6. *a*)	Male employee under 18 years of age	$ 0.46
	b)	Salarié du sexe masculin	0.68	*b*)	Male employee	0.68
		Apprentis			*Apprentices*	
7.		De moins de 20 ans (une année seulement)	0.46	7. *a*)	Under 20 years of age (1 year only)	$ 0.46
		Salariées (Dans tous les départements)			*Female employees* (all factory departments)	
8.		Minimum	0.48	8. *a*)	Minimum	$ 0.48
		Huile de lin			*Linseed oil mill*	
9.	*a*)	Journalier	0.68	9. *a*)	Labourer	$ 0.68
	b)	Préposé aux presses hydrauliques et aux machines à expulsion	0.71	*b*)	Hydraulic press or expeller man	0.71
	c)	Préposé à l'entretien	0.86	*c*)	Maintenance man	0.86

10. *Chefs d'équipe:* Les chefs d'équipe doivent recevoir $0.05 de plus l'heure que le taux minimum déterminé dans le présent décret pour leur classification.

10. *Charge Hands:* Charge Hands shall be paid .05 cts per hour more than the minimum rate determined in this decree for their classification.

V. *Paiement des salaires:* Les salaires doivent être payés régulièrement une fois par semaine.

V. *Pay periods :* Wages shall be paid regularly once a week.

VI. *Durée du travail: a*) La durée maximum des heures de travail, aux taux réguliers, est de quarante-huit (48) heures par semaine. Tout travail prolongé au-delà de cette limite est considéré comme du travail supplémentaire.

b) La durée régulière des heures de travail est de huit (8) heures par jour et tout travail exécuté après neuf (9) heures au cours d'une journée régulière doit être remunéré au taux de travail supplémentaire. Les équipes régulières de nuit sont également assujetties à une semaine de quarante-huit (48) heures.

c) La durée régulière du travail par semaine aux taux réguliers de salaire, pour les salariés exécutant des opérations continues, tels que les salariés de la chambre des bouilloires, les salariés travaillant à la fabrication du blanc de plomb, de l'huile de lin et d'autres huiles est de cinquante-six (56) heures, y compris les dimanches et fêtes légales.

VI. *Duration of Labour :*

a) The maximum duration of hours of labour at regular rates is forty-eight (48) hours per week; work performed outside these hours is considered as overtime work.

b) The normal working day consists of eight (8) hours and any time worked after nine (9) hours on a normal working day is to be paid at overtime rates. Regular night shifts also have a forty-eight (48) hour week.

c) The normal working week, at regular rates, for employees on continuous operations, namely boiler house employees and workmen in white lead and linseed and other oil manufacturing is fifty-six (56) hours, including Sundays and legal holidays.

d) La durée maximum des heures de travail aux taux réguliers, pour les salariés mentionnés aux catégories "*a*", "*d*", "*e*" et "*f*" de l'article IV-5, ne doit pas excéder cinquante-six (56) heures par semaine; tout travail exécuté après ces heures est considéré comme travail supplémentaire.

VII. *Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire est payé au taux de salaire régulier majoré d'une demi.

VIII. *Vacances:* Une (1) semaine de vacances payées est accordée à tout salarié qui a travaillé sans arrêt pour un établissement pendant une période d'une année avant le 31 août. Après trois (3) années de services continus, un salarié a droit à deux (2) semaines de vacances payées.

IX. *Avis de vacances:* Les vacances sont prises entre le 1er juin et le 30 septembre et l'employeur doit choisir la période des vacances de chacun de ses salariés et l'en aviser 15 jours à l'avance. Il doit y avoir entente entre l'employeur et le salarié si l'on veut faire exception à cette règle.

X. *Semaine de vacances:* Dans le cas de salariés dont la semaine régulière est de quarante-huit (48) heures, la semaine de vacances est rémunérée sur une base de quarante-huit (48) heures. Lorsque la semaine normale est de plus de quarante-huit (48) heures, la rémunération est basée sur ladite semaine excédant quarante-huit (48) heures, sans tenir compte du travail supplémentaire.

X-A. *Jour de fête payés:* Les salariés doivent être rémunérés pour les trois jours de fête chômés suivants: Le Premier de l'An, la Fête du Travail et le jour de Noël, à condition qu'ils travaillent le premier jour ouvrable suivant ces dites fêtes, à moins d'empêchement par la maladie.

La rémunération doit être basée sur la journée régulière de travail de chaque salarié, exception faite du travail supplémentaire.

Tout salarié qui travaille un des jours ci-haut mentionnés doit, en plus, être rémunéré pour les heures de travail effectuées.

XI. Tout salarié est classifié dans la catégorie dans laquelle il est occupé la plus grande partie de son temps et rémunéré suivant les taux de cette catégorie.

Si un salarié est permuté d'une classe à une autre comportant un taux plus élevé ou plus bas que celle dans laquelle il reçoit le taux régulier de salaire, conformément aux dispositions du décret et, s'il y appartient plus d'une semaine, le taux de son salaire doit être modifié en conséquence.

XII. *Salariés employés dans la fabrication de l'huile de lin et d'autres huiles:* Dans ces départements, les salariés ont droit aux vacances payées selon les conditions mentionnées aux articles VIII et X du présent décret.

XIII. *Travail à la pièce:* L'employeur peut engager ses salariés soit à l'heure, soit à la pièce, dans dans les deux cas, il est convenu que les taux ci-haut mentionnés sont en vigueur.

XIV. *Préposés à l'entretien:* Les préposés à l'entretien appartenant aux métiers du bâtiment désignés ailleurs dans la décret comme salariés permanents, ont le privilège d'accomplir toute opération d'entretien relevant de quelque métier du bâtiment, si leur employeur les trouve aptes à l'exécuter.

XV. *Conciliateurs:* Toute contestation soulevée par la classification d'un salarié ou tout autre grief doit être soumis aux conciliateurs nommés par les salariés de chaque établissement. Si ces conciliateurs et l'employeur ne peuvent

d) The maximum duration of labour, at regular rates, of employees mentioned in categories *a*,*d*,*e*, and *f* of section IV-5, shall not exceed fifty-six (56) hours in any one week. Work performed outside these hours is considered as overtime work.

VII. *Overtime.* Overtime work is paid at the rate of time and one half.

VIII. *Vacations :* One week's vacation with pay is granted to all employees who have worked continuously for any firm for one year previous to August 31st. After three (3) years of continuous employment, employees shall be granted two (2) week's vacation with pay.

IX. *Notice of Vacation :* Vacations are given in that time most convenient to employers within the period from June 1st to September 30th but employees must be notified fifteen (15) days in advance. Any exception to these rules to be by mutual agreement.

X. *Vacation week :* In the case of employees whose normal week is forty-eight (48) hours, the vacation week is remunerated on a forty-eight (48) hour week basis. Where the normal week is over forty-eight (48) hours, the remuneration is on the basis of the hours worked in that capacity, exclusive of overtime.

X. *Statutory Holidays with pay.* Employees shall be paid for the following three observed holidays : New Years' Day, Labour Day, Christmas Day, provided they work the first working day following these said holidays unless provented from so doing by sickness.

Remuneration shall be based upon the regular working day of each employee, excluding overtime.

An employee who works on any of the above day shall, in addition, be paid at his regular hourly rate for the hours worked.

XI. An employee is classified and paid the rate established for the class at which he spends most of his time. If an employee is moved to a higher or lower class than the one for which he is recieving the regular rate of pay under the terms of the decree and remains in that category for more than one week, his rate of pay shall be changed accordingly.

XII. *Linseed and other employees :* In these departments, employees are entitled to vacation with pay as referred to in sections VIII and X of the decree.

XIII. *Piece work:* The employee may hire his employees either by the hour or by piece work but, in either case, it is hereby agreed that the hereinabove mentioned rates have effect.

XIV. *Maintenance men :* Maintenance men of the building trades, otherwise described in the decree as permanent employees, shall be privileged to do any or all building trades work of a maintenance nature if the employer considers them competent to execute same.

XV. *Conciliation Officers :* Disputes arising out of the classification of any employee or any other grievances may be referred to the conciliation officers appointed by the employees in eah plant. Failing a satisfactory settlement by said officers

en arriver à un règlement satisfaisant, l'affaire est finalement réglée par le Comité paritaire.

XVI. *Exception:* Le présent décret ne s'applique pas aux personnes régies par les décrets relatifs aux métiers de l'imprimerie.

XVII. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pendant une période d'une année. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
22823-o Greffier du Conseil Exécutif.

and the employer, the matter shall be finally settled by the Joint Committee.

XVI. *Exception :* The present decree does not govern, however, the workmen subject to the decrees relating to the printing industry.

XVII. *Duration of the Decree :* The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective for a period of one year. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be of less than thirty (30), prior to its original expiration or to the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
22823-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1041

Québec, le 4 août 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés de garage de Mégantic.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
La Section de l'Auto-Voiture de l'Association des Marchands détaillants du Canada, inc., succursale Lac Mégantic,

Et, D'AUTRE PART:
L'Association des Employés de l'Auto-Voiture de Lac Mégantic,
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 juin 1948;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et les occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 juin 1948.

I. *Définitions:* Pour les fins du décret les mots et termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1041

Quebec, August 4, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the garage employees of Megantic.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into betweeen:

ON THE ONE PART:
The Automobile Section of the Retail Merchants Association of Canada, inc., Lake Megantic Branch,

And, ON THE OTHER PART:
"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture de Lac Mégantic",
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 19, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and the occupations concerned, and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the said Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said request be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec official Gazette*, issue of June 19, 1948.

I. *Definitions:* For the purposes of the decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) Apprenti: Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

b) Artisan: Le mot "artisan" désigne toute personne exerçant seule, ou en société, l'un des métiers régis par le décret, ou tout employeur professionnel lorsqu'il exerce pareil métier.

c) Compagnon: Le mot "compagnon" désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charron, débosseleur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, freins et systèmes de conduite, vérificateur, vulcanisateur, soudeur, vitrier.

d) Démolisseur: Le mot "démolisseur" désigne tout salarié faisant la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebuts (scrap).

e) Homme de service (de jour ou de nuit): Ce terme désigne tout salarié qui conduit des véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, exécute de menus services d'urgence tels que remplacement des courroies d'éventail, de bougies ou de tous menus accessoires de véhicules-moteurs.

Est toutefois exclu, l'installation de radios, d'appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour signaux de direction, laquelle est faite par un compagnon.

f) Salarié: Le mot "salarié" désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou ouvrier non qualifié, artisan, préposé aux pièces de rechange ou employé qui travaillent individuellement en équipe, ou en société.

g) Vérificateur: Le mot "vérificateur" désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux. Il doit être un mécanicien de première classe.

h) Atelier de mécanique: Le terme "atelier-de-mécanique" désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

i) Débit d'essence: Le terme "débit d'essence" désigne tout endroit, fixe ou mobile non reconnu comme garage, où se fait la vente de l'essence et de lubrifiants pour l'usage des véhicules-moteurs.

j) Garage: Le mot "garage" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule automobile ou non. Les établissements industriels ne sont pas compris dans cette définition.

k) Station de service: Le terme "station-de-service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés.

l) Terrain de démolition: Le terme "terrain-de-démolition" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines pièces d'iceux sont démolies, soit dans le but de la vente ou de l'emmagasinage, de la réparation ou de la démolition.

m) Terrain de stationnement: Le terme "terrain-de-stationnement" désigne tout endroit réservé au stationnement de véhicules-moteurs.

II. *Juridiction: a) Commerciale:* Seront assujettis aux dispositions du décret, tous les employeurs, les employeurs professionnels, les arti-

a) Apprentice: The word "apprentice" means any employee learning one of the trades mentioned in the decree.

b) Artisan: The word "artisan" means any person plying, alone or in partnership, one of the trades governed by the decree, or any professional employer when he plies such trade.

c) Journeyman: The word "journeyman" means any employee having completed his apprenticeship in one of the following trades of the automobile industry: Wheelwright, Bodyman, Electrician, Blacksmith, Machinist, Mechanic, Painter, Upholsterer, Radiator, Brake and Steering gear Repairer, Welder, Glazier, Tester, Vulvanizer.

d) Demolisher: The word "demolisher" means any employee demolishing motor vehicles, for the purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e) Service man, day or night: The words "service man" mean any employee driving motor vehicles, selling gas, washing motor vehicles, cleaning or heating the establishment, changing tires or batteries, greasing motor vehicles, performing various emergency operations such as replacing fanbelts, spark plugs, or any other motor vehicles accessories. However, the installation of radios, air conditioning units and directional signal switches, which must be performed by a journeyman, are excluded.

f) Employee: The word "employee" means any apprentice, qualified worker or unqualified worker, artisan, stock room clerk or any employee who works individually, in group or in partnership.

g) Tester: The word "tester" means any employee committed to the testing of motor vehicles and the appraisal of repairs thereof. He must be a first class mechanic.

h) Machine shop: The words "machine shop" mean any establishment where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

i) Gasolene Station: The words "gasolene station" mean any place, fixed or movable, not known as a garage and where gas and lubricants for motor-vehicles are sold.

j) Garage: The word "garage" means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories be part of the motor-vehicle, shall be considered as garages and, consequently, governed by the decree. The industrial establishments are not comprised in this definition.

k) Service station: The words "service station" mean any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated.

l) Scrapping yard: The words "scrapping yard" mean any place where motor-vehicles or any part thereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

m) Parking ground: The words "parking ground" mean any place where motor-vehicles are parked.

II. *Jurisdiction: a) Commercial:* Those governed by the provisions of the decree shall be the employers, the professional employers, arti-

sans et les salariés des garages, des vendeurs de parties et accessoires d'automobile, des débits d'essence, stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition, ateliers de mécanique, que ces établissements constituent le commerce principal ou qu'ils soient exploités de façon accessoire, même pour leurs fins personnelles, par le ou les propriétaires d'un établissement commercial.

b) Territoriale: Le décret s'appliquera à la cité de Mégantic et à toute municipalité située en entier ou en partie dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

III. *Salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après:

a) Apprentis: Apprentis de toutes les catégories à l'exception des hommes de service, des préposés aux pièces de rechange, graisseurs, soudeurs et débosseleurs.

	L'heure
Première année	$ 0.35
Deuxième année	0.45
Troisième année	0.50
Quatrième année	0.55

b) Compagnons: Charron, machiniste, électricien, mécanicien, vitrier, peintre, nettoyeur de bourrures, teinturier, vulcanisateur, débosseleur, forgeron, rembourreur, vérificateur, réparateur de freins, système de conduite et mise à point.

	l'heure
Première classe	$ 0.80
Deuxième classe	0.70
Troisième classe	0.60

c) Spécialiste en réparation de radiateurs, soudeur:

	l'heure
Compagnon	$ 0.80
Apprenti 1ère année	0.38
Apprenti 2ième année	0.48

d) Graisseur:

	l'heure
Première classe	$ 0.55
Deuxième classe	0.48

e) Vulcanisateur:

Compagnon	0.80

f) Préposé aux pièces de rechange dans les garages:

	par semaine
Commis en charge	$32.50
Apprenti 1ère année	15.00
Apprenti 2ième année	18.00
Apprenti 3ième année	21.00
Apprenti 4ième année	25.00

Homme de service (âgé de 21 ans et plus):

	l'heure
De jour (12 hres par jour et 6 jours par semaine)	$ 0.50
De nuit (12 hres par nuit et 6 nuits par semaine)	0.45

Homme de service (âgé de 16 ans à 21 ans exclusivement):

De jour (12 heures par jour et 6 jours par semaine).....
De nuit (12 heures par nuit et 6 nuits par semaine).....

Taux facultatif non inférieur à l'ordonnance N° 4 de la Commission du Salaire Minimum.

g) Débits d'essence:

	par semaine
Commis en charge	
Commis, 1ère année	$18.00
Commis, 2ième année	21.00
Commis, 3ième année	25.00

Homme de service (âgé de 21 ans et plus):

	l'heure
De jour, 12 hres par jour et 6 jours par semaine	$ 0.50
De nuit, 12 hres par nuit et 6 nuits par semaine	0.45

sans and wage-earners in garages, in parts and accessories dealers' establishments, in gasolene stations, service stations, parking-grounds, scrapping yards, machine shops, whether same constitute the main trade or be accessorily operated, even for their personal purposes, by the owner of owners of a commercial establishment.

b) Territorial: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Town of Megantic and any municipality completely or partly located within a radius of five (5) miles from its limits.

III. *Minimum Wages:* The minimum wage rates are as follows for each one of the categories hereinafter mentioned.

a) Apprentice: Apprentices in all categories: with the except on of servicemen, stock room clerks, greasers, welders and bodyman.

	per hour
First year.	$ 0.35
Second year.	0.45
Third year.	0.50
Fourth year.	0.55

b) Journeyman: Wheelwright, machinist, electrician, mechanic, glazier, painter, upholstery cleaner, dyer, vulcanizer, bodyman, blacksmith, upholsterer, tester, brake and steering gear checker and repairer:

	per hour
First class	$ 0.80
Second class.	0.70
Third class.	0.60

c) Radiator Repairers, welders:

	per hour
Journeymen.	$ 0.80
Apprentice, 1st year.	0.38
Apprentice, 2nd year.	0.48

d) Greaser:

	per hour
First class	$ 0.55
Second class.	0.48

e) Vulvanizers:

	per hour
Journeymen.	$ 0.80

f) Stock room Clerk in Garages:

	per week
Head clerk.	$32.50
Apprentice, 1st year.	15.00
Apprentice, 2nd year	18.00
Apprentice, 3rd year	21.00
Apprentice, 4th year	25.00

Service man (21 years of age and over)

	per hour
Day work (12 hours per day and 6 days per week)	$ 0.50
Night work (12 hours per night and 6 nights per week)	0.45

Service man (16 to 21 years of age exclusive):

Day work (12 hours per day and 6 days per week).....
Night work (12 hours per night and 6 nights per week) .....

But not lower than the rates stipulated in Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission.

g) Gasolene stations:

	per week
Head clerk.	
Clerk, 1st year	$18.00
Clerk, 2nd year.	21.00
Clerk, 3rd year.	25.00

Service man (21 years of age and over):

	per hour
Day work (12 hours per day and 6 days per week).	$ 0.50
Night work (12 hours per night and 6 nights per week)	0.45

Homme de service (âgé de 16 ans à 21 ans exclusivement): *l'heure*

De jour, 12 heures par jour et 6 jours par semaine .....

De nuit, 12 heures par nuit et 6 nuits par semaine .....

Taux facultatif non inférieur à l'ordonnance N° 4 de la Commission du Salaire Minimum.

IV. *Détermination et répartition des heures de travail: a) Garages:* Pour les compagnons et les apprentis, la journée régulière de travail est de 9 heures, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, et entre 7.00 a.m. et midi le samedi.

Tout travail exécuté après 6.00 p.m. du lundi au vendredi, et le samedi après-midi, doit être payé au taux régulier plus cinquante pour cent (50%).

b) Jours chômés sans rémunération pour les employés payés à l'heure, et avec rémunération pour les employés payés à la semaine.

Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, Noël, le 24 mai, la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail et le jour d'actions de grâces.

Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours-là doit être rémunéré au taux de salaire double, à l'exception, toutefois, des hommes de service.

c) Tout homme de service a droit à un jour complet (vingt-quatre (24) heures) de repos chaque semaine. Pour le travail exécuté durant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire doit être doublé.

d) Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

V. *Apprentissage: a)* Nonobstant, toutes les dispositions du décret concernant l'apprentissage tout apprenti peut se présenter n'importe quand après un an (1) d'expérience pratique en vue de subir des examens à la satisfaction du Bureau des Examinateurs nommés par le Comité paritaire et demander sa carte de qualification. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au Comité paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b) Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti par deux compagnons ou hommes de service. Toutefois, dans les établissements, où il n'y a qu'un compagnon ou homme de service, il est permis d'avoir un apprenti.

Toutefois dans les établissements où il se fait du débosselage et/ou de la peinture, l'employeur pourra adjoindre au compagnon de l'un ou des deux de ces métiers, un nombre indéterminé d'apprentis.

c) Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize ans. Il doit avoir fait au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

VI. L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée

Service man (15 to 21 years of age exclusive):

Day work (12 hours per day and 6 days per week).....

Night work (12 hours per night and 6 nights per week) .....

But not lower than the rates stipulated in Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission.

IV. *Determination and distribution of the hours of work: a)* For journeymen and apprentices, the regular day work shall be of 9 hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and between 7.00 a.m. and noon on Saturday.

All work performed after 6.00 p. m. from monday to friday and on saturday after noon, must be remunerated at the regular rate increased by fifty per cent (50%).

b) Holidays without pay in the case of hourly-paid employees, and with pay in the case of weekly-paid employees.

The following holidays are observed: Sundays, New Years' Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas, May 24th, St. John the Baptist Day (June 24th), Confederation Day (July the first), Labour Day, Thanksgiving Day.

All urgent work performed during these days is paid at the rate of double time, except for service men.

c) All service men are entitled to a complete day of rest (24 hours) each week. For work performed on the weekly day of rest, the rate of wages is doubled.

d) The working hours comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present; however, the time given the employee for his meal, is not considered as working time.

V. *Apprenticeship:*

a) Notwithstanding the provisions of the decree pertaining to the apprenticeship, every apprentice may, at any time after one (1) year of practical experience, sit for his examinations before the Board of Examiners appointed by the Parity Committee to obtain his certificate of Competency. Upon entering the Industry governed by the decree, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his apprenticeship and experience can be established. The employer shall not hire an apprentice without this registration.

b) In each establishment governed by the decree, there shall not be more than one apprentice to each two journeymen or service men. However, in establishments where there is but one journeyman or service man, there may be an apprentice.

However, in establishments doing bodywork or painting, the employer may assign an unlimited number of apprentices to the journeyman of one or both of these trades.

c) No apprentice may be hired before being sixteen years of age. He must have at least completed the 5th year of the elementary grade.

VI. The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified

sur son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salariés à laquelle il appartient, d'après son certificat.

VII. *a*) Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié, et demeure la propriété de l'employeur jusqu'au paiement complet par le salarié.

b) Les autres uniformes exigés par l'employeur, tels que salopettes, et jaquettes spéciales sont fournies et blanchies, moitié par l'employeur moitié par le salarié.

VIII. Le temps alloué pour les repas est d'une (1) heure.

IX. Le pourboire est la propriété du salarié et l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie du salaire, en autant qu'il n'est pas au détriment du patron ou de son établissement.

X. Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant en argent ou en chèque contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialée par la personne qui a fait la paie et, si possible, distribuée le vendredi à 6.00 p.m.

XI. Aucun salarié ne doit être tenu responsable de l'évaporation ou de la contraction de l'essence.

XII. Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage et des lames de scie à fer.

XIII. Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret ne doivent pas être diminués lors de sa mise en vigueur.

XIV. Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

XV. Est déclarée illégale et sera considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du décret, toute entente ou convention entre employeurs et salariés touchant soit la location d'espace ou de places d'affaires, soit les conditions de travail, ainsi que tout autre procédé dont l'effet pourrait diminuer le montant du salaire fixé par le décret.

XVI. *Travail à domicile: a*) Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile d'exécuter à domicile du travail du métier de l'automobile pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la Loi de la convention collective.

b) Aucun artisan, compagnon ou apprenti dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tel que stipulé dans le décret, ne peut exercer son métier ailleurs que dans les établissements définis dans le décret.

XVII. *Vacances payées:* Après un an de service, le salarié a droit à une semaine de vacances payées, laquelle doit être fixée d'après entente entre l'employeur et le salarié et est payable d'avance.

Pour l'application de cet article, référence doit être faite aux dispositions de l'ordonnance numéro trois (3) revisée de la Commission du Salaire minimum de Québec.

on his certificate of competency, provided the said employee continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs, according to the said certificate.

VII. *a*) Half the cost of the special uniform required by the employer is paid by him and half by the employee and remains the property of the employer until the said uniform is fully paid for.

b) The other uniforms required by the employer, such as overals and special frocks, are supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost thereof.

VIII. One (1) hour is allowed for meals.

IX. Tips belong to the employee and the employer shall not keep or use same, even with the consent of the employee, as part of wages providing that the tip is not detrimental to the employer or to the establishment.

X. The wages of all employees shall be paid completely, each week, in a sealed envelope on which the following shall be mentioned; his name, number, the date of the work week, the number of hours paid for, the hourly wage rate and the amount of money cash or cheque contained in the veloenpe; the letter shall be initialed by the pay clerk and, if possible, given on Friday, at 6.00 p.m.

XI. No employees shall be held responsible for the evaporation or contraction of gas.

XII. The employee shall supply the manual tools for the execution of his work with the exception of the files required for body work and steel saw blades.

XIII. The wages actually higher than the minimum rates established by the decree shall not be reduced at the time of its coming into force.

XIV. Any wage increase for overtime shall be computed on the wages paid and not on the minimum rate.

XV. For the purposes of the decree, any agreement or contract entered into between an employer and an employee concerning the renting of space or place of business, the conditions of labour or any other transaction with a view to reduce the amount of wages established by the decree is hereby declared illegal and is considered as null and void.

XVI. *Home work: a*) An employee actually working for an employer of the automobile industry is not permitted to perform any operation of the automobile industry at home for the account of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer, within the meaning of the Collective Agreement Act.

b) No artisan, journeyman or apprentice in the trades of the automobile industry, as stipulated in the decree, shall ply his trade in an establishment other than those definedi n the decree.

XVII. *Vacations: a*) After one year of service the employee is entitled to a vacation of one week with pay.

This vacation week is payable in advance and shall be set by both the employer and the employee.

For the inforcement of this clause, refer to the provisions of Ordinance Number 3, revised, of the Minimum Wage Commission.

Toute absence pour des raisons sérieuses ne prive pas le salarié de ses vacances.

XVIII. *Durée du décret:* Le décret est valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'un an (1) à compter de cette date. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties aux présentes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
22835-o Greffier du Conseil Exécutif.

b) Any absence for serious reasons does not deprive the employee of his vacations.

XVIII. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a period of one (1) year from that date. It then renews itself automatically, from year to year, unless either party hereto notify the other to the contrary within a delay if not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to the expiration of the original term or of any subsequent year. The Honourable Minister of Labour shall also receive such a notice.

A. MORISSET,
22835-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1078

Québec, le 12 août 1948.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 1658 du 17 mai 1944, et amendements, relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 mai 1948;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre l'approbation des modifications proposées et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1658, soit modifié de la façon suivante;

1° Le paragraphe "*b*" de l'article II est remplacé par le suivant:

"*b*) le présent décret s'applique aux cités de Québec, Lévis et Sillery, aux villes de Québec-Ouest et Lauzon, et à la municipalité de Giffard.

Aux fins d'application, la présente juridiction est divisée en deux zones, de la façon suivante:

Zone I: les cités de Québec et Sillery, la ville de Québec-Ouest, et la municipalité de Giffard.

Zone II: La Cité de Lévis et la ville de Lauzon."

2° Le paragraphe "*a*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"*a*) La semaine régulière et normale de travail dans les établissements assujettis au présent décret est de 51½ heures, réparties comme suit:

1) Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

2) Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

3) Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

4) Durant toute semaine où il y a un jour de fête chômé, les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m. le lundi

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1078

Quebec, August 12, 1948.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the retail food trade in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 1658 of May 17, 1944, and amendments, relating to the retail food trade in the district of Quebec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 22, 1948;

WHEREAS one objection has been made against the approval of the proposed amendments and it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 1658, be amended as follows:

1. Subsection "*b*" of section II is replaced by the following:

"*b*) The present decree applies to the cities of Quebec, Levis and Sillery, to the town of Quebec-West and Lauzon, to the municipality of Giffard.

For the purpose of enforcement, the present jurisdiction is divided into two zones as follows:

Zone I: The cities of Quebec and Sillery, the town of Quebec-West, the municipality of Giffard.

Zone II: The city of Levis and the town of Lauzon."

2. Subsection "*a*" of section III is replaced by the following:

"*a*) The regular and standard work week in the establishments governed by the present decree shall be one of 51½ hours, divided as follows:

1. Monday: from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

2. Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

3. Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

4. In the course of any week with a holiday, the working hours shall be distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on the Monday preceding

précédent ce jour chômé, si tel jour est un mardi, mercredi ou jeudi, ou le lundi suivant si le jour chômé est un vendredi ou samedi.

Toutefois, tout employeur qui dans une convention collective déposée en vertu de la Loi des syndicats professionnels à la date de l'entrée en vigueur de la présente clause, se serait engagé envers ses salariés à ne pas les faire travailler le samedi après-midi, peut les faire travailler le lundi de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. jusqu'à l'expiration de ladite convention."

3° Le paragraphe "*c*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"*c*) En dehors des heures mentionnées ci-haut, un employeur, un employeur professionnel, un salarié ne peuvent travailler et un employeur ou un employeur professionnel ne peuvent faire travailler un salarié à la vente des produits alimentaires au comptoir ou par téléphone."

4° Le paragraphe "*e*" de l'article III est remplacé par le suivant:

"*e*) Tout travail exécuté par un salarié en plus de 51½ heures par semaine ou en dehors des heures de travail déterminées au paragraphe "*a*" ci-haut, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré conformément au paragraphe "*c*" de l'article V."

5° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "*a*" de l'article IV:

"Toutefois, dans le cas d'un nouvel employé, aucun employeur ayant 10 salariés ou plus n'est tenu de l'admettre dans la classification avant un mois écoulé de la date de l'engagement et, durant cette période, le nouveau salarié a droit au salaire de la classe D."

6° Le paragraphe "*f*" suivant est ajouté à l'article IV:

"*f*) Tout salariés qui a été classifié dans une des classes "A", "B", "C" et "D" pour les fins de pourcentages, ne peut ensuite être placé dans une classe inférieure sans la permission écrite du Comité paritaire."

7° Au paragraphe "*a*" de l'article V:

1. Le premier alinéa est remplacé par le suivant:

"Aux fins du présent décret, le salaire minima pour la semaine régulière de travail de l'établissement est le suivant:

2. Les taux de salaires prévus pour les différentes classes de salariés dans la zone I sont remplacés par les suivants:

"1. Salarié travaillant à la vente de la viande et des produits de la viande:

Classe A	$39.00
Classe B	33.00
Classe C	27.00
Classe D	17.00

2. Salarié travaillant à la vente des produits d'épicerie:

Classe A	$36.00
Classe B	30.00
Classe C	24.00
Classe D	16.50"

8° A la fin du paragraphe "*h*" de l'article V, les mots "cinquante-six (56) heures" sont remplacés par les mots "cinquante-et-une heures et demi (51½)".

9° Le paragraphe "*j*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*j*) Dans les limites de la zone I, le livreur ou conducteur de voiture de livraison qui est célibataire, doit recevoir au moins $25.00 par semaine pour 51½ heures de travail et celui qui est marié, au moins $30.00 par semaine pour 51½ heures de travail.

the holiday when the latter is a Tuesday, Wednesday or Thursday, or on the following Monday when the holiday falls on a Friday or a Saturday.

However, any amployer who, through a collective agreement deposited under the Professional Syndicates Act at the time of the coming into force of the present clause, has bound himself not to put his employees to work on Saturday afternoon may have work performed on Monday from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. until the expiration of the said agreement."

3. Subsection "*c*" of section III is replaced by the following:

"*c*) Outside the hours above mentioned, an employer, a professional employer, an employee shall not work and an employer or a professional employer shall not have an employee work at the sale of food products at the counter or by telephone."

4. Subsection "*e*" of section III is replaced by the following:

"*e*) Any work done by an employee in excess of 51½ hours in one week or in excess of the working hours determined in subsecton "*a*" hereof shall be considered as overtime work and paid for in pursuance of subsection "*c*" of section V."

5. The following paragraph is added to subsection "*a*" of section IV:

" However, in the case of a new employee no employer with 10 or more employees may be compelled to admit such new employee into the classification before one month has elapsed after the date of employment and, during such period, the said new employee is entitled to the wage rate of class "D".

6. The following subsection "*f*" is added to section IV:

"*f*) Any employee who has been classified in anyone of the classes "A", "B", "C" and "D" for the computing of the percentages shall not thereafter be placed in a lower class without a written authorization from the Parity Committee".

7. In subsection "*a*" of section V:

1. the first paragraph is replaced by the following:

"For the purposes of the present decree, the minimum wages for the standard work week of the establishment shall be as follows:"

2. the wage rates stipulated for the various classes of employees in zone I is replaced by the following ones:

"1. Employees working at the sale of meat and meat products:

Class A	$39.00
Class B	33.00
Class C	27.00
Class D	17.00

2. Employees working at the sale of grocery products:

Class A	$36.00
Class B	30.00
Class C	24.00
Class D	16.50"

8. At the end of subsection "*h*" of section V, the words "fifty-six (56) hours" is replaced by the words "fifty-one hours and a half (51½)"

9. Subsection "j" of section V is replaced by the following:

"*j*) Within the limits of zone I, the bachelor delivery man or delivery wagon driver shall receive a minimum of $25.00 per week for 51½ hours or work and, the married man, a minimum of $30.00 per week for 51½ hours of work.

Toutefois, l'employeur ou l'employeur professionnel a droit, le dimanche et les jours de fête, de faire travailler le livreur au soin et à l'entretien des chevaux sans rémunération additionnelle."

10° Le paragraphe "*k*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*k*) 1. Un salarié remplissant les fonctions de gérant dans une boucherie doit être payé au moins $50.00 par semaine, et dans une épicerie au moins $45.00 par semaine dans la zone I, et au moins $30.00 par semaine dans la zone II pour 51½ heures de travail.

2. Un salarié remplissant les fonctions de "Chef de section ou commis en charge d'une section" dans une boucherie doit être payé au moins $45.00 par semaine, et dans une épicerie au moins $40.00 par semaine dans la zone I, et au moins $25.00 par semaine dans la zone II, pour 51½ heures de travail.

3. Les salariés mentionnés ci-haut n'ont droit à aucun salaire pour le travail fait en plus de 51½ heures durant la semaine et pour le travail fait durant les heures où il est pourvu à un salaire majoré."

11° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "*l*" de l'article V:

"Dans tout établissement exerçant simultanément le commerce d'épicerie et de boucherie, la caissière et les employés de bureau doivent être rémunérés suivant le tarif des salariés travaillant à la vente des produits d'épicerie."

12° Le paragraphe "*e*" suivant est ajouté à l'article VI:

"*e*) Sujet aux avantages, privilèges, droits et conditions mentionnés dans les paragraphes précédents, tout salarié ayant au 30 juin de chaque année, sept années ou plus de services continus pour le compte du même employeur ou dans le même établissement, a droit à une semaine additionnelle de vacances payées, au taux de son salaire régulier. Cette semaine additionnelle de vacances comprend sept jours consécutifs et doit être donnée au salarié dans les douze mois qui suivent le 30 juin de chaque année au temps choisi par l'employeur."

13° L'article IX suivant est ajouté:

"IX. *Pouvoirs généraux du Comité paritaire:* Pour surveiller l'application du décret, le Comité paritaire formé de représentants des employeurs et des salariés a le pouvoir de faire la classification des employés suivant le travail qu'ils accomplissent dans les catégories d'emploi déterminées au décret.

14° Le tableau de classification des salariés est remplacé par le suivant:

"1. Un seul salarié: le premier semestre d'emploi ou d'expérience dans la classe D, le deuxième semestre dans la classe C, et ensuite dans la classe B;

2. Deux salariés: un dans la classe B, l'autre dans la classe C;

3. Trois salariés: un dans la classe A, le second dans la classe B et le troisième dans la classe D;

4. Quatre salariés et plus:

Total des salariés Number of employees	*Classe Class*			
	A	*B*	*C*	*D*
4	1	1	1	1
5	1	2	1	1
6	1	2	1	2
7	2	2	1	2
8	2	2	2	2
9	2	3	2	2

Total des salariés Number of employees	*Classe Class*			
	A	*B*	*C*	*D*
38	9	10	10	9
39	9	11	10	9
40	10	10	10	10
41	10	11	10	10
42	10	11	11	10
43	11	11	11	10

Total des salariés Number of employees	*Classe Class*			
	A	*B*	*C*	*D*
72	18	20	18	16
73	18	21	18	16
74	19	21	18	16
75	19	21	19	16
76	19	21	19	17
77	19	22	19	17

However, the employer or professional employer has the right, on Sunday and holidays, to commit the delivery man to the care and maintenance of horses without additional pay."

1° Subsection "*k*" of section V is replaced by the following.

"*k*) 1. An employee working in the capacity of manager in a butcher shop shall receive at least $50.00 per week and, in a grocery, at least $45.00 per week in zone I, and at least $30.00 per week in zone II for 51½ hours of work,

2. An employee working in the capacity of "Department manager or head clerk" in a butcher shop shall receive at least $45.00 per week and, in a grocery, at least $40.00 per week in zone I, and at least $25.00 per week in zone II for 51½ hours of work.

3. The employees above mentioned shall not be paid for work in excess of 51½ hours per week or for work done during hours for which a higher wage rate is provided.

11. The following paragraph is added to subsection "*l*" of section V:

"In any establishment engaged simultaneously in the grocery and meat trade, the cashier girl and the office employees shall be remunerated according to the rate established for the employees committed to the sale of grocery products."

12. The following subsection "*e*" is added to section VI:

"e) Subject to the advantages, privileges, rights and conditions mentioned in the foregoing subsections, every employee with, on June 30 of each year, a minimum of seven years of continuous service for the same employer or establishment is entitled to an additional week of vacation with pay at his regular wage rate. Such additional week of vacation shall comprise seven consecutive days and be given to the employee within the twelve months following June 30 of each year at a time chosen by the employer."

13. The following section IX will be added:

"IX. *General powers of the Parity Committee:* To administer the decree, the Parity Committee made up of representatives of employers and employees shall have the right to classify the employees according to the work which they perform in the categories of employment determined in the decree.

14. The employee classification table is replaced by the following:

"1. One employee: The first six months of employment or experience in class D, the second six months in class C, and thereafter in class B;

2. Two employees: One in class B, the other in class C;

3. Three employees: One in class A, the second in class B and the third in class D;

4. Four employees or more:

Total des salariés Number of employees	*Classe Class*			
	A	*B*	*C*	*D*
72	18	20	18	16
73	18	21	18	16
74	19	21	18	16
75	19	21	19	16
76	19	21	19	17
77	19	22	19	17

10	2	3	3	2	44	11	11	11	11	78	19	23	19	17
11	3	3	2	3	45	11	12	11	11	79	19	23	20	17
12	3	3	3	3	46	11	12	12	11	80	20	23	20	17
13	3	4	3	3	47	12	12	12	11	81	20	24	20	17
14	3	4	4	3	48	12	12	12	12	82	20	24	20	18
15	3	5	4	3	49	12	13	12	12	83	20	24	21	18
16	4	4	4	4	50	12	13	13	12	84	21	24	21	18
17	4	5	4	4	51	13	13	13	12	85	21	25	21	18
18	4	5	5	4	52	13	13	13	13	86	21	25	21	19
19	4	6	4	5	53	13	14	13	13	87	21	26	21	19
20	5	5	5	5	54	14	14	13	13	88	21	26	22	19
21	5	6	5	5	55	14	14	14	13	89	22	26	22	19
22	5	6	5	6	56	14	14	14	14	90	22	27	22	19
23	5	7	6	5	57	14	15	14	14	91	22	27	22	20
24	6	6	6	6	58	15	15	14	14	92	22	28	22	20
25	6	7	6	6	59	15	15	15	14	93	22	28	23	20
26	6	8	6	6	60	15	15	15	15	94	23	28	23	20
27	6	8	6	7	61	15	16	15	15	95	23	28	24	20
28	7	7	7	7	62	16	16	15	15	96	24	28	24	20
29	7	8	7	7	63	16	16	16	15	97	24	29	24	20
30	7	9	7	7	64	16	16	16	16	98	24	29	25	20
31	7	9	8	7	65	16	17	16	16	99	25	29	25	20
32	8	8	8	8	66	16	18	16	16	100	25	30	25	20
33	8	9	8	8	67	16	19	16	16	101	26	30	25	20
34	8	9	9	8	68	17	19	16	16	102	26	30	26	20
35	8	10	8	9	69	17	19	17	16	103	26	31	26	20
36	9	9	9	9	70	17	20	17	16	104	26	31	26	21
37	9	10	9	9	71	18	20	17	16					

5. Le classement pour un total supérieur à 104 s'obtient en additionnant:

a) le classement donné par le présent tableau pour le chiffre 100, ou, s'il s'agit de multiples de 100, autant de fois le classement de 100 que le total à classifier comporte de centaines;

b) le classement donné par le présent tableau pour le chiffre du total à classifier qui est inférieur à la centaine; cependant si ce résidu est inférieur à 5, il faut prendre le classement donné pour 104, 103, 102 ou 101, suivant le cas.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
22844-o Greffier du Conseil Exécutif.

5. The classification for a total exceeding 104 is obtained by adding

a) the classification given in the present table for the figure 100 or, in the case of multiples of 100, as many times the classification of 100 as there are hundreds in the total to be classified;

b) the classification given in the present table for the figure of the total to be classified which is lower than the hundred; however, if the remainder is under 5, the classification given for 104, 103, 102 or 101, as the case may be, must be taken."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,
22844-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1038

Québec, le 4 août 1948.

Présent Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et Lévis et le territoire compris dans un rayon de 50 milles de leurs limites.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications à la section I du décret numéro 2347 du 27 juin 1944, et amendements, relatif au commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et Lévis et le territoire compris dans un rayon de 50 milles de leurs limites;

ATTENDU QUE ladit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 juin 1948;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1038

Quebec, August 4th, 1948.

Present: The Lieutenant-Gorvernor in Council

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the wholesale food trade in the cities of Quebec and Levis and the territory comprised in a radius of 50 miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments to part I of the decree number 2347 of June 27, 1944, and amendments, relating to the wholesale food trade in the cities of Quebec and Levis and the territory comprised in a radius of 50 miles from their limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 19, 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2347, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "*d*" de l'article I est remplacé par le suivant:

"*d*) Le terme "personnel de maîtrise" désigne les salariés d'un établissement ayant un rang supérieur à celui de contremaître ou de comptable.

2° Le paragraphe "*m*" de l'article I est abrogé et remplacé par les deux suivants:

"*m*1) Le terme "coupeur de beurre" désigne tout salarié de sexe masculin autre que ceux mentionnés au paragraphe "*r*" du présent article, qui coupe du beurre."

"*m*2) Le terme "enveloppeur et empaqueteur de beurre" désigne tout salarié masculin autre que ceux mentionnés au paragraphe "*r*" du présent article, qui enveloppe et empaquette le beurre ou fait l'une ou l'autre des dites opérations, selon le cas."

3° Le paragraphe "*w*" de l'article I est abrogé et remplacé par le suivant:

"*w*) Le terme "teneur de livre" désigne tout salarié qui tient un ou plusieurs livres de compte en se conformant aux principes et aux règles théoriques et pratiques de la science des comptes ainsi que tout salarié préposé aux écritures ou à d'autres fonctions analogues et non autrement classifié."

4° Le paragraphe "*x*-2 de l'article I est abrogé et remplacé par le suivant:

"*x*-2) Le terme "commis vendeur" désigne tout salarié préposé principalement à la vente des marchandises, soit au comptoir, soit dans l'entrepôt."

5° Le paragraphe "*z*" de l'article I devient le paragraphe "*z*-1".

6° Le nouveau paragraphe "*z*-2" est ajouté à l'article I comme suit:

"*z*-2) Le terme "apprenti" désigne tout salarié qui emploie soixante-quinze (75%) pour cent de son temps au travail à apprendre le métier d'homme préposé aux département de salaison, de boucher-désosseur ou de charcutier".

7° L'alinéa suivant est ajouté à la suite du deuxième paragraphe de l'article VII (Vacances payées):

"Tout salarié régulier qui, au 30 avril de chaque année, a à son crédit cinq (5) années de service continu pour le compte du même employeur ou dans le même établissement a droit à une semaine supplémentaire de vacances payées (six jours consécutifs ou non, moyennant entente préalable entre l'employeur et le salarié), qui doivent lui être accordées en aucun temps déterminé pourvu que ce soit dans la même année."

8° Le paragraphe "*a*" de l'article VIII est abrogé et remplacé par le suivant:

"VIII. *a*) *Taux de salaires minima:* Les taux de salaire minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail:

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2347, be amended as follows:

1. Subsection "*d*" of section I is replaced by the following:

"*d*) The words "administration personnel" mean the employees of an establishment occupying positions above the rank of foreman or accountant".

2. Subsection "*m*" of section I is deleted and the following substituted therefor:

"*m*-1) The words "butter cutter" mean any male employee committed to the cutting of butter, but do not include those mentioned in subsection "*r*" of the present section."

"*m*-2) The words "butter wrapper and packer" mean any male employee committed to the wrapping and packing of butter or to either of these two operations as the case may be, but do not include those mentioned in subsection "*r*" of the present section."

3. Subsection "*w*" of section I is deleted and the following substituted therefor:

"*w*) The words "book-keeper" mean any employee who keeps one or more account books in conformity with the theoretical and practical principles and rules of the science of accounts; they also include any employee committed to clerical work or to other similar functions not otherwise classified."

4. Subsection "*x*-2" of section I is deleted and the following substituted therefor:

"*x*-2) The words "sales clerk" mean any employee committed mainly to the selling of goods, either at the counter or in the warehouse."

5. Subsection "*z*" of section I becomes subsection "*z*-1".

6. A new subsection "*z*-2" is added to section I as follows:

z-2) The word "apprentice" means any employee who spends 75% of his time learning one or more of the trades of the following employees: curer, butcher-boner or pork-butcher."

7. Section VII (vacation with pay) is amended by adding the following after the second paragraph thereof:

"Every regular employee who, on April 30 of each year, has five (5) years of continuous service for the same employer or in the same establishment is entitled to another week of vacation (six consecutive days or not, as agreed upon between the employer and the employee) with pay which may be given at any time during the same year."

8. Subsection "*a*" of section VIII is deleted and the following substituted therefor:

"VIII. *a*) *Minimum wage rates:* The following minimum rates of wages shall be paid to the employees of the categories hereinafter mentioned for the standard work week:

Zone I	*Par semaine* *Per week*
1. Contremaître et premier expéditeur—Foreman and head shipper.	$37.50
2. Assistant du contremaître et du 1er expéditeur—Assistant foreman and head shipper.	35.50
3. Chef de département (à l'exception des maisons de salaison)—Departmental manager with the exception of departmental manager in packing house.	35.50
4. Chef de département dans les maisons de salaison—Departmental manager in packing houses	53.0

5. Chef de département dans les maisons de salaison (département des petites marchandises)—Departmental manager in packing houses (small goods department)..... 46.00
6. Mécaniciens de machines fixes—Stationary engineman:
   - Chef, 1ère classe—First-class chief engineman..... 60.00
   - Chef, 2ème classe—Second-class chief engineman..... 51.00
   - Chef, 3ème classe—Third-class chief engineman..... 45.00

   l'heure—per hour
   - Mécanicien, 2ème classe—Second-class engineman..... 0.84
   - Mécanicien, 3ème classe—Third-class engineman..... 0.74
   - Mécanicien, 4ème classe—Fourth-class engineman..... 0.69
   - Chauffeur, aide-mécanicien—Firemen (enginemen's helpers)..... 0.59
7. Homme de peine, femme de peine et chauffeur de fournaises—Day-laborer (male and female) and furnace fireman..... 0.55
8. Gardien de nuit (minimum $25.00 par semaine)—Night watchman, minimum $25.00 per week..... 0.45

Par semaine—per week

9. Homme préposé aux commandes et homme de plancher—Order employee and receiving clerk..... 33.50
10. Conditionneur de beurre et de fromage—Butter and cheese conditioner..... 36.00
11. Homme préposé aux départements de salaison—Man employed in the dry-curing departments:
    - Apprenti durant le premier semestre—Apprentice, first six months..... 20.00
    - Apprentis durant deuxième semestre—Apprentice, second six months..... 24.00
    - Apprenti durant troisième semestre—Apprentice, third six months..... 28.00
    - Apprenti de 18 mois et plus—Apprentice with 18 or more months of service..... 34.00
    - Qualifié (avec certificat)—Skilled (certificated)..... 39.00
    - Contremaître—Foreman..... 43.00
12. Boucher-désosseur—Butcher and boner:
    - Apprenti durant le premier semestre—Apprentice, first six months..... 20.00
    - Apprenti durant deuxième semestre—Apprentice, second six months..... 24.00
    - Apprenti durant troisième semestre—Apprentice, third six months..... 28.00
    - Apprenti de 18 mois et plus—Apprentice with 18 months or more of service..... 34.00
    - Qualifié (avec certificat)—Skilled (certificated)..... 39.00
    - Contremaître—Foreman..... 43.00
13. Charcutier—Pork butcher:
    - Apprenti durant le premier semestre—Apprentice, first six months..... 20.00
    - Apprenti durant deuxième semestre—Apprentice, second six months..... 24.00
    - Apprenti durant troisième semestre—Apprentice, third six months..... 28.00
    - Apprenti de 18 mois et plus—Apprentice, with 18 or more months of service..... 34.00
    - Qualifié (avec certificat)—Skilled (certificated)..... 39.00
    - Assistant-contremaître—Assistant foreman..... 41.00
    - Contremaître—Foreman..... 43.00
14. Homme d'ouvrage général (maison de salaison)—General hand in packing houses..... 34.00
15. Salariée (femme) ne faisant pas partie du personnel de bureau dans les maisons de salaison—Female employee other than those of the office staff, in packing houses:
    - Durant 1ère année—First year..... 18.00
    - Durant 2ème année—Second year..... 20.00
    - Durant et après 3ème année—Third year and thereafter..... 22.00
16. Enveloppeur de beurre—Butter wrapper..... 23.00
17. Coupeur de beurre—Butter cutter..... 28.00
18. Classificateur d'œufs—Egg grader:
    - 1ère année—First year..... 26.00
    - 2ème année—Second year..... 28.00
    - 3ème à 5ème année—Third year and thereafter..... 30.00
    - 5ème année et plus—Fifth and thereafter..... 34.00
19. Meunier ou homme en charge des malaxeurs—Miller or man in charge of mixers..... 35.50
20. Cuiseur et presseur des aliments du bétail—Cook and presser of feeding stuffs..... 35.50
21. Abatteur et désosseur—Slaughterer and boner..... 33.50
22. Conducteur de camion—Truck driver..... 33.00
23. Homme d'ouvrage général, autre que celui des maisons de salaison—General hand (other than those in packing houses):
    - Moins de 17 ans, 1er semestre—Under 17 years of age, first three months..... 20.00
    - Après trois mois de service—After three months of service..... 25.00
    - 17 ans et plus—17 years and over..... 31.50
24. Garçon (ne manipulant aucune marchandise pesante)—Boy (not handing heavy merchandise)..... 18.00
25. Salariée(femme) ne faisant pas partie du personnel de bureau (à l'exception de celles des maisons de salaison)—Female employee other than those of the office staff (excepting those of packing houses):
    - Moins d'un an d'expérience—With less than one year service..... 18.00
    - Un an et plus—one year and over..... 20.00

par heure—per hour

26. Surnuméraire d'entrepôt—Warehouse occasional hand..... 0.70
27. Surnuméraire de bureau—Office occasional employee..... 0.60

par semaine—per week

28. Personnel de maîtrise—Administration personnel..... 48.00
29. Comptable—Accountant..... 41.00
30. Assistant-comptable—Assistant-accountant..... 38.50

31. Comptable-caissier—Accountant-cashier.	36.50
32. Teneur de livre—Book-keeper:	
Durant 1ère année—During the 1st year.	18.00
Durant 2ème anné----During the 2nd year.	20.00
Durant 3ème année—During the 3rd year.	22.00
Durant 4ème année—During the 4th year.	25.00
Durant 5ème année—During the 5th year.	28.00
Durant 6ème année—During the 6th year.	30.00
Durant 7ème année—During the 7th year.	32.00
Durant et après 8ème année—During and after the 8th year.	35.00
33. Commis-Vendeur—Sales clerk:	
Durant 1ère année—During the 1st year.	22.00
Durant 2ème année—During the 2nd year.	24.00
Durant 3ème année—During the 3rd year.	30.00
Durant et après 4ème année—During the 4th year and thereafter.	35.00
34. Personnel féminin du bureau, (excepté les sténographes)—Female office employees (except stenographers):	
Durant 1ère année—During the 1st year.	16.00
Durant 2ème année—During the 2nd year.	19.00
Durant et après 3ème année—During the 3rd year and thereafter.	22.00
35. Messager de bureau—Office messenger.	15.00
36. Sténo-dactylo, moins d'un an d'expérience—Shorthand-typist, less than one year of service.	18.00,
Durant la deuxième année—During the second year.	21.00
Durant et après la troisième année—During and after the third year.	24.00
37. Commis junior—Junior clerk.	13.00

Zone II. Les taux de salaires minima sont les mêmes que ceux déterminés pour la zone I, moins 10%."

(Document "C" annexé à l'arrêté).

Greffier du Conseil Exécutif,

22842-o A. MORISSET.

Zone II: The minimum wage rates are the same as those determined for zone I, less 10%."

(Document "C" annexed to the Order).

A. MORISSET,

22842-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1040

Québec, le 4 août 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Union nationale catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs inc., des Trois-Rivières,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national catholique des Employés-Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Trois-Rivières et district,

pour les employeurs et les salariés des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 juin 1948;

ATTENDU que, conformément aux dispositions de ladite loi, les parties contractantes ci-après mentionnées ont également présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat national catholique des Maîtresses-Coiffeuses des Trois-Rivières et district, inc.,

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1040

Quebec, August 4, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council

CONCERNING a collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Three Rivers.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective Labour agreement entered into between :

ON THE ONE PART :

"L'Union nationale catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs inc." of Three Rivers,

And, ON THE OTHER PART :

"Le Syndicat national catholique des Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Trois-Rivières et District",

for the employers and the employees of the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 5, 1948 ;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the said Act, the contracting parties hereafter mentioned have also submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between :

ON THE ONE PART : .

"Le Syndicat national catholique des Maîtresses-Coiffeuses des Trois-Rivières et District, inc."

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national catholique des Employés-Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Trois-Rivières et district,

pour les employeurs et les salariés des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 juin 1948;

ATTENDU que les dispositions desdites conventions ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans lesdites requêtes;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation desdites requêtes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE lesdites requêtes soient acceptées conformément aux dispositions des articles 4 et 6 de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 juin 1948.

Pour les fins d'application, le décret est divisé en deux sections distinctes, la Section "A" concernant les barbiers et coiffeurs pour hommes, la Section "B" concernant les coiffeurs et coiffeuses pour dames.

SECTION "A"

Barbiers et coiffeurs pour hommes

I. *Définitions:* Dans le décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "barbier" désigne toute personne qui coupe la barbe, tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

b) Le mot "coiffeur" désigne toute personne qui:

1° exerce l'art d'arranger, de friser, d'onduler, de tresser, de griller, de coiffer, de teindre ou de décolorer les cheveux ou qui traite le cuir chevelu;

2° fait, transforme ou ajuste des perruques, des toupets: ou

3° au moyen de manipulation ou à l'aide de quelque appareil ou par l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes, poudres, huile ou glaise, masse, nettoie, stimule, manie, met en mouvement, embellit ou traite de quelque façon semblable, le visage, le cou, les bras, les mains et les ongles.

c) Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de barbier ou de coiffeur, tel que défini aux paragraphes "*a*" et "*b*" du présent article.

d) Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de barbier ou de coiffeur, seule et pour son propre bénéfice.

Note: Le barbier, le coiffeur peuvent également donner des massages exclusivement faciaux.

e) Les mots "salon de barbier", "salon de coiffure", "salon de beauté" désignent tout endroit où l'on pratique les métiers de barbier, de coiffeur pour hommes et tout endroit où l'on apprend lesdits métiers.

II. *Juridiction: a) Juridiction professionnelle:* La juridiction professionnelle de cette section

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national catholique des Employés-Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Trois-Rivières et District",

for the employers and the employees of the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 5, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreements have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said requests;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said requests;

IT IS ORDAINED, therefore upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said requests be accepted in pursuance of the provisions of sections 4 and 6 of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 5, 1948.

For the purposes of enforcement, the decree is divided into two distinct parts, part "A" concerning men's barbers and hairdressers, part "B" concerning ladies' barbers and hairdressers.

PART "A"

Men's barbers and hairdressers

1. *Definitions:* In the decree, the following words shall have the significance hereinafter given to them:

a) The word "barber" means any one who shaves, who cuts, clips, fixes, trims and singes the hair, gives shampoos, manicures and gives face, skin, hand, hair or scalp treatments.

b) The word "hairdresser" means any one who;

1. trims, curls, waves, weaves, broils, dresses, dyes or discolors the hair or who gives scalp treaments;

2. makes, changes or adjusts wigs, toupets: or

3. by means of manipulation or with any device or cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams, powders, oils or clay, massages, cleans, stimulates, handles, embellishes or arranges in any such manner, the face, neck, arms, hands and nails.

c) The word "apprentice" includes any one who learns the barber or hairdresser trade, as defined in subsections "*a*" and "*b*" of the present section.

d) The word "artisan" includes any one plying the barber or hairdresser trade, alone and for his own benefit.

Note: The barber and the hairdresser may also give massages exclusively facial.

e) The words "barber shop", "hairdresser parlor", "beauty parlor" designate any place where the barber and hairdresser trades are lied and any place where such trades are being learned.

II. *Jurisdiction: a) Professional jurisdiction:* The professionnal jurisdiction of this part of the

du décret comprend tous les barbiers et coiffeurs pour hommes qui exécutent une ou plusieurs des opérations définies dans l'article I de la présente section.

b) Juridiction territoriale: La juridiction territoriale de cette section du décret comprend les cités de Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls et Grand'Mère et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, et la ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

Cette juridiction est divisée en trois (3) zones, de la façon suivante:

Zone I: Les cités de Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Les cités de Shawinigan Falls et de Grand'Mère et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone III: La ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

III. *Taux de salaires:* Le salaire minimum pour le temps régulier est le suivant:

a) Les barbiers et coiffeurs pour hommes des zones I, II et III doivent recevoir une rémunération de $25.00 par semaine plus 50% de toutes recettes au-dessus de $32.00 faites par le salarié au cours de la semaine.

b) Tout salarié dont les services sont requis pour moins de cinq (5) jours durant une même semaine doit recevoir une rémunération basée sur le taux hebdomadaire de $25.00; s'il travaille cinq (5) jours ou plus, il doit être rémunéré pour toute la semaine.

c) Si un ou des salariés logent chez l'employeur, ce dernier ne peut exiger de chacun d'eux plus de $2.00 par semaine pour une chambre.

Si un employeur nourrit un ou plusieurs de ses salariés, il ne peut exiger plus de $5.00 par semaine de chacun d'eux, ou si tous les repas ne sont pas pris chez l'employeur, pas plus de $0.25 par repas.

IV. *Prix minima des services: a)* Les employeurs professionnels et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Zone I Barbiers et coiffeurs pour hommes:

Coupe de cheveux:	
Pour adultes:	
lundi, mardi, mercredi et jeudi....	$ 0.50
vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Rafraîchissement de coupe de cheveux par travail aux ciseaux	0.50
Pour enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.25
vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.35
Barbe	0.30
Traitement au vibrateur sans massage.	0.15
Teinture des cheveux.	3.00
Flambage des cheveux.	0.25
Shampooing.	0.35
Shampooing à sec.	0.25
Massage.	0.35
Lotion.	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonique	0.25
Aiguisage de rasoir.	0.25

Zone II: Barbiers et coiffeurs pour hommes:

Coupe de cheveux:	
Pour adultes:	
lundi, mardi, mercredi et jeudi....	0.50

decree shall cover all men's barbers and hairdressers performing one or more of the operations defined in section I of part "A" of the present decree.

b) Territorial jurisdiction : The territorial jurisdiction of this part of the decree comprises the cities of Three Rivers, Cap de la Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère and the territory included in a radius of five (5) miles from their limits, the town of Louiseville and the territory included in a radius of two (2) miles from its limits.

This jurisdiction is divided into three (3) zones as follows :

Zone I : The cities of Three-Rivers and Cap de la Madeleine and the territory included in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II : The cities of Shawinigan Falls and Grand'Mère and the territory included in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone III : The town of Louiseville and the territory included in a radius of two (2) miles from its limits.

III. *Rates of wages :* The minimum wages for regular time shall be the following :

a) In zones I, II and III, barbers, and men's hairdressers shall receive a weekly remuneration of $25.00 plus 50% of all receipts in excess of 32.00 made by the employee during the week.

b) Any employee working less than five (5) days during the same week shall receive a remuneration based upon the weekly rate of $25.00; if he works five (5) days or more he shall be remunerated for the whole week.

c) When the employee or employees room at the employer's, the latter shall not charge more than $2.00 per week, per room.

When the employer boards one or more of his employees, he shall not charge more than $5.00 per week, per employee ; a maximum of $0.25 per meal may be charged when all of the meals are not taken at the employer's.

IV. *Minimum prices a)* The professional employers and the employees shall charge to the clients the following minimum prices for the operations hereinafter mentioned :

Zone I : Barbers and Men's Hairdressers :

Haircut :	
For adults : Monday, Tuesday, Wednesday and Tursday.	$ 0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.60
Scissors trimming of haircut	0.50
For children under 15 years :	
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.25
On Friday, Saturday and the eves of holidays	0.35
Shave	0.30
Vibrator treatment without massage . .	0.15
Dyeing of hair	3.00
Singeing of hair	0.25
Shampoo	0.35
Dry champoo	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion.	0.25
Tonic	0.25
Razor sharpening	0.25

Zone II : Barbers and Men's Hairdressers :

Haircut :	
For adults : Monday, Tuesday Wednesday and Thursday	0.50

vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Pour enfants de moins de 15 ans: lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.25
vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.40
Barbe	0.25
Traitement au vibrateur, sans massage.	0.15
Teinture des cheveux.	3.00
Flambage des cheveux.	0.25
Shampooing.	0.35
Shampooing à sec.	0.25
Massage.	0.35
Lotion.	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonique	0.25
Aiguisage de rasoir.	0.25

Zone III: Barbiers et coiffeurs pour hommes:

Coupe de cheveux:	
Tous les jours — Pour adultes.	$ 0.50
Pour enfants de moins de 15 ans: Lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.25
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.35
Barbe, tous les jours de la semaine.	0.25
Brosse pour enfants, tous les jours	0.35
Rasage du cou.	0.10
Flambage des cheveux.	0.35
Shampooing.	0.50
Massage noir.	0.75
Massage citron	0.50
Massage rose.	0.65
Lotion.	0.35
Tonique	0.35
Aiguisage des rasoirs	0.50
"Fix-em"	0.20

Note: Les taux minima exigibles pour chacune des opérations ci-haut mentionnées doivent être payés en monnaie légale.

b) Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux mentionnés ci-dessus, soit à l'heure, soit au contrat, est nulle.

c) Cependant, dans la zone I, un barbier peut conclure un contrat particulier avec une communauté religieuse ou un sanatorium à des taux inférieurs à ceux stipulés dans le décret, à condition que ce travail s'accomplisse aux heures régulières de travail stipulées à l'article V et cela dans les communautés et au sanatorium même, mais jamais au salon de barbier.

d) Aucun objet d'une valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux énumérés ci-dessus ne peut être donné au client.

e) Aucun employeur n'a le droit de réduire les salaires des salariés recevant plus que les salaires minima prévus à l'article III de la présente section du décret, lors de son entrée en vigueur.

f) Il est interdit à tout artisans ou employeur barbier-coiffeur de louer ou sous-louer une ou des chaises, du matériel ou un espace dans un salon de barbier, de coiffure ou de beauté, pour l'exercice du métier de barbier ou de coiffeur pour hommes.

g) Il est interdit de charger des taux inférieurs aux taux minima stipulés dans les présentes pour chaque zone. Il est également interdit de faire paraître, afficher, annoncer ou publier de quelque manière de tels taux inférieurs."

V. *Durée du travail: a*) Pour les fins du décret, la durée des heures de travail est répartie de la façon ci-dessous décrite et tout travail, rémunéré ou non, exécuté en dehors de ces heures, exception faite pour les cas pévus plus bas, constitue une dérogation au décret.

Friday, Saturday and Holiday Eves.	0.60
For children under 15 years : On Monday, Tuesday Wednesday and Thursday	0.25
On Friday, Saturday and the Eves of Holidays	0.40
Shave	0.25
Vibrator treatment without massage	0.15
Dyeing of hair	3.00
Singeing of hair	0.25
Shampoo	0.35
Dry Shampoo	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion.	0.25
Tonic	0.25
Razor sharpening	0.25

Zone III : Barbers and Men's Hairdressers :

Haircut : Adults : Every day of the week	0.50
Children under 15 years of age : Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.25
Friday, Saturday and holiday eves	0.35
Shave, every day of the week.	0.25
Brushcut for children, every day of the week	0.35
Neck-shave.	0.10
Singeing of the hair	0.35
Shampoo	0.50
Black massage	0.75
Lemon massage	0.50
"Rose" massage	0.65
Lotion	0.35
Tonic	0.35
Sharpening of razors.	0.50
"Fix-em"	0.20

Note : The minimum rates charged for any one of the services hereabove mentioned shall be paid with current money.

b) Any agreement for the purpose of reducing the rates hereinabove mentioned either on an hourly or contract basis, shall be void.

c) However, in zone I, a private contract may be entered into between a barber and religious institutions or a sanatorium which stipulates lower rates than those provided for in the decree inasmuch as such work is performed during the regular working hours mentioned in section V and in such institutions or sanatorium but never in a barber shop.

d) No object of any value whatsoever which may reduce the above rates, may be given to a customer.

e) No employer has the right to reduce the wages of an empoyee receiving more than the minimum wages provided for in section III of this part of the decree at the time of its coming into force.

f) No barber or hairdresser, whether an artisan of an employer may let or sub-let one or more chairs, material or a space in a barber, hairdresser or beauty parlor for the plying of the men's barber or hairdresser trade.

g) No one may charge rates lower than the minimum ones stipulated herein for each zone. It is also forbidden to publish, post or advertise, in any way, such lower rates.

V. *Duration of labour : a*) For the purposes of the decree, the duration of working hours shall be distributed as follows and all work, remunerated or not, performed outside such hours, with the exception of the cases hereunder dealt with, shall constitute a derogation of the decree.

Zone I: Barbiers et coiffeurs pour hommes:
Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Le lundi précédant Noël et le Premier de l'An: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m., si ces fêtes tombent un mardi; de 8.00 a.m. à 6.00 p.m., si ces fêtes tombent un mercredi; et de 8.00 a.m. à midi si ces fêtes tombent un jeudi ou après.

Le mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Le samedi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Note: Seul le travail commencé sur un client avant la fin des périodes de travail ci-haut stipulées peut être terminé.

Zone II: Barbier et coiffeur pour hommes:
Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Le lundi précédant Noël et le Premier de l'An: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Le mardi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
Le samedi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;
La veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Note: Il est permis toutefois de servir les clients entrés dans l'établissement avant l'expiration des périodes de travail ci-haut mentionnées.

Zone III: Barbiers et coiffeurs pour hommes:
Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Il est toutefois permis de servir les clients entrés avant l'expiration des périodes de travail ci-haut mentionnées.

b) Pendant ces journées de travail, les salariés doivent avoir une heure pour le repas du midi ainsi qu'une heure pour le repas du soir les jours où le travail se termine plus tard que 7.00 p.m.

c) Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fêtes suivants: Le Premier de l'An, la fête de l'Épiphanie, le jour de l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada (1er juillet) et la fête du Travail.

Cependant, dans la zone III, le jour de la Saint-Jean-Baptiste est ouvrable et celui de la Saint-Antoine est chômé.

d) Dans le cas de mariage, il est permis de fournir des services en n'importe quel temps.

e) Dans le cas de mortalité, il est permis de fournir des services en n'importe quel temps aux membres de la famille du défunt: époux, épouse, père, mère, frères, sœurs.

Réserve: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175 et amendements), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

VI. *Apprentissage: Barbiers et coiffeurs: a*) Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant seize ans révolus ni après vingt-huit ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa septième année de cours élémentaire.

b) Dans aucun salon, il ne doit y avoir plus d'un (1) apprenti.

Zone I: Barbers and Men's Hairdressers: Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
The Monday preceding Christmas and New Years' Day: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m. when these holidays fall on a Tuesday; from 8.00 a.m. to 6.00 p.m., when these holidays fall on a Wednesday; and from 8.00 a.m. to 12.00 (noon) when such holidays fall on a Thursday of thereafter.
On Tuesday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
On Wednesday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
On Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
On Friday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;
On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Note: — Only the work in progress on a customer before the expiration of the periods of work above stipulated may be terminated.

Zone II: — Barbers and Men's Hairdressers:
On Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon);
On Monday preceding Christmas and New Year's Day: from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
On Tuesday: from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
On Wednesday: from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
On Thursday: from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;
On Friday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;
On Saturday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;
On holiday eves: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Note: It will be permitted, however, to wait on customers which were in the establishment before the expiration of the periods of work mentioned.

Zone III: Barbers and Men's Hairdressers:
On Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 noon;
On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;
On Friday, Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m."
It is permitted, however, to wait on customers who came into the shop or parlor before the expiration of the periods of work above mentioned.

b) During these working days the employees shall have one hour off for the noon meal, and another hour for the evening meal when work ceases after 7.00 p.m.

c) No work may be performed on Sunday and the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas, Day' St. John the Baptist Day, Canada Day (July 1) and Labour Day.

However, in zone III, Saint Antoine Day shall be considered as a holiday but not St. John the Baptist Day.

d) In the event of a wedding, services may be performed for the couple at any time.

e) In cases of mortality, services may be performed at any time for the family of the deceased: husband, wife, father, mother, brothers, sisters.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in barber shops, hairdressing and beauty parlors, shall in no case constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175 and amendments), of the decrees enacted under its authority, or of the by-laws adopted by competent municipalities.

VI. *Apprenticeship: Barbers and hairdressers: a*) No apprentice may be accepted in under sixteen (16) or over twenty-eight (28) years of age. Apprentices must haye completed at least the seventh year of the elementary course.

b) No parlor is entitled to more than one (1) apprentice.

c) L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations des métiers afin d'en faire un ouvrier qualifié.

d) L'apprentissage comporte un stage de deux ans dans un salon de beauté, de coiffure ou de barbier. Toutefois, le temps consacré à l'étude dans une école reconnue par le Comité paritaire et couronné par l'obtention d'un diplôme doit être crédité au compte de l'apprenti

Après cette période de deux ans, l'apprenti doit se présenter au Bureau des examinateurs du Comité paritaire pour subir ses examens dans le but d'obtenir son certificat de qualification de compagnon.

Au cas d'insuccès, le candidat a droit à deux (2) reprises d'examens par intervalle de six (6) mois; s'il subit de nouveaux échecs, il est définitivement éliminé.

e) L'apprentissage comporte un cours spécial d'hygiène de six (6) mois.

f) Dans l'intérêt de la profession, le Comité paritaire peut reconnaître une école de barbier ou de coiffure. Toutefois, aucune école de coiffure ou de barbier ne peut fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un salon de coiffure ou de barbier ou un commerce d'accessoires de coiffure ou de barbier.

g) Aucun employeur ou autre personne ne peut prendre ou garder un apprenti à son emploi dans la juridiction territoriale du décret, si, préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant le Comité paritaire.

h) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron doit inscrire dans un carnet *ad hoc* la date d'entrée et de sortie de son apprenti et il doit remettre à l'apprenti un duplicata de la date de son entrée et de sa sortie.

i) Aucune personne ne peut obtenir son certificat de qualification comme ouvrier qualifié, compagnon, artisan, commis ou employé, pour travailler seule, en équipe ou en société, sans avoir au préalable satisfait au présent règlement d'apprentissage.

Dans chaque salon de barbier, de coiffure ou de beauté, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui ne pratique pas le métier de barbier ou de coiffeur, il doit y avoir comme gérant actif et permanent, un salarié porteur d'un certificat de compagnon barbier ou coiffeur pour hommes.

j) *Salaire des apprentis:* Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

	Zones I II et III
Durant le 1er semestre	$ 5.00
Durant le 2ème semestre	7.50
Durant le 3ème semestre	10.00
Durant le 4ème semestre	12.50

k) Au cas où un patron veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, l'apprenti doit en donner avis au Comité paritaire au moins une semaine à l'avance.

VII. *Vacances payées:* Tout employeur assujetti au décret doit donner chaque année des vacances payées de six (6) jours ouvrables, à tout salarié ayant été au moins un an à son service.

Ces vacances doivent être prises dans la même semaine ou échelonnées sur deux semaines après entente entre l'employeur et le salarié.

La rémunération payable pour ces vacances doit être la moyenne des salaires hebdomadaires

c) The employer must gradually teach his apprentice in the various operations of the trade so that he or she may finally become a competent worker.

d) Apprenticeship comprises a term of two years in a barber, hairdresser or beauty parlor. However, the time spent studying in a school recognized by the Parity Committee and rewarded by the obtaining of a diploma shall be credited to the apprentice.

After such two-year period the apprentice shall sit for his examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee in order to obtain his certificate of competency as journeyman.

In case of failure, the candidate shall be entitled to two (2) more attemps at intervals of six (6) months; if he meets with further failures, he shall be definitely eliminated.

e) The apprenticeship also includes a special hygiene course of six (6) months.

f) In the interest of the trade, the Parity Committee may recognize a barber or hairdressing school. However, no such school may operate jointly, on a equal footing or in conjunction with a barber or hairdressing parlor or a hairdressing or barber accessories concern.

g) No employer or other person is allowed to take or keep an apprentice in his employ, within the territorial jurisdiction of the decree if, previously, an indenture has not been entered into with such apprentice, his parents or guardians, before the Parity Committee.

h) In order to check the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one parlor to another, the employer shall inscribe in a booklet *ad hoc* the date of beginning and ending of the employment of the apprentice. Moreover, the employer shall remit to the apprentice a duplicate of such dates.

i) No one may obtain his (or her) qualification certificate as skilled worker, journeyman, artisan, clerk or employee, to work alone or in partnership, without having previously complied with the present apprenticeship regulation.

In every barber, hairdressing or beauty parlor owed by a company, an association, a corporation or a person not plying the barber or hairdressing trade, there shall be, as active and permanent manager, an employee holder of a journeyman's certificate, whether as barber or as men's hairdresser.

j) *Wages of apprentices:* The weekly wages of apprentices shall be the following:

	Zones I, I and III
First six months	$ 5.00
Second six months	7.50
Third six months	10.00
Fourth six months	12.50

k) Should the employer desire to dispense with the services of an apprentice who has been more than eight (8) days in his employ, the apprentice must give notice thereof to the Parity Committee at least one week in advance.

VII. *Vacation with pay:* Every employer governed by the decree shall give, each year, a vacation with pay consisting of six (6) working days to every employee who has been in his service for at least one year.

Such vacation is taken in the same week or divided into two weeks as agreed upon by the employer and the employee.

Remuneration for such vacation is based on the average weekly wages paid during the three

payés durant les trois mois précédents la période desdites vacances.

SECTION "B"

Coiffeurs et coiffeuses pour dames

I. *Définitions:* Dans le décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Les mots "coiffeur" ou "coiffeuse" désignent toute personne qui coupe, tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

b) Les mots "coiffeur" ou "coiffeuse" désignent aussi toute personne qui:

1. exerce l'art d'arranger, de friser, d'onduler, de tresser, de griller, de coiffer, de teindre ou de décolorer les cheveux ou qui traite le cuir chevelu;
2. fait, transforme ou ajuste des perruques, des toupets; ou
3. au moyen de manipulation ou à l'aide de quelque appareil ou par l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes, poudres, huiles ou glaise, masse, nettoie, stimule, manie, met en mouvement, embellit ou traite de quelque façon semblable, le visage, le cou, les bras, les mains et les ongles.

c) Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de coiffeur ou de coiffeuse, tel que défini aux paragraphes "*a*" et "*b*" du présent article.

d) Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de coiffeur ou de coiffeuse, seule et pour son propre bénéfice.

e) Les mots "salon de coiffeuse", "salon de beauté" désignent tout endroit où l'on pratique les métiers de coiffeur ou coiffeuse et tout endroit où l'on apprend lesdits métiers.

f) Les mots "ondulation permanente" désignent l'opération qui consiste à donner aux cheveux "une ondulation qui dure", qu'elle soit accompagnée ou non d'une ondulation à l'eau ou qu'elle soit donnée au moyen de manipulations, d'appareils électriques ou autres, ou par l'usage de crèmes, cosmétiques, poudres, lotions, toniques, antiseptiques, etc.

g) Le terme "électro-vapeur" désigne un genre d'ondulation permanente comportant: l'opération du blocage de tête habituellement monté pour les coiffures communément appelées "permanentes" et la cuisson plus ou longue des cheveux avec la machine à "permanente".

II. *Juridiction: a) Juridiction professionnelle:* La juridiction professionnelle du décret s'applique à tous les coiffeurs et coiffeuses pour dames qui exécutent une ou plusieurs des opérations définies dans l'article I de la présente section.

b) Juridiction territoriale: La juridiction territoriale de cette section du décret comprend les cité des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls et Grand'Mère et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, et la ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

Cette juridiction est divisée en trois (3) zones, de la façon suivante:

Zone I: Les cités des Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Les cités de Shawinigan Falls et de Grand'Mère et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

months preceding the vacation period.

PART "B"

Ladies' hairdressers

I. *Definitions:* In the decree, the following terms shall have the significance hereinafter given to them:

a) The word "hairdresser" means any male or female person who cuts, clips, fixes, trims and singes the hair, gives shampoos, manicures and gives face, skin, hands, hair or scalp treatments.

b) The words "male or female hairdresser' include any one who:

1. trims, curls, waves, weaves, broils, dresses, dyes or discolores the hair or who gives scalp treatments;
2. makes, changes or adjusts wigs, toupets; or
3. by means of manipulation or with any device or cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams, powders, oils or clay, massages, cleans, stimulates, handles, embellishes or arranges in any such manner, the face, neck, arms, hands and nails.

c) The word "apprentice" includes any one who learns the hairdressing trade, as defined in subsections "*a*" and "*b*" of the present section.

d) The word "artisan" includes any one practising the hairdressing trade, alone and for his own benefit.

e) The words "hairdressing parlor", "beauty parlor" designate any place where the hairdressing trade is plied and any place where such trade is being learned.

f) The words "permanent wave" designate the operation performed for the purpose of giving the hair a "lasting wave ', accompanied or not by a water wave, and whether it be given by mean of manipulations, electrical devices or others, or through the use of creams, cosmetics, powders lotions, tonics, antiseptics, etc.

g) The words "electro-vapour" designate a kind of permanent wave consisting of a head blocking operation generally done in the case of hair waves commonly called "permanent waves" and the more or less intense heating of the hair with the permanent wave machine.

II. *Jurisdiction: a) Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction of the decree shall cover all ladies' hairdressers performing one or more of the operations defined in section I of the present part.

b) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this part of the decree comprises the cities of Three Rivers, Cap de la Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère and the territory included in a radius of five (5) miles from their limits, the town of Louiseville and the territory included in a radius of two (2) miles from its limits.

This jurisdiction is divided into three (3) zones as follows:

Zone I: The cities of Three Rivers and Cap de la Madeleine and the territory included in a radius of five (5) miles from their limits.

Zones II: The cities of Shawinigan Falls and Grand'Mère and the territory included in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone III: La ville de Louiseville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites.

III: *Taux de salaires:* Le salaire minimum pour le temps régulier est le suivant:

a) Les coiffeurs pour dames des zones I, II et III doivent recevoir une rémunération de $18.00 par semaine plus 20% de toutes recettes au-dessus de $25.00 faites par le salarié au cours de la semaine ou $25.00 par semaine sans pourcentage.

b) Les coiffeuses pour dames des zones I, II et III détenant le certificat de coiffeuses qualifiées du comité paritaire, doivent recevoir une rémunération hebdomadaire de quatorze ($14.00) dollars plus vingt pour cent (20%) des recettes de leur travail excédant vingt-cinq dollars ($25.00 au cours de la semaine, ou dix-huit ($18.00) dollars sans pourcentage."

c) Tout salarié dont les services sont requis pour moins de cinq (5) jours durant une même semaine doit recevoir une rémunération basée sur le taux hebdomadaire de $25.00 ou $18.00 suivant le cas prévus aux paragraphes "*a*" et "*b*", s'il travaille cinq (5) jours ou plus, il doit être rémunéré pour toute la semaine.

d) Si un des salariés logent chez l'employeur, ce dernier ne peut exiger de chacun d'eux plus de $2.00 par semaine pour une chambre.

Si un employeur nourrit un ou plusieurs de ses salariés, il ne peut exiger plus de $5.00 par semaine de chacun d'eux, ou si tous les repas ne sont pas pris chez l'employeur, pas plus de $0.25 par repas.

IV. *Prix minima des services: a*) Les employeurs professionnels et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

ZONE I

Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Coupe de cheveux:	
Pour enfants	$ 0.50
Pour adultes, au rasoir ou aux ciseaux	1.00
Effilage des cheveux	0.50
Ondulation permanente et toute coiffure requérant un blocage de "permanente", "électro-vapeur" ou autre	4.00
Ondulation permanente "à froid"	10.00
Ondulation permanente sans machine, "sachets chimiques"	5.00
Repeignage d'une coiffure sans fixatif	0.35
Repeignage d'une coiffure avec fixatif (laque)	0.50
Manucure	0.75
Teinture des cheveux	5.00
Application additionnelle	1.50
Ondulation à l'eau	0.75
Ondulation au papier au Komol	1.00
Flambage des cheveux	0.50
Shampooing	0.50
Massage facial	1.00
Massage du cuir chevelu au tonique	0.35
Décoloration	4.00
Application additionnelle	2.00
Décapage (enlèvement de teinture)	4.00
Application additionnelle	2.00
Épilation des sourcils	0.50
Fixatif (laque)	0.25
Traitement à l'huile	1.50
Rinçage	0.35

Zone II: The town of Louiseville and the territory included in a radius of two (2) miles from its limits.

III. *Rates of wages:* The minimum wages for regular time shall be the following:

a) In zones I, II and III, ladies'male hairdressers shall receive a weekly renumeration of $18.00 plus 20% of all receipts in excess of $25.00 made by them during the week or $25.00 per week without percentage.

b) Ladies' female hairdressers of zones I, II and III holding a certificate from the Parity Committee as qualified female hairdressers shall receive a weekly remuneration of $14.00, plus (20%) of all the receipts of their work exceeding twenty-five dollars ($25.00) in the course of the week, or eighteen dollars ($18.00) without percentage.

c) Any employee working less than five (5) days during the same week shall receive a remuneration based upon the weekly rate of $25.00 or $18.00 as stipulated in subsections "a" and "*b*" if he works five (5) days or more, he shall be remunerated for the whole week.

d) When the employee or employees room at the employer's, the latter shall not charge more than $2.00 per week per room.

When the employer boards one or more of his employees, he shall not charge more than $5.00 per week, per employee; a maximum of $0.25 per meal may be charged when all of the meals are not taken at the employer's.

IV. *Minimum prices: a*) The professional employers and the employees shall charge to the clients the following minimum prices for the operations hereinafter mentioned:

ZONE I

Ladies' hardressers

Haircut:	
Children	$ 0.50
Adults, with razor or scissors	1.00
Tapering of the hair	0.50
Permanent wave and any hairdressing requiring a permanent wave, electro-vapour or other blocking	4.00
Permanent wave, cold process	10.00
Permanent wave, chemical pads	5.00
Recombing of a hairdressing without fixature	0.35
Recombing of a hairdressing with fixature (lacquer)	0.50
Manicure	0.75
Dyeing of the hair	5.00
Additional application	1.50
Water wave	0.75
Paper or Komol wave	1.00
Singeing of the hair	0.50
Shampoo	0.50
Facial	1.00
Tonic scalp massage	0.35
Bleaching	4.00
Additional application	2.00
Removing of dye	4.00
Additional application	2.00
Plucking of eyebrows	0.50
Fixature (lacquer)	0.25
Oil treatment	1.50
Rinsing	0.35

ZONE II

Coiffeurs et coiffeuses pour dames

Coupe de cheveux	0.50
Traitement "Vigorator"	0.35
Manucure	0.50
Teinture des cheveux	4.00
Application additionnelle	1.50
Décapage (enlèvement de teinture)	4.00
Application additionnelle	2.00
Ondulation à l'eau ou Marcel	0.50
Coiffure de fantaisie	0.75
Repeignage	0.25
Application de fixatif (laque)	0.10
Ondulation au papier	0.75
Shampooing	0.50
Massage	1.00
Tonique-lotion	0.35
Traitement du cheveu	1.50
Épilation des sourcils	0.50
Ondulation permanente "à froid"	10.00
Ondulation permanente sans machine, "sachets chimiques"	4.00
Ondulation permanente régulière	3.00

ZONE III

Coiffeurs et coiffeuses pour dames

Coupe de cheveux:	
Pour adultes:	
lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.40
vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.45
Pour enfants de moins de 16 ans:	
lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.25
vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.35
Traitement au vibrateur, sans massage	0.15
Manucure	0.50
Teinture de cheveux	3.00
Ondulation permanente	3.50
Ondulation à l'eau ou Marcel	0.50
Ondulation au papier ou Komol	0.75
Flambage des cheveux	0.25
Shampooing	0.35
Shampooing à sec	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonique	0.25

Note Les taux minima exigibles pour chacune des opérations ci-haut mentionnées doivent être payés en monnaie légale.

b) Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux mentionnés ci-dessus, soit à l'heure, soit au contrat, est nulle.

c) Aucun objet d'une valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux énumérés ci-dessus ne peut être donné au client.

d) Aucun employeur n'a le droit de réduire les salaires des salariés recevant plus que les salaires minima prévus à l'article III de la présente section, lors de la date de l'entrée en vigueur du décret.

e) Il est interdit à tout artisan ou employeur coiffeur ou coiffeuse de louer ou sous-louer une ou des chaises, du matériel, ou un espace dans un salon de coiffure ou de beauté, pour l'exercice du métier de coiffeur ou de coiffeuse.

f) Il est interdit de charger des taux inférieurs aux taux minima stipulés dans les présentes pour chaque zone. Il est également interdit de faire paraître, afficher, annoncer ou publier de quelque manière, de tels taux inférieurs."

V. *Durée du travail* *a*) Pour les fins du décret, la durée des heures de travail est répartie de la

ZONE II

Ladies' hairdressers

Haircut	0.50
"Vigorator" treatment	0.35
Manicure	0.50
Dyeing of the hair	4.00
Additional application	1.50
Removing of dye	4.00
Additional application	2.00
Water of Marcel wave	0.50
Fancy hairdressing	0.75
Recombing	0.25
Fixature (laquer)	0.10
Paper wave	0.75
Shampoo	0.50
Massage	1.00
Tonic-lotion	0.35
Hair treatment	1.50
Plucking of eyebrows	0.50
Permanent wave, cold process	10.00
Permanent wave, chemical pads	4.00
Standard permanent wave	3.00

ZONE III

Ladies' hairdressers

Haircut:	
Adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.40
Friday, Saturday and holiday eves	0.45
Children under 16 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.25
Friday, Saturday and holiday eves	0.35
"Vibrator" treatment, no massage	0.15
Manicure	0.50
Dyeing of the hair	3.00
Permanent wave	3.50
Water or Marcel wave	0.50
Paper or Komol wave	0.75
Singeing of the hair	0.25
Shampoo	0.35
Dry shampoo	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Tonic	0.25

Note: The minimum rates charged for every one of the services hereabove mentioned shall be paid with current money.

b) Any agreement for the purpose of reducing the rates hereinabove mentioned, either on an hourly or contract basis shall be void.

c) No object of any value whatsoever, which may reduce the above rates, may be given to a customer.

d) No employer has the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum wages provided for in section III of the present part at the time of the coming into force of the decree.

e) No barber or hairdresser, whether an artisan or an employer, may let or sub-let one or more chairs, material or a space in a barber, hairdresser or beauty parlor for the plying of the hairdressing trades.

f) No one may charge rates lower than the minimum ones stipulated herein for each zone; it is also prohibited to publish or advertise in any way such lower rates.

V. *Duration of labour:* *a*) For the purposes of the decree the duration of working hours is dis-

façon ci-dessous décrite, et tout travail, rémunéré ou non, exécuté en dehors de ces heures, exception faite pour les cas prévus plus bas constitue une dérogation au décret.

Zone I Coiffeurs et coiffeuses pour dames

Le lundi, il n'y a pas de travail de la journée;

Le lundi précédant le jour de Noël, le Premier de l'An et le jour de la fête de Pâques; de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.; il est cependant permis de servir les clientes entrées dans l'établissement avant 8.00 p.m.

Le mardi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m. Tout travail doit cesser à 8.00 p.m. précises;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.; il est cependant permis de servir les clientes entrées avant 8.00 p.m.;

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m. précises;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.; il est cependant permis de servir les clientes entrées avant 8.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. Tout travail doit cesser à 6.00 p.m. précises;

La veille des fêtes suivantes: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, Pâques, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et Noël, le travail peut toutefois continuer durant la soirée pour se terminer à 10.00 p.m. précises.

Zone II Coiffeurs et coiffeuses pour dames

Le lundi: de midi à 9.00 p.m. précises, sauf pour les mois de mai, juin et juillet: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m. précises;

Le mardi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m. précises;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.; il est cependant permis de servir les clientes entrées avant 7.00 p.m.;

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m. précises;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.; il est cependant permis de servir les clientes entrées avant 9.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m. précises.

La veille des fêtes chômées suivantes: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, Pâques, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint et l'Immaculée Conception, les heures de travail sont celles stipulées ci-haut en ajoutant qu'il est permis de servir les clientes entrées dans l'établissement avant l'expiration de la période de travail prescrite pour ce jour.

La veille de Noël, le travail doit se terminer à 10.00 p.m. précises.

Zone III Coiffeurs et coiffeuses pour dames

Le lundi: de midi à 9.00 p.m.;
Le mardi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Le mercredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Note: Il est toutefois permis de servir les clientes entrées avant l'expiration des périodes de travail ci-haut mentionnées.

b) Pendant ces journées de travail, les salariés doivent avoir une heure pour le repas du midi ainsi qu'une heure pour le repas du soir les jours où le travail se termine plus tard que 7.00 p.m.

c) Tout travail est interdit les dimanches et les jours de fêtes suivants: Le Premier de l'An, la fête de l'Épiphanie, le jour de l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada (1er juillet) et la fête du Travail.

tributed in the manner hereunder described and all work, remunerated or not, carried on outside such hours, with the exception of the cases hereinafter stipulated, constitutes a derogation of the decree.

Zone I: Ladies hairdressers (male and female):

On Monday, no work shall be performed;

On the Monday preceding Christmas, New Year's Day and Easter Day: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.; it is permitted, however, to wait on customers entered into the establishment before 8.00 p.m.;

On Tuesday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m. Work shall cease at exactly 8.00 p.m.;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.; it is permitted, however, to wait on customers entered into the establishment before 8.00 p.m.

On Thursday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m. sharp;

On Friday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.; it is permitted, however, to wait on customers entered into the parlor before 8.00 p.m.;

On Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. Work shall cease at exactly 6.00 p.m.;

On the eve of the following holidays: New Year's Day, Epiphany, Easter, Ascension Day St. John Baptist Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas, it is permitted to perform work during the evening until exactly 10.00 p.m.

Zone II: Ladies' male and female hairdressers:

On Monday: from 12.00 (noon) to 9.00 p.m. sharp. except for the months of May, June and July; from 8.00 a.m. to 9.00 p.m. sharp;

On Tuesday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.; it is however permitted to wait on the customers who were in the parlor before 7.00 p.m.;

On Thursday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp;

On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.; it is however permitted to wait on the customers who were in the parlor before 9.00 p.m.;

On Saturday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m. sharp.

On the eve of the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Easter, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day and Immaculate Conception Day, the hours of work will be those stipulated above but it will be permitted to wait on the customers which were in the establishment before the expiration of the period of work prescribed for such day.

On Christmas eve, work shall cease no later than 10.00 p.m.

Zone III: Ladies' hairdressers (male and female):

On Monday: from 12.00 (noon) to 9.00 p.m.;
On Tuesday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
On Wednesday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
On Tursday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
On Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Note: It is however permitted to wait on the customers who were in the parlor before the expiration of the periods of work hereabove mentioned.

b) During these working days, the employees shall have one hour off for the noon meal, and another hour for the evening meal when work ceases after 7.00 p.m.

c) No work may be performed on Sunday and the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day, Canada Day (July 1st) and Labour Day.

Cependant, dans la zone III, le jour de la Saint-Jean-Baptiste est ouvrable et celui de la Saint-Antoine est chomé.

d) Dans les cas de mariage, il est permis de fournir des services aux futurs mariés en n'importe quel temps.

e) Dans le cas de mortalité, il est permis de fournir des services en n'importe quel temps aux membres de la famille du défunt: époux, épouse, père, mère, frère, sœurs.

Réserve: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175 et amendements), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

VI. *Apprentissage: coiffeurs et coiffeuses: a*) Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant seize ans révolus ni après vingt-huit ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa neuvième année de cours élémentaire.

b) Dans aucun salon, il ne doit y avoir plus d'un (1) apprenti.

c) Le patron doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations des métiers afin d'en faire un ouvrier qualifié.

d) L'apprentissage comporte un stage de deux ans dans un salon de beauté, de coiffure pour dames. Toutefois, le temps consacré à l'étude dans une école reconnue par le Comité paritaire et couronné par l'obtention d'un diplôme doit être crédité au compte de l'apprenti.

Après cette période de deux ans, l'apprenti doit se présenter au bureau des examinateurs du Comité paritaire pour subir ses examens dans le but d'obtenir son certificat de qualification de compagnon.

Au cas d'insuccès, le candidat a droit à deux (2) reprises d'examens par intervalle de six (6) mois; s'il subit de nouveaux échecs, il est définitivement éliminé.

e) L'apprentissage comporte un cours spécial d'hygiène de trente (30) heures, dont quinze (15) en hygiène générale et quinze (15) en dermatologie.

f) Dans l'intérêt de la profession, le Comité paritaire peut reconnaître une école de coiffure. Toutefois, aucune école de coiffure ne peut fonctionner conjointement de pair ou de concert avec un salon de coiffure ou un commerce d'accessoires de coiffure.

g) Aucun employeur ou autre personne ne peut prendre ou garder un apprenti à son emploi dans la juridiction territoriale du décret, si, préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant le Comité paritaire.

h) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron doit inscrire dans un carnet "Ad hoc" la date d'entrée et de sortie de son apprenti et il doit remettre à l'apprenti un duplicata dès la date de son entrée et de sa sortie.

i) Aucune personne ne peut obtenir sa carte de qualification comme ouvrier qualifié, compagnon, artisan, commis ou employé, pour travailler seule, en équipe ou en société, sans avoir au préalable satisfait au présent règlement d'apprentissage.

Dans chaque salon de coiffure ou de beauté, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui ne pratique pas le métier de coiffeur ou de coiffeuse, il

However, in zone III, Saint Antoine Day shall be considered as a holiday but not St. John the Baptist Day.

d) In the event of a wedding, work may be performed for the couple at any time.

e) In cases of mortality work may be performed at any time for the family of the deceased husband, wife, father, mother, brothers, sisters.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in barber shops, hairdressing and beauty parlors, shall in no case constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175 and amendments), of the decrees enacted under its authority, or of the by-laws adopted by competent municipalities.

VI. *Apprenticeship: Male and female hairdressers*: *a*) No apprentice shall be accepted if under sixteen (16) or over twenty-eight (28) years of age. Apprentices must have completed at least the ninth year of the elementary course.

b) No parlor is entitled to more than one (1) apprentice.

c) The employer must gradually teach his apprentice in the various operations of the trade so that he or she may finally become a competent worker.

d) Apprenticeship comprises a term of two years in a barber, hairdresser or beauty parlor. However, the time spent studying in a school recognized by the Parity Committee and rewarded by the obtaining of a diploma shall be credited to the apprentice.

After such two-year period, the apprentice shall sit for his examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee in order to obtain his certificate of competency as journeyman.

In case of failure, the candidate shall be entitled to two (2) more attemps at intervals of six (6) months; if he meets with further failures, he shall be definitely eliminated.

e) The apprenticeship also includes a special hygiene course of thirty (30) hours, fifteen of which to be devoted to general hygiene, and fifteen to dermatology.

f) In the interest of the trade, the Parity Committee may recognize a hairdressing school. However, no such school may operate jointly, on a equal footing or in conjunction with a hairdressing parlor or a hairdressing accessories concern.

g) No employer or other person is allowed to take or keep an apprentice in his employ, within the territorial jurisdiction of the decree, if previously an indenture has not been entered into with such apprentice, his parents or guardians, before the Parity Committee.

h) In order to check the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one parlor to another, the employer shall inscribe in a booklet *ad hoc* the date of beginning and ending of the employment of the apprentice. Moreover, the employer shall remit to the apprentice a duplicate of such dates.

i) No one may obtain his (or her) qualification card as skilled worker, journeyman, artisan clerk or employee, to work alone, in a shift or in partnership without having previously complied with the present apprenticeship regulation.

In every hairdressing or beauty parlor owned by a company, an association, a corporation or a person not plying the hairdressing trade, there shall be, as active and permanent manager, an

doit y avoir comme gérant actif et permanent, un salarié porteur d'un certificat de compagnon coiffeur ou coiffeuse.

j) Salaire des apprentis: Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

	Zones I, II, III
Durant le 1er semestre	$ 5.00
Durant le 2ième semestre	7.50
Durant le 3ième semestre	10.00
Durant le 4ème semestre	12.50

Au cas où un patron veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, l'apprenti doit en donner avis au Comité paritaire au moins une semaine à l'avance.

VII. *Vacances payées:* Tout employeur assujetti au décret doit donner chaque année des vacances payées de six (6) jours ouvrables, à tout salarié ayant été au moins un an à son service.

Ces vacances doivent être prises dans la même semaine ou échelonnées sur deux semaines, après entente entre l'employeur et le salarié.

La rémunération payable pour ces vacances doit être la moyenne des salaires hebdomadaires payés durant les trois mois précédant la période desdites vacances.

Durée du décret: Le présent décret est valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1949.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet de l'année 1949 ou de toute autre année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

A. MORISSET,
22843-o Greffier du Conseil Exécutif.

employee holder of a journeyman's certificate whether as male hairdresser or female hairdresser.

j) Wage of apprentices The weekly wages for apprentices shall be the following:

	Zones I, II and III
First six months	$ 5.00
Second six months	7.50
Third six months	10.00
Fourth six months	12.50

Should the employer desire to dispense with the services of an apprentice who has been more than eight (8) days in his employ, the apprentice must give notice thereof to the Parity Committee at least one week in advance.

VII. *Vacation with pay:* Every employer governed by the decree shall give, each year, a vacation with pay consisting of six (6) working days to every employee who has been in his service for at least one year.

Such vacation is taken in the same week or divided into two weeks as agreed upon by the employer and the employee.

Remuneration for such vacation is based on the average weekly wages paid during the three months preceding the vacation period.

IX. *Duration of the decree* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains until July 1, 1949.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary, within a delay of not more than sixty (60) days nor less than thirty (30), before July 1st of the year 1949, or of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
22843-o Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de S. François, en Cour Supérieure, No. 6634. Olive Caroline Lovell, du Village de Hatley, demanderesse, a pris une action en séparation de biens contre son mari Wallace Lee Alexander, absent dans les États-Unis d'Amérique, défendeur.

Coaticook, le 5 juillet 1948.
Les Procureurs de la demanderesse,
22819-o SHURTLEFF & BOUCHARD.

Dame Eunice Drew, épouse de Charles Brown, cultivateur de Georgeville, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Magog, ce 11 août 1948.
Le Procureur de la demanderesse,
22839-o YVES FOREST.

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour Supérieure, No. 9813. Dame Isabelle Dawalibi, épouse de Élie Barakett, marchand des cité et district des Trois-Rivières, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Trois-Rivières, le 3 août 1948.
Le Procureur de la demanderesse,
22840-o LÉON MÉTHOT.

Actions for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, in the Superior Court, No. 6634. Olive Caroline Lovell, of the Village of Hatley, plaintiff, has taken a suit for separation of property against her husband Wallace Lee Alexander, an absentee in the United States of America, Defendant.

Coaticook, July 5, 1948.
SHURTLEFF & BOUCHARD,
22819-o Attorneys for Plaintiff.

Dame Eunice Drew, wife of Charles Brown, farmer, of Georgeville, has instituted an action, against her husband, for separation as to property.

Magog, August 11, 1948.
YVES FOREST,
22839 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 9813. Dame Isabelle Dawalibi, wife of Élie Barakett, merchant of the city and district of Trois-Rivières, has instituted an action against her husband for separation as to property.

Trois-Rivières, August 3, 1948.
LÉON MÉTHOT,
22840 Attorney for plaintiff.

Assemblée

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY
MONTREAL, CANADA

Avis est donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie ci-dessus aura lieu au bureau du secrétaire, 1 rue St-Jean à Rimouski à 2 heures p.m. le premier septembre 1948.

Le Secrétaire.
22817-33-2-o P.-E. GAGNON.

Meeting

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY
MONTREAL, CANADA

Notice is hereby given that the annual general meeting of shareholders of the aforesaid company will be held in the office of the Secretary, 1 St-Jean Street, Rimouski, at 2 o'clock p.m. on the first day of September, 1948.

P. E. GAGNON,
22817-33-2 Secretary.

Avis divers

DESCO TEXTILES LIMITED

Extrait du Procès-verbal d'une assemblée générale spéciale des Actionnaires de la compagnie "Desco Textiles Limited", tenue au bureau de la compagnie, 1434 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, le mardi, 10 juin 1947, à deux heures de l'après-midi.

Concernant l'abrogation du Règlement N° XV et l'adoption du Règlement N° XVI.

"L'Assemblée est d'accord pour que le Règlement N° XV, lequel pourvoit à un bureau de 4 directeurs, soit abrogé et remplacé par le Règlement N° XVI, qui est adopté à l'unanimité, à savoir:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs qui se réuniront quand ils le jugeront à propos et pourront faire tous les règlements nécessaires pour la tenue de leurs assemblées:

Copie Certifiée conforme.

Le Secrétaire,
22806-o J.-V. DESLOGES.

Miscellaneous Notices

DESCO TEXTILES LIMITED

Excerpt from the minutes of a special general meeting of the shareholders of the company "Desco Textiles Limited", held at the office of the company, 1434 St. Catherine Street West, Montreal, on Tuesday, June 10, 1947, at two o'clock in the afternoon.

Concerning the repeal of By-law No. XV and the adopting of By-law No. XVI.

"The meeting agreed that By-law No. XV, which provides a board of 4 directors, be repealed and replaced by By-law No. XVI, which was unanimously adopted, to wit:

"The affairs of the company will be managed by a board of three directors who shall meet when they deem it advisable and may make the necessary by-laws for the holding of their meetings."

Certified True Copy.

J. V. DESLOGES,
22806 Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Cookshire Co. Compton Qué.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 août 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Cookshire, comté de Compotn.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22807-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Cookshire Co. Compton Qué." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 5, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Cookshire, county of Compton.

JEAN BRUCHÉSI,
22807 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Aguanish", en date du 26 février 1948, dont le siège social est situé à Aguanish, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22824-o JEAN BRUCHÉSI,

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Aguanish". under date the twenty-sixth day of February, 1948, whereof the head office is at Aguanish, county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22824 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de l'École Supérieure d'Agriculture" (Ste-Anne de la Pocatière), en date du 9 avril 1948, dont le siège social est situé à l'École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne de la Pocatière, comté de Kamouraska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 juin 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22825-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de l'École Supérieure d'Agriculture" (Ste-Ane de la Pocatière), under date the ninth day of April, 1948, whereof the head office is at l'École Supérieure d'Agriculture of Ste-Anne de la Pocatière, county of Kamouraska, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22825 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Loisirs Coopératifs des Trois-Pistoles", en date du 2 juin 1948, dont le siège social est situé à Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 juin 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22826-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Loisirs Coopératifs des Trois-Pistoles" under date the 2nd day of June, 1948, whereof the head office is at Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22826 Under Secretary of the Province.

AVIS

Avis public est donné à tous les assurés de "Home Assurance Company of Canada," que par jugement rendu le 10 août 1948, en Cour Supérieure, à Montréal, l'honorable juge Alfred Savard a ordonné l'administration du dépôt fait par cette compagnie entre les mains du trésorier de la Province et nommé comme administrateur, monsieur Joseph Henri Tremblay, ajusteur, de la cité de Montréal, et dont le bureau est au no: 233 ouest rue Notre-Dame, dans la cité de Montréal.

En conséquence, tout assuré qui a quelque réclamation à faire contre "Home Assurance Company of Canada", devra la déposer entre les mains dudit administrateur avant le 1er octobre 1948, accompagnée d'une déclaration assermentée en affirmant la véracité.

Donné à Montréal, ce 10ième jour d'août, mil neuf cent quarante-huit.

JOSEPH HENRI TREMBLAY,
22830-33-2-o Administrateur.

NOTICE

Public notice is given to all people insured by "Home Assurance Company of Canada", that by judgment rendered in the Superior Court in Montreal, the Honourable judge Alfred Savard has granted an order for the administration of the deposit made by that company in the hands of the Provincial Treasurer and has appointed to be administrator Mr. Joseph Henri Tremblay, adjuster, of the city of Montreal whose office is at civic number 233 Notre Dame Street West in the city of Montreal.

Wherefore all people who are insured by that company and have any claim to make against it are required to file such claim with the said administrator before the 1st day of October 1948, together with a sworn statement to attest the trueness of such claim.

Given in Montreal this 10th day of August, one thousand nine hundred and forty eight.

JOSEPH HENRI TREMBLAY,
22830-33-2-o Administrator.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de chantier de Sainte-Marguerite-Marie", en date du 26 juillet 1948, dont le siège social est situé à Sainte-Marguerite-Marie, dans le comté de Matapédia et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 août 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22845-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Chantier de Sainte-Marguerite-Marie", under date the twenty-sixth day of July, 1948, whereof the head office is at Sainte-Marguerite-Marie, county of Matapédia and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of August, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22845 Under Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Solid Importing Limited", s'adressera

Charter — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given that the "Solid Importing Limited" will make application to the

au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 9 août 1948.

Les Procureurs de la compagnie,
22820-o LIVERMAN, LIVERMAN & BRISKIN.

Attorney-General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter under the Provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, August 9th, 1948.

LIVERMAN, LIVERMAN & BRISKIN,
22820-o Attorneys for the Company.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 2 août 1948 du conseil du village de Gentilly, comté de Nicolet, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 9 août 1948, que les publications de tous les avis publics, réglements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 9 août 1948.

Le Ministre des Affaires municipales,
22821-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 2nd of August, 1948, of the council of the Village of Gentilly, county of Nicolet, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 9th of August, 1948 that the publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Gode. (10 George VI, chapter 55, section 2.)

Quebec, August 9, 1948.

BONA DUSSAULT,
22821-o Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 40-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 4 août 1948, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Louiseville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne, qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Louiseville.

2. La région de Louiseville comprend le territoire de la ville de Louiseville, plus une partie du territoire de la municipalité rurale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup délimité comme suit:

A l'est: par une zone d'un demi-mille de profondeur limité au nord et y compris le lot N° 871 et au sud par et y compris le lot N° 894;

Au sud: par tout le terrain adjacent à la ville de Louiseville borné comme suit: au nord: par la limite sud de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup jusqu'à et y compris le lot N° 378; au sud: par et y compris le lot N° 378; à l'ouest: par le côté est de la Petite Rivière, depuis et y compris le lot N° 378 jusqu'à et y compris le lot N° 349;

A l'ouest: par une lisière de terrain d'un demi-mille de profondeur située le long de la Petite

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 40-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commision of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, August 4, 1948, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Louiseville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Louiseville.

2. The region of Louiseville includes the territory of the town of Louiseville, and part of the territory of the rural municipality of Saint Antoine de la Rivière du Loup, bounded as follows:

On the East: by a zone half a mile deep bounded on the North and including lot No. 871 and on the South by and including lot No. 894;

On the South: by all the territory adjoining Louiseville bounded as follows: on the North: by the southern limits of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup up to and including lot No. 378; on the South: by and including lot No. 378; on the West: by the East bank of the Petite Rivière from and including lot No. 378 up to and including lot No. 349;

On the West: by a strip of land half a mile deep situated along the Petite Rivière and bound-

Rivière et bornée au sud par et y compris le lot N° 349 et au nord par et y compris le lot N° 338;

Au nord: par tout le terrain compris dans les limites suivantes: au sud: par la limite nord de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup depuis les limites de la ville jusqu'à et y compris le lot N° 777; au nord: par et y compris le lot N° 777; à l'ouest: par la Petite Rivière depuis et y compris le lot N° 777 jusqu'à et y compris le lot N° 338.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, $3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait en bouteille à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte, pourvu que la quantité de lait vendue soit supérieure à six pintes.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 40-H-43 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 18 septembre 1943 et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission.
22808-o de l'Industrie Laitière.

ed on the South by and including lot No. 349 and on the North by and including lot No. 338;

On the North: by all the land included in the following boundaries: on the South: by the Northern boundary of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup from the limits of the town up to and including lot No. 777; on the North: by and including lot No. 777; on the West: by the Petite Rivière from and including lot No. 777 up to and including lot No. 338.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, $3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, bottled milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart, provided the quantity of milk sold is superior to six quarts.

The present order cancels Order No. 40-H-43 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated September 18, 1943, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president.
JOSEPH HÉBERT,
OMER E. MILOT.
Certified: ALPHONSE SAVOIE.
The Secretary, Dairy Industry,
22808-o Commission.

Département de l'Instruction publique

N° 422-48

Québec, le 6 août 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 4 août 1948, de changer le nom de la municipalité scolaire de Somerset-Sud, dans le comté de Mégantic, en celui de "Paroisse de Plessisville", même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22809-o J.-P. LABARRE.

N° 931-48.

Québec, le 10 août 1948.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de "Lac Blouin", dans le comté de Abitibi-Est, en celui de "Val Senneville", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22836-33-2-o J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 422-48

Quebec, August 6, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 4, 1948, to change the name of the school municipality of Somerset-South, in the county of Megantic, into that of "Parish of Plessisville", same county.

This Order in Council will take effect eight days after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

J.-P. LABARRE,
22809 Superintendent of Education.

No. 931-48.

Quebec, August 10, 1948.

Application is made to change the name of the school municipality of "Lac Blouin", in the county of Abitibi-East, into that of "Val Senneville", same county.

J. P. LABARRE,
22836-33-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur,

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of St.Sauveur sub-

banlieue de Québec, division d'enregistrement de Québec.

—

Avis est, par la présente, donné que les lots 2358-78 à 2358-110, 2358-145, 2358-200, 2358-206 à 2358-243, 2358-276 et 2358-277 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 juillet 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Catdastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

urbs of Quebec. registration division of Quebec.

—

Notice is hereby given that lots 2358-78 to 2358-110, 2358-145, 2358-200, 2358-206 to 2358-243, 2358-276 and 2358-277 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 14th, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, banlieue de Québec, division d'enregistrement de Québec.

—

Avis est par la présente donné que les lots 2358-73, 2358-187, 2358-205, 2358-111, 2358-112, 2358-128, 2358-129, 2358-244 à 2358-246, 2358-260 à 2358-262 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juillet 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
22810-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. Sauveur Suburb of Quebec, registration division of Quebec.

—

Notice is hereby given that lots 2358-73, 2358-187, 2358-205, 2358-111, 2358-112, 2358-128, 1358-129, 2358-244 to 2358-246, 2358-260 to 2358-262 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 22nd, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
22810-o Deputy-Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec) 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1519, du 18 septembre 1947, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond, Wolfe, Drummond et Arthabaska.

1° Le paragraphe "*u*" de l'article I deviendra le paragraphe "*v*".

2° Le nouveau paragraphe "*u*" suivant sera ajouté à l'article I:

"*u*) Les mots "sableur de planchers" désignent tout salarié qui gratte, poli ou sable les planchers de bois à la main ou à la machine."

3° Le paragraphe "*a*" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Taux minima de salaires: a*) Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1519 of September 18, 1947, relating to the construction industry in the counties of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond, Wolfe, Drummond and Arthabaska.

1. Subsection "*u*" of section I will become subsection "*v*".

2. The following new subsection "*u*" will be added to section I:

"*u*) The words "floor polisher" mean any employee who scrapes, polishes or sands wood floors by hand or machine."

3. Subsection "*a*" of section IV will be replaced by the following:

"*IV. Minimum rates of wages: a*) The minimum rates of wages are as follows for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires — Hourly rates* *Zones* *I*	*II*	*III*
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer	$ 1.20	$ 1.15	$ 1.10
Maçon (maçonnerie brute de solages) — Mason (foundation rough masonry)	1.10	1.05	1.00
Poseur de blocs — Block layer	1.10	1.05	1.00
Finisseur de ciment: salaire fixé pour le métier auquel appartient le salarié qui exécute ce travail — Cement finisher: wage rate set for the trade of the employee committed to that operation.			
Peintre, tapissier — Painter, paper hanger	0.90	0.85	0.80
Peintre au pistolet — Sprayman	0.95	0.90	0.85
Peintre: travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble — Painter-work carried out outside a building at more than 45 ft. high		1.05	1.05

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* I	II	III
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.00	0.95	0.90
Électricien — Electrician	0.95	0.90	0.85
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur: grues ou malaxeurs — Stationary or portable steam engineman: cranes and mixers	0.95	0.90	0.85
Chauffeur de bouilloires à vapeur — Steam boiler fireman	0.85	0.80	0.75
Préposé aux machines fixes ou portatives à gazoline: grues et malaxeurs — Stationary or portable gasoline engine operator: cranes and mixers	0.80	0.75	0.70
Préposé aux tracteurs et compresseurs — Tractor and compressor operator	0.90	0.85	0.80
Poseur de tuile — Tile layer	1.10	1.05	1.00
Poseur de fer ornemental — Ornamental iron erector	0.85	0.80	0.75
Préposé au polissage du terrazzo à sec — Terrazo polisher (dry process)	0.85	0.80	0.75
Préposé au polissage du terrazzo humide — Terrazo polisher (wet process)	0.85	0.80	0.75
Foreur et préposé au sautage des mines — Driller and dynamite firer	0.90	0.85	0.80
Chauffeur de camion — Truck driver	0.80	0.75	0.70
Charretier — Carter	0.80	0.75	0.70
Manœuvre — Labourer (Common worker)	0.80	0.75	0.70
Gardien de nuit, semaine de 60 heures — Night watchman — 60 hour week	0.45	0.40	0.35
Préposé aux machines fixes ou portatives à l'électricité de même qu'aux grues et malaxeurs à l'électricité — Operator-stationary or portable electric machines and electric cranes and mixers	0.80	0.75	0.70
Poseur de marbre et terrazzo — Marble and terrazo layer	0.80	0.75	0.70
Sableur de planchers — Floor polisher	0.85	0.80	0.75
Préposé aux ascenseurs ou montecharges — Elevator operator	0.95	0.90	0.90
Forgeron — Blacksmith	0.90	0.85	0.85
Chauffeur de pelles mécaniques — Fireman (machanical shovels)	0.85	0.80	0.75
Porteur d'eau — Water carrier	0.55	0.55	0.55
Préposé aux pelles mécaniques (48 heures par semaine) — Mechanical shovel operators (48 hours)	52.80	52.80	47.80

Pour les métiers suivants, les taux horaires doivent s'appliquer ailleurs que dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites:

	Zones I	II	III
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage	$ 1.00	$ 0.95	$ 0.90
Soudeur en tuyauterie	1.00	0.95	0.90
Compagnon junior, première année	0.85	0.80	0.75
Ferblantier ou travailleur en métal en feuilles et couvreur	1.00	0.95	0.90

4° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "*f*" de l'article X: "Nonobstant toutes les autres dispositions du présent article, l'apprentissage du métier de sableur de planchers sera assujetti aux conditions suivantes: l'apprenti devra avoir à son crédit un total de trois mois de travail comme sableur de plancher, fournir une lettre de recommandation de deux employeurs professionnels attestant qu'il a les qualifications requises et qu'il a accompli le stage précité. Le comité conjoint, après vérification de ces deux conditions, émettra un certificat de qualification."

5° L'item suivant sera ajouté au paragraphe "*g*" de l'article X, après l'item "Peintre-tapissier":

"Sableur de planchers .. $0.80 0.75 0.70"

6° Le dernier item du paragraphe "*g*" de l'article X sera remplacé par le suivant:

"Pour les apprentis suivants, les taux horaires doivent s'appliquer ailleurs que dans la cité de

For the following trades, the hourly rates shall not apply to the City of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits:

	ZONES I	II	III
Pipe mechanic and steamfitter	$ 1.00	0.95	0.90
Pipe welder	1.00	0.95	0.90
Junior journeyman, 1st year	0.85	0.80	0.75
Tinsmith or sheet metal worker and roofer	1.00	0.95	0.90

4. The following paragraph will be added to subsection "*f*" of section X:

"Notwithstanding all other provisions of the present section, apprenticeship in the floorpolishing trade shall be governed by the following provisions: The apprentice shall have worked a minimum of three months as floor polisher, produce a letter of recommendation from two professional employers stating that he has the required competency and that he has worked the above period. The Parity Committee, after checking these two conditions, will issue a certificate of competency."

5. The following item shall be added to subsection "*g*" of section X, after that of the "Painter and paper hanger":

"Floor polisher ... $ 0.80 0.75 0.70"

6. The last item of subsection "*g*" of section X will be replaced by the following:

"For the following apprentices, the hourly rates shall not apply to the City of Sherbrooke

Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites:

Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeurs en tuyauterie, ferblantier, travailleur de métal en feuilles et couvreur:

1ère année	$ 0.50	0.475	0.45
2ème année	0.55	0.525	0.50
3ème année	0.60	0.575	0.55
4ème année	0.65	0.625	0.60"

7° L'article XIII sera remplacé par le suivant:

"XIII. Les contrats de construction accordés et signés avant l'adoption des présents amendements ne sont pas assujettis aux dispositions desdits amendements mais à celles du décret numéro 1519 du 18 septembre 1947. Il en est de même pour les contrats accordés et signés avant le 27 septembre, 1947, lesquels contrats sont toujours régis par les dispositions du décret numéro 2402 du 16 septembre 1942, et ses amendements."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 août 1948. 22847-o

and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits:

Pipe mechanic, steamfitter, pipe welder, tinsmith, sheet metal worker and roofer:

1st year.	$ 0.50	0.475	0.45
2nd year.	0.55	0.525	0.50
3rd year.	0.60	0.575	0.55
4th year.	0.65	0.625	0.60"

7. Section XIII will be replaced by the following:

"XIII. The construction contracts granted and signed before the approval of the present amendments shall not be governed by the provisions of the said amendments but to those of the decree number 1519 of September 18, 1947. The same applies to contracts granted and signed before September 27, 1947, which are governed by the provisions of the decree number 2402 of September 16, 1942, and amendments."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 14, 1948. 22847-o

Département du Trésor
Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le permis et certificat d'enregistrement portant le numéro 3477 de Home Assurance Company of Canada dont le siège social est à Calgary, Province de l'Alberta, a été annulé le 13 juillet 1948, en conformité des dispositions de l'article 125 de la Loi des assurances de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 23 juillet 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
22818-33-2-o Surintendant des assurances.

Treasury Department
Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that the license and certificate of registry bearing number 3477, of the Home Assurance Company of Canada, whose head office is situate at Calgary, Province of Alberta, has been cancelled the 13th of July 1948, in accordance with the provisions of section 125 of the Quebec Insurance Act.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, this 23rd of July 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
22818-33-2-o Superintendent of Insurance.

Députés élus

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 6 août 1948.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

LAVAL:
Monsieur Joseph-Omer Barrière, marchand, 11912, boulevard Persilliers, Montréal;

MONTRÉAL-MERCIER:
Monsieur Gérard-Jean-Baptiste Thibault, fourreur, 4213, rue Messier, Montréal;

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Members Elected

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Quebec, August 6th. 1948.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

LAVAL:
Mr. Joseph-Omer Barrière, merchant, 11912, Persilliers blvd, Montreal;

MONTRÉAL-MERCIER:
Mr. Gérard-Jean-Baptiste Thibault, Furrier, 4213, Messier St., Montreal;

FRANÇOIS DROUIN, K.C.,
Chief Returning-Officer.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 7 août 1948.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

DEUX-MONTAGNES:
L'honorable monsieur Joseph-Mignault-Paul Sauvé, C.R., 4, rue Chénier, St-Eustache;

NICOLET:
Monsieur Joseph-Emery Fleury, cultivateur, St-Léonard d'Aston;

Le Président général des élections,
22822-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 7 août 1948.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

BEAUHARNOIS:
Monsieur J.-S,-Edgar Hébert, pharmacien, 359, rue Victoria, Valleyfield;

MONTRÉAL-JEANNE-MANCE:
Monsieur Georges-A. Guèvremont, pharmacien, 2,736, rue Masson, Montréal;

YAMASKA:
L'honorable monsieur Joseph-Pierre-Antonio Elie, cultivateur, La Baie du Febvre;

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 9 août 1948.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

BERTHIER:
Monsieur J.-A.-Azellus Lavallée, cultivateur, Berthier;

CHARLEVOIX:
Monsieur Arthur Leclerc, médecin-chirurgien, rue St-Étienne, La Malbaie;

COMPTON:
Monsieur Charles Daniel French, cultivateur, Cookshire;

LOTBINIÈRE:
Monsieur Joseph-Rosario-René Bernatchez, agronome, St-Flavien;

MASKINONGÉ:
Monsieur Auguste-Germain Caron, avocat, 35, rue St-Aimé, Louiseville;

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Quebec, August 7th. 1948.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

TWO MOUNTAINS:
The Hon. Joseph-Mignault-Paul Sauvé, K.C., 4, Chénier St., St. Eustache;

NICOLET:
Mr. Joseph-Emery Fleury, Farmer, St-Léonard-d'Aston;

FRANÇOIS DROUIN, K.C.,
22822-o Chief Returning-Officer.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Quebec, August 7th. 1948.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

BEAUHARNOIS:
Mr. J.-S.-Edgar Hébert, Druggist, 359, Victoria St., Valleyfield;

MONTREAL-JEANNE-MANCE:
Mr. Georges-A. Guèvremont, Druggist,2,736 Masson St., Montreal;

YAMASKA:
The Hon. Joseph-Pierre-Antonio Elie, Farmer, La Baie du Febvre;

FRANÇOIS DROUIN, K.C.,
Chief Returning-Officer.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Quebec, August 9th. 1948.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

BERTHIER:
Mr. J.-A.-Azellus Lavallée, Farmer, Berthier;

CHARLEVOIX:
Mr. Arthur Leclerc, Physician, St. Etienne St., La Malbaie;

COMPTON:
Mr. Charles Daniel French, Farmer, Cookshire;

LOTBINIÈRE:
Mr. Joseph-Rosario-René Bernatchez, agronomist, St. Flavien;

MASKINONGÉ:
Mr. Auguste-Germain Caron, advocate, 35, St. Aimé St., Louiseville;

MATANE:
L'honorable monsieur Onésime Gagnon, avocat, 14, avenue Des Bernières, Québec;

MONTMORENCY:
Monsieur Louis-Alfred-Yves Prévost, avocat, 509, avenue Royale, Beauport;

NAPIERVILLE-LAPRAIRIE:
Monsieur Joseph-Hercule Riendeau, cultivateur, St-Rémi;

PORTNEUF:
L'honorable monsieur Joseph-Bona Dussault, pilote, St-Marc-des-Carrières;

QUÉBEC-COMTÉ:
Monsieur Philippe-René Chaloult, avocat 100, chemin St-Louis, Québec;

RICHMOND:
Monsieur Albert Goudreau, rentier, 149, rue du Roi, Asbestos;

ROUVILLE:
L'honorable monsieur Laurent Barré, cultivateur, L'Ange-Gardien;

SAINT-HYACINTHE:
Monsieur Joseph-Ernest-Irénée Chartier, marchand, 3,068, Girouard, Saint-Hyacinthe;

VAUDREUIL-SOULANGES:
Monsieur Joseph-Edouard Jeannotte, notaire Côteau Landing;

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 10 août 1948.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

BEAUCE:
Monsieur Joseph-Georges-Octave Poulin, secrétaire-trésorier, St-Martin;

BELLECHASSE:
Monsieur Joseph-Paul-Eugène Bélanger, avocat, 88, rue de la Couronne, Québec;

BONAVENTURE:
Monsieur J.-Henri Jolicœur, avocat, 70, rue St-Paul, Québec;

CHAMPLAIN:
Monsieur Joseph-Maurice Bellemare, serre-freins, 42, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine;

CHÂTEAUGUAY:
Monsieur Arthur Laberge, bourgeois, Châteauguay;

CHICOUTIMI:
L'honorable monsieur Antonio Talbot, avocat, 204, rue Racine, Chicoutimi;

L'ASSOMPTION:
Monsieur Victor-Stanislas Chartrand, industriel, l'Épiphanie;

MATANE:
The Hon. Onésime Gagnon, advocate, 14, Des Bernières Avenue, Quebec;

MONTMORENCY:
Mr. Louis-Alfred-Yves Prévost, advocate, 509, Royal Avenue, Beauport;

NAPIERVILLE-LAPRAIRIE:
Mr. Joseph-Hercule Riendeau, farmer, St. Rémi;

PORTNEUF:
The Hon. Joseph-Bona Dussault, pilot, St. Marc des Carrières;

QUEBEC-COUNTY:
Mr. Philippe-René Chaloult, advocate, 100, St. Louis Road, Quebec;

RICHMOND:
Mr. Albert Goudreau, annuitant, 149, King St., Asbestos;

ROUVILLE:
The Hon. Laurent Barré, farmer, L'Ange-Gardien;

ST-HYACINTHE:
Mr. Joseph-Ernest-Irénée Chartier, merchant, 3,068, Girouard, St. Hyacinthe,

VAUDREUIL-SOULANGES:
Mr. Joseph-Edouard Jeannotte, notary, Côteau Landing;

FRANÇOIS DROUIN, K.C.
Chief Returning-Officer.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Quebec, August 10th, 1948.

I hereby give notice that the candidates herein fter mentioned have been returned as deputies o represent the following electoral divisions in he new legislative assembly of the Province of Quebec:

BEAUCE:
Mr. Joseph-Georges-Octave Poulin, secretary-Treasurer, St. Martin;

BELLECHASSE:
Mr. Joseph-Paul-Eugène Bélanger, advocate, 88, Crown St., Quebec;

BONAVENTURE:
Mr. J.-Henri Jolicœur, advocate, 70, St. Paul St., Quebec;

CHAMPLAIN:
Mr. Joseph-Maurice Bellemare, brakesman, 42, Fusey St., Cap-de-la-Madeleine;

CHÂTEAUGUAY:
Mr. Arthur Laberge, Annuitant, Châteauguay;

CHICOUTIMI:
The Hon. Antonio Talbot, advocate, 204, Racine St., Chicoutimi;

L'ASSOMPTION:
Mr. Victor-Stanislas Chartrand, Manufacturer, L'Epiphanie;

MISSISQUOI:
Monsieur Jean-Jacques Bertrand, avocat, Sweetsburg;

MONTCALM:
Monsieur Joseph-Maurice Tellier, avocat, 111 nord, rue St-Charles Borromée, Joliette;

MONTMAGNY:
Monsieur Marie-Antoine Rivard, avocat, 2, avenue Bougainville, Québec;

SHERBROOKE:
L'honorable monsieur John Samuel Bourque, marchand, 1, rue Bourque, Sherbrooke;

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 11 août 1948.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

BAGOT:
Monsieur Joseph Francis Daniel Johnson, avocat, St-Pie;

DORCHESTER:
L'honorable monsieur Joseph-Damase Bégin, industriel, Ste-Germaine;

FRONTENAC:
L'honorable monsieur Joseph-Grégoire-Patrice Tardif, cultivateur, St-Méthode;

IBERVILLE:
Monsieur Julien-Maurice-Yvon Thuot, marchand, 94, 1ère Rue, Iberville;

LAVIOLETTE:
Monsieur Charles-Romulus Ducharme, avocat, 273, rue Commerciale, La Tuque;

L'ISLET:
Monsieur Jean-Charles-Ernest-Fernand Lizotte, médecin, St-Jean-Port-Joli;

MAISONNEUVE:
Monsieur Joseph-François-Albert Gatien, médecin, 4,780, rue Adam, Montréal;

MONTRÉAL-OUTREMONT:
Monsieur Henri Groulx, pharmacien-chimiste, 262, avenue Bloomfield Outremont;

PAPINEAU:
L'honorable monsieur Joseph-Roméo Lorrain, marchand, rue Denis, Buckingham;

RIVIÈRE-DU-LOUP:
Monsieur Roméo Gagné, industriel, 16, rue du Domaine, Rivière-du-Loup;

TERREBONNE:
Monsieur Joseph-Léonard Blanchard, notaire, 37, rue Blainville ouest, Ste-Thérèse;

WOLFE:
Monsieur Joseph-Jude-Henri Vachon, cultivateur, Garthby;

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.,

MISSISQUOI:
Mr. Jean-Jacques Bertrand, advocate, Sweetsburg;

MONTCALM:
Mr. Joseph-Maurice Tellier, advocate, 111 North, St. Charles Borromée St., Joliette;

MONTMAGNY:
Mr. Marie-Antoine Rivard, advocate, 2, Bougainville Avenue, Quebec;

SHERBROOKE:
The Hon. John Samuel Bourque, merchant, 1, Bourque St., Sherbrooke;

FRANÇOIS DROUIN, K.C.
Chief Returning-Officer.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, August 11th, 1948.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

BAGOT:
Mr. Joseph Francis Daniel Johnson, advocate, St. Pie;

DORCHESTER:
The Hon. Joseph-Damase Bégin, Manufacturer, Ste. Germaine;

FRONTENAC:
The Hon. Joseph-Grégoire-Patrice Tardif, farmer, St. Méthode;

IBERVILLE:
Mr. Julien-Maurice-Yvon Thuot, merchant, 94, 1st Street, Iberville;

LAVIOLETTE:
Mr. Charles-Romulus Ducharme, advocate, 273, Commercial St., La Tuque;

L'ISLET:
Mr. Jean-Charles-Ernest-Fernand Lizotte, physician, St. Jean-Port-Joli;

MAISONNEUVE:
Mr. Joseph-François-Albert Gatien, physician, 4,780, Adam St., Montreal;

MONTREAL-OUTREMONT:
Mr. Henri Groulx, druggist, 262, Bloomfield Avenue, Outremont;

PAPINEAU:
The Hon. Joseph-Roméo Lorrain, merchant, Denis St., Buckingham;

RIVIÈRE-DU-LOUP:
Mr. Roméo Gagné, manufacturer, 16, Du Domaine St., Rivière-du-Loup;

TERREBONNE:
Mr. Joseph-Léonard Blanchard, notary, 37 West, Blainville St., Ste. Thérèse;

WOLFE:
Mr. Joseph-Jude-Henri Vachon, farmer, Garthby;

FRANÇOIS DROUIN, K.C.
Chief Returning-Officer.

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 12 août 1948.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

KAMOURASKA:
Monsieur Joseph-Alfred Plourde, industriel, Mont-Carmel;

MATAPÉDIA:
Monsieur Philippe Cossette, notaire, Causapscal;

RIMOUSKI:
Monsieur Joseph-Émile-Alfred Dubé, cultivateur, 44, rue Rouleau, Rimouski;

ARGENTEUIL:
Monsieur William-M. Cottingham, industriel, rue Béthanie, Lachute;

MÉGANTIC:
L'honorable monsieur Joseph-Tancrède Labbé, négociant, 644, rue Notre-Dame, Thetford-Mines;

MONTRÉAL-SAINT-HENRI:
L'honorable monsieur Joseph-Hormisdas Delisle, camionneur, 5,271, chemin St-Paul, Montréal;

JOLIETTE:
L'honorable monsieur Antonio Barrette, agent d'assurances, 864, Manseau, Joliette;

MONTRÉAL-SAINT-JACQUES:
L'honorable monsieur Joseph-Omer Côté, avocat, 760, avenue Rockland, Outremont;

RICHELIEU;
Monsieur Bernard-Julien Gagné, agent, 14, Jogues, Sorel;

SHEFFORD:
Monsieur Joseph-Hector Choquette, agent, rue Laval, Granby;

Le Président général des élections,
22846-o FRANÇOIS DROUIN, K.C.

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Quebec, August 12th, 1948.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral division in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

KAMOURASKA:
Mr. Joseph-Alfred Plourde, manufacturer, Mont-Carmel;

MATAPÉDIA:
Mr. Philippe Cossette, notary, Causapscal;

RIMOUSKI:
Mr. Joseph-Émile-Alfred Dubé, farmer, 44, Rouleau St., Rimouski;

ARGENTEUIL:
Mr. William-M. Cottingham, manufacturer, Bethany, St., Lachute;

MÉGANTIC:
The Hon. Joseph-Tancrède Labbé, merchant, 644, Notre-Dame St., Thetford-Mines;

MONTREAL-ST. HENRY:
The Hon. Joseph-Hormisdas Delisle, Carrier, 5,271, St. Paul Road, Montreal;

JOLIETTE:
The Hon. Antonio Barrette, Insurance Agent, 864, Manseau, Joliette;

MONTREAL-ST. JAMES:
The Hon. Joseph-Omer Côté, Advocate, 760, Rockland Avenue, Outremont;

RICHELIEU:
Mr. Bernard-Julien Gagné, Agent, 14, Jogues, Sorel;

SHEFFORD:
Mr. Joseph-Hector Choquette, Agent, Laval St., Granby;

FRANÇOIS DROUIN, K.C.,
22846-o Chief Returning-Officer.

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

ASPIRANTS A L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE

CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie, ainsi que le nom des institutions où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of Agriculture and also the name of the institutions where they have studied.

Noms et prénoms — Name and surnames	Résidence — Domicile	Age	Institutions
Allard, Jean	1939, rue Centre, Montréal	19	École Québec.
Beaudet, Jacques	Thetford-Mines	25	Collège Jean-de-Brébeuf.
Bélanger, Léon	119, rue King Ouest, Sherbrooke	23	Collège L'Assomption.
Bell, Graeme	4390, Earnscliffe, ave., Montréal	18	Collège Macdonald.
Booth, Edward, J.-R.	Ste-Anne-de-Bellevue	26	Collège Macdonald.

Boyce, Daniel	Huntingdon	19	Huntingdon High School.
Couture, René	29, rue St-Maxime, Charny (Lévis)	22	Ecole Supérieure Montcalm.
Darragh, Richard	539, Strathmore, Verdun	17	Institut Agricole d'Oka.
Decelles, Robert	4111, Northcliffe ave., Montréal	20	Collège Macdonald.
Dermine, Pierre	St-Pie (Bagot)	18	Collège du Sacré-Cœur, Charleroi, Belgique.
De Salaberry Beaudry, Desery	5610, rue St-Joseph, Lachine	19	Macdonald College.
Despins, Gilbert	2506A, 4ième rue Ouest, Calgary, Alberta	23	Université d'Ottawa.
Desrochers, Gilles	St-Jacques (Montcalm)	18	Séminaire de Joliette.
Dionne, Jean-Louis	163, rue Brock, Drummondville	24	Séminaire de Nicolet.
Dufour, Ludger	Baie St-Paul (Charlevoix)	19	Collège St-Fidèle, Québec.
Dumaresq, Cameron	312, Strathearn, Montréal	17	Montreal West High School.
Edwards, Doublas	Escuminac, (Bonaventure)	19	Campbellton High School.
Firth, John M.	7794, rue Querbes, Montréal	19	Montreal High School.
Ford, John D.	7, Canary Road, Strathmore, Dorval	18	Lachine High School.
Fortin, André	Baie St-Paul, (Charlevoix)	19	Collège St-Zéphirin, La Tuque.
Gauthier, André	2036, rue Valois, Montréal	18	Ecole Supérieure Chomedey-de-Maisonneuve.
Green, Thomas Donald	180, Alexandra ave., St-Lambert, (Chambly)	19	St-Lambert High School.
Kay, George M.	Hampton, N.-B.	25	D.V.A. School, Moncton.
Labelle, Paul-Henri	Beauport (Québec)	29	Université Laval.
Labrie, Laval	St-Charles (Bellechasse)	28	Grand Séminaire de Québec.
Lambert, Martial	St-Marcel (Richelieu)	20	Séminaire de St-Hyacinthe.
Langevin, Viateur	Oka (Deux-Montagnes)	20	Séminaire de Philosophie de Montréal.
Lavallée, Jean-Guy	Pont-Rouge (Portneuf)	21	Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière
Lavigne, Benoît	Gentilly (Nicolet)	22	Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière
Lemay, Georges-Emile	2639, rue Jeanne d'Arc, Montréal	18	École Supérieure Chomedey-de-Maisonneuve.
Léonard, Maurice	2180 est, boul. St-Joseph, Montréal	20	Ecole Supérieure Querbes.
Lessard, Robert	East-Broughton (Beauce)	25	Collège Saint-Laurent.
Marchand, Jean-Denis	819, rue Archambault, Joliette	17	École Supérieure St-Viateur.
Mcvittie, Hugh D.	5413, rue Hutchison, Montréal	18	Strathcona Academy High School
Mercier, Maurice, C.S.V.	Maison Provinciale des Clercs St-Viateur, Joliette	23	Clercs de St-Viateur, Joliette.
Mireault, Gilbert	3571, rue Papineau, Montréal	24	Institut Agricole d'Oka.
Oliver, Donald James	Hudson Heights	19	Hudson High School.
Pouliot, Camille	St-Laurent, Ile d'Orléans	20	Ecole Supérieure St-Fidèle, Québec.
Prieur, Jean-Bernard	3054, ave Lacombe, Montréal	21	Institution Mongeau et St-Hilaire.
Richer, Robert	St-André-Avellin, (Papineau)	19	Collège de Montebello.
Ritchie, John William	4328, Earnscliffe ave., Montréal	18	Collège Macdonald.
Rodrigue, Clément	7510 est, Boul. Gouin, Rivière des Prairies	19	Ecole Supérieure St-Viateur.
Routhier, Réal	St-Adolphe-de-Dudswell	16	Juniorat Montfortain.
Savoie, Pierre	Ste-Rose-Station (Laval)	20	Université du Sacré-Cœur, Bathurst, N.-B.
Schnitzer, Morris	4619, Park ave., Montréal	26	Université McGill.
Signori, Vital	3677 est, rue Ste-Catherine Montréal	17	École Supérieure Chomedey-de-Maisonneuve.
Tremblay, Jean-Paul	279, rue Royale, Ste-Anne-de-Beaupré	21	Juvénat des Pères Rédemptoristes.
Vézina, Marcel	211, rue St-Jacques, St-Jean	22	Académie Rhéaume, Montréal.

Le 1er août 1948 — August 1st, 1948. 22796-32-2-o

Proclamation

T. RINFRET,
Député du Gouverneur général.
[L. S.]

CANADA

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers. Défenseur de la Foi.

A TOUS CEUX A QUI LES PRÉSENTES parviendront ou qu'icelles pourront de quelque manière concerner, SALUT.

PROCLAMATION

F. P. VARCOE, Sous-ministre de la Justice, Canada.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de la *Loi de tempérance du Canada*, l'avis suivant a été adressé au Secrétaire d'État du Canada, accompagné de la pétition ci-jointe:

"A l'honorable secrétaire d'État du Canada.

Proclamation

T. RINFRET,
Deputy Governor General.
[L. S.]

CANADA

GEORGE THE SIXTH, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith.

To ALL TO WHOM these Presents shall come or whom the same may in anywise concern, GREETING.

A PROCLAMATION

F. P. VARCOE, Deputy Minister of Justice, Canada.

WHEREAS, in pursuance of the provisions of the Canada Temperance Act, the following notice has been addressed to the Secretary of State of Canada, embodying the petition therein set forth in the following terms:

"To the Honourable the Secretary of State of Canada.

Monsieur,

Nous, soussignés, électeurs du comté de Beauce tel que constitué aux fins municipales, vous prions de prendre note que nous désirons présenter la pétition suivante à Son Excellence le Gouverneur général du Canada en son conseil:

La pétition des électeurs du comté de Beauce, ayant qualité et capacité pour voter à l'élection d'un député à la Chambre des communes, dans ledit comté expose respectueusement: — Que vos pétitionnaires désirent que l'arrêté en conseil rendu pour la mise en vigueur de la Partie II de la *Loi de tempérance du Canada* dans ledit comté, soit révoqué. C'est pourquoi vos pétitionnaires prient humblement Votre Excellence de vouloir bien, par un arrêté rendu en conseil en vertu de l'article cent seize de la *Loi de tempérance du Canada*, déclarer que ledit arrêté en conseil par lequel a été mise en vigueur et appliquée la Partie II de ladite *Loi de tempérance du Canada* dans ledit comté, ne soit plus en vigueur.

Et nous désirons que les votes des électeurs dudit comté soient pris pour et contre la révocation dudit arrêté en conseil.

Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier."

ET ATTENDU qu'il appert à la satisfaction du Gouverneur général en conseil que cet avis est accompagné des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs dudit comté de Beauce, province de Québec; qu'il est constaté par affidavit que les signatures accompagnant l'avis sont des signatures authentiques au nombre de six mille huit cent trente-six et que toutes les autres exigences de la loi ont été observées.

ET ATTENDU qu'un arrêté du Gouverneur général en conseil a été rendu, ordonnant que les votes de tous les électeurs dudit comté de Beauce soient déposés pour et contre la pétition pour la révocation de l'arrêté en conseil qui a mis en vigueur la Partie II de la *Loi de tempérance du Canada* dans ledit comté.

SACHEZ maintenant que, par les présentes et en vertu de l'autorité qui nous est conférée par ladite loi et ledit arrêté en conseil, Nous proclamons et déclarons que le lundi vingt septembre 1948 un scrutin sera tenu dans chaque bureau de votation dudit comté de Beauce pour y recevoir les votes des électeurs, au moyen de bulletin, pour et contre la pétition pour la révocation de l'arrêté en conseil qui a mis en vigueur la Partie II de la *Loi de tempérance du Canada* dans ledit comté, et que lesdits bureaux de votation resteront ouverts depuis huit heures du matin jusqu'à six heures de l'après-midi de ce jour-là.

QUE, conformément à l'article 109 de la *Loi des élections fédérales, 1938*, toute opération ayant trait à la préparation des listes officielles des électeurs, au scrutin et au rapport du résultat des votes des électeurs dudit comté de Beauce, pour et contre la pétition pour la révocation dudit arrêté en conseil, relèvera du directeur général des élections, et la procédure à suivre sera la même que celle prévue par la *Loi des élections fédérales, 1938*, pour les élections des députés à la Chambre des communes du Canada, sauf touchant certaines dispositions à l'égard desquelles le directeur général des élections a jugé bon d'ordonner des modifications et des omissions en conformité dudit article 109 de ladite loi.

QUE Joseph-Alphonse Gendron, de Saint-Georges de Beauce, comté de Beauce, province de Québec, manufacturier, a été nommé officier-rapporteur du comté de Beauce pour diriger le scrutin des électeurs dudit comté pour et contre la pétition pour la révocation dudit arrêté en conseil.

Sir,— We, the undersigned electors of the County of Beauce, as constituted for Municipal purposes, request you to take notice that we proposé presenting the following petition to His Excellency the Governor General of Canada in Council.

The petition of the electors of the County of Beauce qualified and competent to vote at the election of a member of the House of Commons in the said County respectfully shows that your petitioners are desirous that the Order in Council passed for bringing into force within the said County, Part II of the Canada Temperance Act, should be revoked, wherefore your petitioners humbly pray that Your Excellency will be pleased by an Order in Council under section one hundred and sixteen of the Canada Temperance Act, to declare that the said Order in Council which brought into force and effect Part II of the said the Canada Temperance Act, in the said County shall no longer be in force.

And that we desire that the votes of the electors of the said County be taken for and against the revocation of the said Order in Council.

And your petitioners will ever pray, etc."

AND WHEREAS it appears by evidence to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one-fourth or more of all the electors of the said County of Beauce, in the Province of Quebec, the number of the signatures to the notice verified by affidavit as genuine being six thousand eight hundred and thirty-six and that all other requirements of the law have been observed.

AND WHEREAS an Order of the Governor General in Council has been passed directing that the votes of all the electors of the said County of Beauce be taken for and against the petition for the revocation of the Order in Council which brought into force Part II of the Canada Temperance Act in the said County.

NOW KNOW YE, that We do hereby, and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order of the Governor in Council, proclaim and declare that on Monday, the twentieth day of September, 1948, a poll will be opened in every polling station of the said County of Beauce for taking the votes, by ballot, of the electors for and against the petition for the revocation of the Order in Council which brought into force Part II of the Canada Temperance Act in the said County, and that such poll will remain open between the hours of eight o'clock in the forenoon and six o'clock in the afternoon of that day.

THAT, pursuant to Section 109 of The Dominion Elections Act, 1938, every operation relating to the preparation of the official lists of electors and for the taking and reporting of the votes of the electors of the said County of Beauce, for and against the petition for the revocation of the said Order in Council, will be under the administrative control of the Chief Electoral Officer, and that the procedure to be followed thereat will be the same as that prescribed in the Dominion Elections Act, 1938, for the conduct of elections of members to serve in the House of Commons of Canada, excepting certain provisions in relation to which the Chief Electoral Officer has deemed it advisable to direct modifications and omissions, pursuant to the said Section 109 of the said Act.

THAT Joseph Alphonse Gendron of St. Georges de Beauce in the County of Beauce in the Province of Quebec, manufacturer, has been appointed Returning Officer for the County of Beauce to conduct the vote by the electors of the said County for and against the petition for the revocation of the said Order in Council.

QUE, un sujet dudit scrutin, ledit officier-rapporteur est tenu *a*) de faire préparer une nouvelle liste des électeurs et de la faire reviser pour chaque arrondissement de votation, *b*) de nommer des personnes compétentes comme énumérateurs ruraux en vue de la préparation des listes d'électeurs, *c*) de choisir un local convenable pour chaque bureau de votation, *d*) de nommer une personne compétente comme sous-officier-rapporteur dans chaque bureau de votation, et *e*) de remplir toute autre fonction prescrite dans les instructions du directeur général des élections.

QUE, à dix heures du matin, le lundi treize septembre 1948, à la Salle paroissiale de la ville de Saint-Georges-ouest, ledit officier-rapporteur nommera des agents qui devront se tenir aux divers bureaux de votation et assister au décompte des votes au nom des personnes autorisées à favoriser ou à s'opposer respectivement à la révocation dudit arrêté en conseil.

QUE, à dix heures du matin, le vingt-sept septembre 1948, à la Salle paroissiale de la ville de Saint-Georges-ouest, les votes déposés par les électeurs dudit comté de Beauce pour et contre la pétition pour la révocation dudit arrêté en conseil seront additionnés par l'officier-rapporteur qui déclarera alors le résultat du scrutin et enverra un rapport détaillé de tel résultat au directeur général des élections en la forme et suivant les conditions prescrites par ce dernier.

QUE ledit directeur général des élections devra, au temps opportun, publier un avis dans la *Gazette du Canada* déclarant le nombre total des votes déposés ledit jour du scrutin pour et contre la pétition pour la révocation dudit arrêté en conseil dans ledit comté de Beauce.

ET, dans le cas d'adoption de la pétition pour la révocation dudit arrêté en conseil par les électeurs dudit comté de Beauce, le Gouverneur général en conseil peut, en tout temps après l'expiration d'une période de trente jours à partir dudit jour du scrutin, par un arrêté en conseil publié dans la *Gazette du Canada*, déclarer que la Partie II de la *Loi de tempérance du Canada* cessera d'être en vigueur; et, par la suite, la Partie II de ladite loi cessera d'être exécutoire dans ledit comté de Beauce.

DE CE QUI PRÉCÈDE, Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé conseiller, le très honorable THIBAUDEAU RINFRET, membre de notre très honorable Conseil privé, Juge en chef du Canada et député de notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Étoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HOTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce quatorzième jour de juillet

THAT, in connection with the said vote, the said Returning Officer is required to *a*) cause an entirely new list of electors to be prepared and revised for every polling division, *b*) appoint competent persons to act as rural enumerators for the preparation of the lists of electors, *c*) select suitable premises to be used as polling stations, *d*) appoint a competent person to act as deputy returning officer in each polling station, and *e*) perform every other necessary duty prescribed in the instructions issued by the Chief Electoral Officer.

THAT, at ten oclock in the forenoon, on Monday, September the thirteenth 1948, in the Parish Hall of the Town of St. Georges Ouest, the said Returning Officer will appoint agents to attend at the various polling stations and at the final addition of votes on behalf of the persons interested in promoting or apposing the revocation of the said Order in Council.

THAT, at ten o'clock in the forenoon, on the twenty-seventh day of September 1948, in the Parish Hall of the Town of St. Georges Ouest, the votes cast by the electors of the said County of Beauce for and against the petition for the revocation of the said Order in Council, will be added together by the Returning Officer who will then declare the result of the voting, and send a detailed report of such result to the Chief Electoral Officer, in such form and under such conditions as may be prescribed by the Chief Electoral Officer.

THAT the Chief Electoral Officer will, in due course, publish a Notice in the *Canada Gazette*, giving the total number of votes cast, on the said polling day, for and against the petition for the revocation of the said Order in Council in the said County of Beauce.

AND THAT, in the event of the petition for the revocation of the said Order in Council being adopted by the electors of the said County of Beauce, the Governor General in Council may, at any time after the expiration of thirty days from the said polling day, by an Order in Council published in the *Canada Gazette*, declare that Part II of the Canada Temperance Act shall no longer be in force; and thereafter the said Part II shall cease to be in force or effect in the said County of Beauce.

OF ALL WHICH Our Loving Subjects and all others whom these Presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved Counsellor the Right Honourable THIBAUDEAU RINFRET, a Member of Our Most Honourable Privy Council, Chief Justice of Canada and Deputy of Our Right Trusty and Well-beloved Cousin, Harold Rupert Leofric George, Viscount Alexander of Tunis, Knight of Our Most Noble Order of the Garter, Knight Cross of Our Most Honourable Order of the Bath, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Companion of Our Most Exalted Order of the Star of India, Companion of Our Distinguished Service Order, upon whom has been conferred the Decoration of the Military Cross, Field Marshall in Our Army, Governor General and Commander-in-Chief of Canada.

AT OUR GOVERNMENT HOUSE, in Our City of Ottawa, this Fourteenth day of July, in the

en l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit, le douzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'État,
E. H. COLEMAN.

Cette proclamation est publiée dans la *Gazette officielle de Québec* à la demande du Sous-secrétaire d'État, conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi de tempérance du Canada, S.R.C., 1927, chapitre 196.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22800-32-3-o JEAN BRUCHÉSI.

year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-eight and in the Twelfth year of Our Reign.

By Command,

E. H. COLEMAN,
Under Secretary of State.

This proclamation is published in the *Quebec Official Gazette* at the request of the Under Secretary of State, pursuant to the provisions of section 10 of the Canada Temperance Act, R.S.C., 1927, chapter 196.

JEAN BRUCHÉSI,
22800-32-3-o Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

The British Rubber Company Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The British Rubber Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 30 juin 1948, dont son siège social est situé dans la cité de Westmount, dans la province de Québec, a établi son siège social au N° 4026 ouest, rue Ste-Catherine, dans ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Westmount, P.Q., le vingt-deux juillet 1948.

Le Président,
22811-o A. L. MAILMAN.

AVIS

Avis est donné en vertu de l'article 30 de la Loi des Compagnies de Québec, que la Compagnie ci-après mentionnée, "Cheney & Fils Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 mai 1948 et ayant siège à Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 103, de la rue Radissson en la cité des Trois-Rivières.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Daté à Trois-Rivières, ce 4 août 1948.

Le Secrétaire,
22827-o FRANÇOIS NORBERT.

Stanley Tavern Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Stanley Tavern Inc., constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 2 juin 1948, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1428 rue Stanley, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 11 août 1948.

Le Secrétaire,
22841 (Signé) L. MESTRE.

Head offices

The British Rubber Company Limited

Notice is hereby given that "The British Rubber Company Limited", incorporated by Letters Patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act under date of June 30th 1948, whereby its head office is declared to be situate at the City of Westmount in the Province of Quebec, has established its head office at No. 4026 St. Catherine Street West, in the said City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Westmount, P.Q., this 22nd day of July, 1948.

A. L. MAILMAN,
22811-o President.

NOTICE

Notice is given, pursuant to section 30 of the Quebec Companies Act, that the company hereinafter mentioned "Cheney & Fils Ltée", incorporated by letters patent dated May 20, 1948, and having its head office at Trois-Rivières, has established its office at No. 103 Radisson Street in the city of Trois-Rivières.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Trois-Rivières, this fourth day of August, 1948.

FRANÇOIS NORBERT,
22827 Secretary.

Stanley Tavern Inc.

Notice is hereby given that Stanley Tavern Inc., incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 2nd day of June, 1948, and having its head office in the City of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 1428 Stanley Street, Montreal.

From and after the date of the present Notice the said office shall be considered by the company as being its Head Office.

Dated at Montreal this 11th day of August, 1948.

(Signed) L. MESTRE,
22841-o Secretary.

WILFRID LABERGE INC.

Avis est donnée par les présentes que Wilfrid Laberge Inc., incorporée par lettres-patentes en vertu de la première partie de la loi des Compagnies de Québec le 5 décembre 1945, a établi son bureau à 185, de la rue des Oblats en la cité de Québec.

Daté à Québec, le 21 juillet 1948.

Le Président,
22812-o J. A. ROCHETTE.

Avis est donné que la compagnie "Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 juin 1948 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau en la chambre 1007, 465 rue St-Jean.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 9ième jour d'août 1948.

Le procureur de la compagnie,
22828-o W. H. LAIDLEY.

SOREL AUTOPARTS CO.

Règlement N° I-A

Changeant le siège social de la compagnie de Montréal à Sorel, Québec.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Sorel Autoparts Co." ce qui suit:

"Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Sorel, province de Québec et à tel endroit dans icelle que les directeurs de la compagnie peuvent décider de temps en temps."

Le précédent est une copie certifiée du règlement spécial N° 1-A de la compagnie Sorel Autoparts Co. passé par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 10 juillet 1948 et dûment ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le même jour et convoquée à cette fin, à laquelle assemblée les détenteurs d'au moins les deux tiers des actions émises et en cours de la compagnie votèrent en faveur de ce règlement.

Le Secrétaire,
22848 THÉO. H. SHAPIRO.

WILFRID LABERGE INC.

Notice is hereby given that "Wilfrid Laberge Inc", incorporated by Letters Patent under the Provisions of the First Part of the Quebec Company's' Act on the 5th day of December 1945, has established its head office at 185, Oblats street in the City of Quebec.

Dated, Quebec July 21st, 1948.

J. A. ROCHETTE,
22812-o President.

Notice is hereby given that the company "Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd.," incorporated by letters patent on the 18th day of June, 1948, and having its head office in Montreal, has established its office at Room 1007, 465 St. John Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 9th day of August, 1948.

W. H. LAIDLEY,
22828-o Attorney for the Company.

SOREL AUTOPARTS CO.

"By-Law No. I-A"

Changing the head office of the Company from Montreal to Sorel, Quebec.

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Sorel Autoparts Co." as follows:

"The head office of the Company shall be in the City of Sorel in the Province of Quebec and at such place therein as the directors of the Company may from time to time decide."

The foregoing is a certified copy of Special By-Law No. 1-A of Sorel Autoparts Co. passed by the Directors of the Company at a meeting held on the 10th day of July, 1948 and duly ratified and confirmed at a Special General Meeting of Shareholders of the Company held on the same day duly convened for the purpose at which there voted favourably the holdings of at least two-thirds of the issued and outstanding shares of the Company.

THEO. H. SHAPIRO,
22848-o Secretary.

Soumissions

Province de Québec

VILLE ST-JOSEPH
COMTÉ DE DRUMMOND

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mercredi, le premier jour de septembre 1948, pour l'achat de $80,000. d'obligations de la municipalité de Ville St-Joseph, comté de Drummond, datées du 1er septembre 1948 et remboursables en séries du 1er septembre 1949 au 1er septembre 1968 inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF ST-JOSEPH
COUNTY OF DRUMMOND

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to five o'clock of the afternoon, Wednesday, the first day of September, 1948, for the purchase of $80,000 of bonds of the municipality of the Town of St. Joseph, county of Drummond, dated the 1st of September, 1948, and redeemable serially from the 1st of September, 1948, to the 1st of September, 1968, inclusively, at a rate of interest not exceeding 3½% per annum payable semi-annually the 1st of September and 1st of March of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Tableau d'amortissement, 20 ans — $80,000

Année	*Capital*
1er septembre 1949	$3,000
1er septembre 1950	3,000
1er septembre 1951	3,000
1er septembre 1952	3,000
1er septembre 1953	3,000
1er septembre 1954	4,000
1er septembre 1955	4,000
1er septembre 1956	4,000
1er septembre 1957	4,000
1er septembre 1958	4,000
1er septembre 1959	5,500
1er septembre 1960	4,500
1er septembre 1961	4,500
1er septembre 1962	4,500
1er septembre 1963	4,500
1er septembre 1964	4,500
1er septembre 1965	4,500
1er septembre 1966	4,500
1er septembre 1967	4,500
1er septembre 1968	4,500

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans les procédures d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ville St-Joseph, comté de Drummond.

Ces obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212, S.R.Q., 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le premier jour du mois de septembre 1948, à huit heures du soir, au lieu ordinaire des séances du conseil municipal, à l'hôtel de Ville St-Joseph, comté de Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville St-Joseph, (Drummond), le 11 août 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
22833-o PAUL ROUSSEAU.

Table of redemption, 20 years — $80,000

Year	*Capital*
1st September, 1949	$ 3,000
1st September, 1950	3,000
1st September, 1951	3,000
1st September, 1952	3,000
1st September, 1953	3,000
1st September, 1954	4,000
1st September, 1955	4,000
1st September, 1956	4,000
1st September, 1957	4,000
1st September, 1958	4,000
1st September, 1959	4,500
1st September, 1960	4,500
1st September, 1961	4,500
1st September, 1962	4,500
1st September, 1963	4,500
1st September, 1964	4,500
1st September, 1965	4,500
1st September, 1966	4,500
1st September, 1967	4,500
1st September, 1968	4,500

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or the Town of St-Joseph, county of Drummond.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, R.S.Q., 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, the first day of the month of September, 1948, at eight o'clock in the evening, at the usual meeting place of the municipal Council in the Town Hall of St-Joseph, county of Drummond.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Town of St-Joseph, (Drummond), August 11, 1948.

PAUL ROUSSEAU,
22833 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Trois-Pistoles N° 1
(Comté de Rivière-du-Loup)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi le 30 août 1948, pour l'achat de $200,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Trois-Pistoles N° 1, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er septembre 1948, et remboursables en séries du 1er septembre 1949 au 1er septembre 1963 inclusivement. Le taux d'intérêt sera de 3% pour les dix premières échéances et de 3½% pour les cinq échéances suivantes, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$200,000—15 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1949	x$11,000.00

Province of Quebec

School Commissioners for the Municipality of the Village of Trois-Pistoles No 1
(County of Rivière-du-Loup)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday, the 30th of August, 1948, for the purchase of $200,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Village of Trois-Pistoles No. 1, county of Rivière-du-Loup, dated the 1st of September, 1948 and redeemable serially from the 1st of September, 1949, to the 1st of September, 1963 inclusively. The rate of interest will be 3% for the first ten maturities and 3½% for the five last maturities, payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—$200,000—15 years

Year	*Capital*
1st September, 1949	x$11,000.00

1er septembre 1950.....	x 11,500.00
1er septembre 1951.....	x 11,500.00
1er septembre 1952.....	x 12,000.00
1er septembre 1953.....	x 12,500.00
1er septembre 1954.....	x 13,000.00
1er septembre 1955.....	x 13,000.00
1er septembre 1956.....	x 13,500.00
1er septembre 1957.....	x 14,000.00
1er septembre 1958.....	x 14,500.00
1er septembre 1959.....	2,500.00
1er septembre 1960.....	2,500.00
1er septembre 1961.....	3,000.00
1er septembre 1962.....	3,000.00
1er septembre 1963.....	62,500.00

Le x indique les versements d'un octroi au montant total de $122,570 promis par le Secrétaire de la province et payable en dix versements annuels de $12,257.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Trois-Pistoles.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Trois-Pistoles N° 1 qui sera tenue à la salle du collège, lundi le 30 août 1948, à 8 heures de l'après-midi.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Trois-Pistoles N° 1 se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Pistoles (Rivière-du-Loup), ce onzième jour du mois d'août 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
22834-o LOUIS RIOUX.

1st September, 1950.....	x 11,500.00
1st September, 1951.....	x 11,500.00
1st September, 1952.....	x 12,000.00
1st September, 1953.....	x 12,500.00
1st September, 1954.....	x 13,000.00
1st September, 1955.....	x 13,000.00
1st September, 1956.....	x 13,500.00
1st September, 1957.....	x 14,000.00
1st September, 1958.....	x 14,500.00
1st September, 1959.....	2,500.00
1st September, 1960.....	2,500.00
1st September, 1961.....	3,000.00
1st September, 1962.....	3,000.00
1st September, 1963.....	62,500.00

The letter x indicates payments of a grant to the total amount of $122,570 promised by the Provincial Secretary and payable in ten annual instalments of $12,257 each.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Trois-Pistoles.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, pursuant to the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners for the municipality of the Village of Trois-Pistoles No. 1, to be held in the College Hall, Monday the 30th of August, 1948, at 8 o'clock in the evening.

The School Commissioners for the municipality of the Village of Trois-Pistoles do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Trois-Pistoles (Rivière-du-Loup), this eleventh day of the month of August, 1948.

LOUIS RIOUX,
22834 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE ST JEAN BAPTISTE
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumission cachetées et endossées "Soumission pour obligation" seront reçues par le soussigné, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi le trentième jour du mois d'août 1948, pour l'achat de $140,000 d'obligations de la municipalité de St-Jean-Baptiste, comté de Drummond, datées du 1er septembre 1948 et remboursables en séries du 1er septembre 1949, au 1er septembre 1963 inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement—15 ans—$140,000.00

Année	*Capital*
1er septembre 1949.....	$ 3,000.00
1er septembre 1950.....	3,000.00
1er septembre 1951.....	3,000.00
1er septembre 1952.....	3,000.00
1er septembre 1953.....	3,500.00
1er septembre 1954.....	3,500.00
1er septembre 1955.....	3,500.00

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF ST-JEAN BAPTISTE
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday the thirtieth day of the month of August, 1948, for the purchase of $140,000 of bonds of the Municipality of St-Jean-Baptiste, county of Drummond, dated the 1st of September, 1948, and redeemable serially from the 1st of September, 1949, to the 1st of September, 1963 inclusively, at a rate of interest not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of September and 1st of March of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption—15 years—$140,000.00

Year	*Capital*
1st September, 1949.....	$ 3,000.00
1st September, 1950.....	3,000.00
1st September, 1951.....	3,000.00
1st September, 1952.....	3,000.00
1st September, 1953.....	3,500.00
1st September, 1954.....	3,500.00
1st September, 1955.....	3,500.00

1er septembre 1956	3,500.00
1er septembre 1957	3,500.00
1er septembre 1958	4,000.00
1er septembre 1959	4,000.00
1er septembre 1960	4,000.00
1er septembre 1961	4,000.00
1er septembre 1962	4,500.00
1er septembre 1963	90,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Ville St-Joseph, comté de Drummond.

Ces obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le trentième jour du mois d'août 1948, à 8 heures du soir, au lieu ordinaire des séances, du conseil municipal à l'école St-Jean Baptiste, comté de Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Le Secrétaire-trésorier,
22832-o PAUL ROUSSEAU.

1st September, 1956	3,500.00
1st September, 1957	3,500.00
1st September, 1958	4,000.00
1st September, 1959	4,000.00
1st September, 1960	4,000.00
1st September, 1961	4,000.00
1st September, 1962	4,500.00
1st September, 1963	90,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or the Town of St-Joseph, county of Drummond.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, the thirtieth day of the month of August, 1948, at eight o'clock in the evening, at the usual meeting place of the municipal council in the St-Jean-Baptiste school, county of Drummond.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

PAUL ROUSSEAU,
22832 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Ville de Mégantic

Avis public est par le présent donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à six heures de l'après-midi, le 7 septembre 1948 pour l'achat de $200,000,000 d'obligations de la Ville de Mégantic, datées du 1er octobre 1948 et remboursables en séries du 1er octobre 1949 au 1er octobre 1968 inclusivement.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas 3½%, payables semi-annuellement les 1er octobre et 1er Avril de chaque année, et le taux offert pourra varier, selon les échéances.

Tableau des échéances

Date	*Capital*
1er octobre 1949	$ 5,000.00
1er octobre 1950	5,500.00
1er octobre 1951	6,000.00
1er octobre 1952	6,500.00
1er octobre 1953	7,000.00
1er octobre 1954	7,500.00
1er octobre 1955	8,000.00
1er octobre 1956	8,500.00
1er octobre 1957	9,000.00
1er octobre 1958	9,500.00
1er octobre 1959	10,500.00
1er octobre 1960	11,000.00
1er octobre 1961	11,500.00
1er octobre 1962	12,000.00
1er octobre 1963	12,500.00
1er octobre 1964	13,000.00
1er octobre 1965	13,500.00
1er octobre 1966	14,000.00
1er octobre 1967	14,500.00
1er octobre 1968	15,000.00

Province of Quebec

Town of Megantic

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to six o'clock in the afternoon, the Seventh day of September, 1948, for the purchase of $200,000 of bonds of the "Town of Megantic" dated the 1st of October, 1948, and redeemable serially from the 1st of October, 1949, to the 1st of October, 1968, inclusively.

Tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not exceeding 3½%, payable semi-annually the 1st of October and 1st of April of each year, and the rate offered may vary according to maturities.

Table of Redemption

Date	*Capital*
1st October, 1949	$5,000.00
1st October, 1950	5,500.00
1st October, 1951	6,000.00
1st October, 1952	6,500.00
1st October, 1953	7,000.00
1st October, 1954	7,500.00
1st October, 1955	8,000.00
1st October, 1956	8,500.00
1st October, 1957	9,000.00
1st October, 1958	9,500.00
1st October, 1959	10,500.00
1st October, 1960	11,000.00
1st October, 1961	11,500.00
1st October, 1962	12,000.00
1st October, 1963	12,500.00
1st October, 1964	13,000.00
1st October, 1965	13,500.00
1st October, 1966	14,000.00
1st October, 1967	14,500.00
1st October, 1968	15,000.00

Le capital et les intérêts seront payables à Montréal, à Québec, ou à Mégantic, à la banque dont le nom est mentionné dans le règlement d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêts, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec 1941; si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées, et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts, accrus sur les obligations au moment de la livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du Conseil qui sera tenu le 7 septembre, 1948, à 8 heures de l'après-midi à la Salle de l'Hôtel de Ville à Mégantic.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Ville de Mégantic, ce sixième jour d'août mil neuf cent-quarante-huit.

L'Assistant-greffier,
22831-o LÉO MICHAUD.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Megantic.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council to be held on the 7th of September, 1948, at 8 o'clock in the evening in Town Hall of the Town of Megantic.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Town of Megantic, this sixth day of August, one thousand nine hundred and forty-eight.

LÉO MICHAUD,
22831-o Assistant Clerk.

Vente pour taxes

Province de Québec — Comté de Chambly

CITÉ DE LONGUEUIL

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 6 août 1948, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'Article 54 de la Loi de la Commission Municipale de Québec (S. R. Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dûes à la Cité de Longueuil, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de ville de la Cité de Longueuil, 100 rue St-Charles O., Longueuil, le JEUDI, NEUVIEME jour de SEPTEMBRE 1948, à DIX heures du matin, heure avancée de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1947, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais, suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit de retrait ne pourra être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Sale for Taxes

Province of Quebec — County of Chambly

CITY OF LONGUEUIL

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 6th August, 1948, has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of Section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter described in payment of arrears of taxes due the City of Longueuil, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of the City Hall of the city of Longueuil, 100 St-Charles Street West, Longueuil, THURSDAY, NINTH day of SEPTEMBER 1948, at TEN o'clock of the forenoon (Eastern Daylight Saving Time).

However, there shall be excluded from the sale the immovables upon which taxes falling due on or before the 1st of December, 1947 shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be made subject to right of redemption, but according to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commisssion Act, the sale of the immovables described in the second section will be final and right of redemption cannot be exercised; all the said immovables being vacant lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIÈRE SECTION — IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT.
FIRST SECTION — IMMOVABLES SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION.

Rôle N° — Roll No.	Nom — Name	Situé — Situate	Cad.	S/Div.	Total dû — Total due
250	Marie-Louise Chabot, épouse-wife of Armand Moreau	84 St-André . .	.....	.....	147.41

Description: — Un terrain contenant 40x'40' mesure anglaise, plus ou moins, étant la partie sud-ouest du lot Numéro 1-273; tenant en front, au nord-ouest, à la rue St-André, en arrière du lot no. 1-272, du côté sud-ouest au lot N° 34, et du côté nord-est au résidu du lot N° 1-273; avec bâtisses, A distraire: la partie qui en a été prise pour l'élargissement de la rue St-André.

Description : A lot of land measuring 40x'40' English measure, more or less, being the southwest part of lot No. 1-273; bounded in front, on the north west, by Saint-André Street, in rear by lot No. 1-272, on the southwest side by lot No. 34, and on the north east side by the residue of lot No. 1-273, with buildings. To be deducted : the part which was taken for the widening of Saint-André Street.

Rôle N° — Roll No.	Nom — Name	Situé — Situate	Cad.	S/div.	Total Dû — Total Due
307-D	Paul Joseph Bélanger et Jean Berchmans Bélanger (P. J. Bélanger & Fils Enrg)	rue Ste-Marie			261.13

Description: — N° 82-17 et parti sud-est N° 82-7 indiquée comme partie de rue projetée sur le plan de subdivision, contenant, laquelle partie, 50 pds de largeur à ses deux extrémités sud-est et nord-ouest par une profondeur de 156' et 50/100' dans sa ligne nord-est, et, dans sa ligne sud-ouest, par la profondeur s'étendant de la ligne du chemin de fer Canadien National jusqu'au point de réunion formé par un arc de 90° tracé au coin nord du terrain présentement décrit.

Description : (Paul Joseph Bélanger and Jean Berchmans Bélanger) (P. J. Bélanger & Fils Enrg.) No. 82-17 and southeast part of No. 82-7 indicated as being part of the projected street on the subdivision plan, the said part measuring 50 feet in width at its two extremities southeast and northwest by a depth of 156' and 50/100' in its northeast line, and, in its southwest line, by the depth extending from the Canadian National Railway line to the point of intersection formed by an arc of 90° traced to the north corner of the lot of land presently described.

307-F	Paul Joseph Bélanger, Jean Berchmans Bélanger (P. J. Bélanger & Fils Enrg).	rue Monk	82-15 & 16		149.66
1572	François Desrochers	242 St-Jean,	348-626		119.36
1590	Joseph E. Piché	156 a. St-Jean.			303.68

Description: — Un emplacement situé du côté sud-ouest de l'avenue St-Jean, composé : (1) d'un terrain de 55' de largeur par 50' de profondeur, étant la moitié nord-ouest du lot N° officiel 255; borné en front par l'avenue St-Jean, en profondeur par le lot N° officiel 256, du côté nord-ouest par le lot N° officiel 254, et du côté sud-est par la moitié sud-est du dit lot N° 255; avec maison et dépendances; (2) d'un terrain de 26' de largeur par 14' de profondeur, étant partie du lot N° 256 (coin nord ouest) et borné du côté nord-ouest par le lot N° 254, du côté nord-est par la partie sus-décrite du dit lot N° 255, et des deux autres côtés par le résidu du dit lot N° 256; avec bâtiment.

Description : An emplacement situate on the southwest side of Saint-Jean Avenue, composed of : (1) a lot of land 55' wide by 50' in depth, being the northwest half of official lot No. 255; bounded in front by Saint-Jean Avenue, in depth by official lot No. 256, on the northwest side by official lot No. 254, and on the southeast side by the southeast half of said lot No. 255, with house and dependencies; (2) A lot of land 26' in width by 14' in depth, being part of lot No. 256 (northwest corner) and bounded on the northwest side by lot No. 254, on the northeast side by the part above described of said lot No. 255, and on the two other sides by the residue of said lot No. 256, with buildings

DEUXIÈME SECTION — IMMEUBLES NON SUJETS AU DROITS DE RETRAIT
SECOND SECTION — IMMOVABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION

67	Lionel Madore & Juliette Madore, épouse-wife of Ernest Bilodeau	rue Metcalfe	1-78		53.61
68	Lionel Madore Juliette Madore épouse-wife of Ernest Bilodeau	rue Metcalfe	1-79		22.41
390	Wilbrod Guérette	rue Lemoine	348-25		131.80
391	Wilbrod Guérette	rue Lemoine	348-24		109.74
1545	Emma Keighan, épouse-wife of Jean-Bap-Briand.	Ave St-Jean	348-651-2		30.43
1714	Albina Pouliot, veuve-wid. Wilfrid Pettigrew	Guilbault	343-A		108.90
2472	W. H. Miller	Montarville	199-112, 113, 114, 115, 116 117, 118, 119 120.		343.08
2489	W. H. Miller	Montarville	198-48, 49, 50, 51, 52, 53, 54 55 & 56.		114.76
S-A	Montarville Land Ltd.		348-272		42.85
S-B	Montarville Land Ltd.		348-345		10.80
S-C	Montarville Land Ltd.		348-374		10.80
S-D	Montarville Land Ltd.		348-408		42.86
S-E	Montarville Land Ltd.		348-441		10.80
S-F	Montarville Land Ltd		348-470		10.80
S-G	Montarville Land Ltd.		348-543		42.85
S-H	Montarville Land Ltd		348-589		10.80
S-I	Montarville Land Ltd.		348-603		10.80
S-J	Montarville Land Ltd.		348-616		42.85

Sujet aux droits vendus par la Succession P. B. Lamarre à Scott Properties Ltd. par vente enregistrée sous N° 91036, dans cette partie du dit lot B° 348-616 sise entre la ligne homologuée de l'Avenue St-Jean et la partie du front des lots Nos. 248-619, 620, 621, 622 et 623.

Subject to the rights sold by the Estate P. B. Lamarre to Scott Properties Ltd., by sale registered under No. 91036, in said part of said lot No. 348-616 situate between the homologated line of Avenue Saint-Jean and the front part of lots Nos. 348-619, 620, 621, 622 and 623.

S-K	Suburban Land Co.		346-9		2.66
S-L	Suburban Land Co.		345-A-2		5.45

Je certifie que la liste sus-dite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE 1948, pour défaut de paiement des répartitions de taxes générales et spéciales imposées sur lesdits immeubles et dûes à la cité de Longueuil.

Les immeubles ci-dessus mentionnés sont tous des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de Longueuil aujourd'hui la Cité de Longueuil et situés dans ladite Cité de Longueuil.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la Cité de Longueuil ce 11ième jour d'août mil neuf cent quarante-huit.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
22837-33-2-o J.-M. LACASSE.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the NINTH day of SEPTEMBER, 1948, for non-payment of apportionments on immovables of general and special taxes imposed on the said immovables and due to the City of Longueuil.

The above mentioned immovables are all of the plan and book of reference of the Incorporated Village of Longueuil, now the City of Longueuil and are situate in the City of Longueuil.

Termes: Cash or certified cheque.

Given in the city of Longueuil, this eleventh day of August, 1948.

(Seal) J.-M. LACASSE,
22837-33-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Cour de Magistrat

District de Rimouski, N° 16625 — LA COMPAGNIE DE BOIS RADISSON, une corporation ayant son siège social au Cap de la Madeleine, district de Trois-Rivières, demanderesse, vs ARTHUR COLLIN, de St-Bernard des Lacs, district de Gaspé, défendeur.

"Une maison et autres bâtisses, les impenses, améliorations et défrichement situés sur la moitié nord-est du lot numéro treize (13), rang six (VI) canton Tourelle et les droits de préemption sur la moitié du dit lot."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Bernard des Lacs, le VINGT-QUATRE d'AOUT 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

Bureau du Shérif,
Percé, P.Q., le 15 juillet 1948. 22732-30-2-o
[Première insertion, 24 juillet 1948]

Cour de Magistrat

District de Rimouski, N° 16646 — LA COMPAGNIE DE BOIS RADISSON, une corporation ayant son siège social au Cap de la Madeleine, district de Trois-Rivières, demanderesse, vs NORMAND SYNETT, de St-Bernard des Lacs, district de Gaspé, défendeur.

"Une maison et autres bâtisses, les impenses et améliorations, défrichement situés sur le lot numéro quinze (15) du rang VII, (sept) canton Tourelle et les droits de préemption sur le dit lot".

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Bernard des Lacs, le VINGT-QUATRE d'AOUT 1948, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

Bureau du Shérif,
Percé, P.Q., le 15 juillet 1948. 22733-30-2-o
[Première insertion, 24 juillet 1948]

PONTIAC

Cour Supérieure, district de Pontiac

Canada
Province de Québec, District de Pontiac, N° 4989 — OLIVIER CORRIVEAU, cultivateur, canton de Leslie, district de Pontiac, demandeur, Léon St-Aubin, du canton de Leslie, district de Pontiac, défendeur et Ste-Marie & Ste-Marie, avocats distrayants.

1° Le lot N° 21 dans le 4ième rang du canton de Leslie conformément aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, avec toutes les améliorations et bâtisses dessus érigées, moins cette partie du lot comprenant 1/8 d'acre adjugée à Olivier Corriveau à une vente pour taxes le 11 mars 1948 par la corporation du comté de Pontiac;

2° La demi-sud du lot N° 22 dans le 4ième rang du canton de Leslie avec les bâtisses dessus érigées, moins 1/10 d'acre adjugé à Olivier Corriveau à la vente pour taxes par la corporation du comté de Pontiac le 11 mars 1948;

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPE

Magistrate's Court

District of Rimouski, No 16625 — LA COMPAGNIE DE BOIS RADISSON, a corporation having its head office at Cap de la Madeleine, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs ARTHUR COLLIN, of St-Bernard des Lacs, district of Gaspé, defendant.

A house and other buildings, expenses, improvements and clearing situate on the north-east half of the lot of land number thirteen (13), range six (VI) township Tourelle, and the rights of preemption on half of the said lot.

To be sold at the church door of St-Bernard des Lacs, on the TWENTY-FOURTH of AUGUST, 1948, at TEN o'clock of the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, P.Q., July 15, 1948. 22732-30-2
[First insertion, July 24, 1948]

Magistrate's Court

District of Rimouski, No. 16646 — LA COMPAGNIE DE BOIS RADISSON, a corporation having its head office at Cap de la Madeleine, district of Trois-Rivières, plaintiff, vs NORMAND SYNETT, of St-Bernard des Lacs, district of Gaspé, defendant.

A house and other buildings, expenses and improvements, clearing, situate on lot number fifteen (15) range seven (VII) township Tourelle and the rights of preemption of the said lot.

To be sold at the church door of St-Bernard des Lacs, on the TWENTY-FOURTH of AUGUST, 1948, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, P.Q., July 15, 1948. 22733-30-2
[First insertion, July 24, 1948]

PONTIAC

Superior Court, District of Pontiac

Canada
Province of Quebec
District of Pontiac, No. 4989 — OLIVIER CORRIVEAU, farmer, Township of Leslie, District of Pontiac. Plaintiff, Leon St-Aubin, of the township of Leslie, District of Pontiac, Defendant, Ste-Marie & Ste-Marie. Advocates distracting for costs.

1. Lot No. 21 in the 4th range of the Township of Leslie according to the Official Plan and Book of Reference of the said Township with all improvements and buildings thereon erected, less that part of the lot consisting in 1/8 of an acre adjudged to Olivier Corriveau at a sale for taxes on the 11th of March, 1948 by the Corporation of the County of Pontiac;

2. South one-half of lot No. 22 in the 4th range of the Township of Leslie with buildings thereon erected, less 1/10 of an acre adjudged to Olivier Corriveau at the sale for taxes by the Corporation of the County of Pontiac on the 11th day of March, 1948;

3° Le lot N° 23, rang IV du canton de Leslie, moins 1/24 d'acre adjugé à Olivier Corriveau à la vente pour taxes par la corporation du comté de Pontiac le 11 mars 1948.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, Québec, MARDI le QUATORZE SEPTEMBRE mil neuf cent quarante-huit, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
DOMINIC SLOAN.

Bureau du shérif,
Campbell's Bay, Québec, 7 août 1948.
[Première insertion, 14 août 1948]
22829-33-2

3. Lot No. 23, Range IV of the Township of Leslie, less 1/24 of an acre adjudged to Olivier Corriveau at the sale for taxes by the Corporation of the County of Pontiac on the 11th day of March, 1948.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in Campbell's Bay, Quebec, on TUESDAY the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, One Thousand Nine Hundred and Forty-eight, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Cambell's Bay, Quebec, August 7th, 1948.
[First insertion, August 14, 1948]
22829-33-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N 33

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Dawalibi vs Barakett 2217
Drew vs Brown. 2217
Lovell vs Alexander.. 2217

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1038, section "C" — Commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et Lévis 2203
1040 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières 2206
1041 — Employés de garage de Mégantic..... 2195
1042 — Industrie de la peinture dans la province de Québec..... 2190
1043 — Charpentiers doubleurs, navigation océanique, dans le port de Montréal 2185
1044 — Débardeurs du port de Montréal, navigation océanique..... 2179
1045 — Vérificateurs et tonneliers, navigation océanique, Havre de Montréal 2188
1046 — Concernant la chasse à la perdrix de savane et à la perdrix grise.. 2177
1047 — Concernant la création des sanctuaires de Mistassini et du Grand Lac Victoria pour l'élevage du castor à l'état naturel 2178
1078, section "B" — Commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec 2200

ASSEMBLÉE:

The Canada & Gulf Terminal Railway. 2218

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2165

AVIS DIVERS:

Desco Textiles Limited (Directeurs). . . 2218
Home Assurance Company of Canada (Nomination d'un administrateur).. 2219
La Caisse Populaire de Aguanish (Fondation)..... 2218
La Caisse Populaire de l'École Supérieure d'Agriculture (Ste-Anne de la Pocatière) (Fondation) 2219
Le Syndicat de l'U.C.C. de Cookshire Co. Compton Qué. (Formation)..... 2218

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dawalibi vs Barakett. 2217
Drew vs Brown. 2217
Lovell vs Alexander. 2217

ORDERS IN COUNCIL:

1038, part "C" — Wholesale food trade in the cities of Quebec and Levis.... 2203
1040 — Barber and hairdressing trades in the district of Trois-Rivières..... 2206
1041 — Garage employees of Megantic. 2195
1042 — Paint industry in the Province of Quebec. 2190
1043 — Shipliners, ocean navigation, in the Harbour of Montreal..... 2185
1044 — Longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation..... 2179
1045 — Checkers and coopers, ocean navigation, Harbour of Montreal.... 2188
1046 — Concerning the hunting of Spruce and Birch Partridge..... 2177
1047 — Concerning the creation of the Mistassini and the Grand Lac Victoria reserves for the breading of Beaver in its natural state..... 2178
1078, part "B" — Retail food trade in the district of Quebec..... 2200

MEETING:

The Canada & Gulf Terminal Tailway. 2218

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2165

MISCELLANEOUS NOTICES:

Desco Textiles Limited (Directors). . . . 2218
Home Assurance Company of Canada (Appointment of an administrator).. 2219
La Caisse Populaire de Aguanish (Foundation)..... 2218
La Caisse Populaire de l'École Supérieure d'Agriculture (Ste-Anne de la Pocatière (Foundation). 2219
Le Syndicat de l'U.C.C. de Cookshire Co. Compton Qué. (Formation)..... 2218

Loisirs Coopératifs des Trois-Pistoles (Fondation). 2219
Syndicat Coopératif de Chantier de Sainte - Marguerite - Marie (Fondation) 2219

CHARTE — ABANDON DE:

Solid Importing Limited. 2219

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Gentilly, village de. 2220

AGRICULTURE:
Industrie Laitière:

Ordonnance N° 40-48 — Louiseville. . . 2220

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Lac Blouin, munic. scolaire de. 2221
Somerset-Sud, munic. scolaire de. 2221

TERRES ET FORÊTS:

St-Sauveur, paroisse de. 2221
St-Sauveur, paroisse de. 2222

TRAVAIL:

Industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Compton *et al* (Modification). 2222

TRÉSOR:
Assurances:

Home Assurance Company of Canada. 2224

DÉPUTÉS ÉLUS:

Diverses. 2224

EXAMEN DES AGRONOMES:

Aspirants à l'étude de l'agronomie. 2228

LETTRES PATENTES:

Aluminum Club of Montreal 2166
Amiante Development Limited. 2167
Barnet Mines Ltd.. 2167
Cousineau Ltée. 2168
Dominique Labbé Inc. 2168
Elite Food Products Co. Ltd. 2168
Forest Homes Limited. 2169
H. Archambault Limitée — H. Archambault Limited. 2169
H. Létourneau Limitée 2170
La Compagnie Retone, Limitée. 2170
La Qjincaillerie Maska Limitée — (Maska Hardware Limited). 2170
Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Ltée 2171
Laval Newscasting Company Limited. 2171
Le Parc de Courses de Dolbeau, Ltée. 2171
L. P. Duclos & Fils Limitée. 2172
Modern Bottling Works, Limited 2172
Premier Concerts Incorporated 2172
Produits Canadiana Products Inc. 2173
Ronbar Wrecking Co. Ltd.. 2173
Service Barber Shops Limited 2174
S. Masoud Realties Limited. 2174
Stanley Tavern Inc.. 2174
The Montreal Masonic Association. . . . 2175

Loisirs Coopératifs des Trois-Pistoles (Foundation). 2219
Syndicat Coopératif de Chantier de Sainte - Marguerite - Marie (Foundation) 2219

CHARTER — SURRENDER OF:

Solid Importing Limited. 2219

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Gentilly, village of. 2220

AGRICULTURE:
Dairy Industry:

Order No. 40-48 — Louiseville. 2220

EDUCATION:

Lac Blouin, school munic. of 2221
Somerset-South, school munic. of 2221

LANDS AND FORESTS:

St-Sauveur, parish of. 2221
St-Sauveur, parish of. 2222

LABOUR:

Construction industry in the counties of Sherbrooke, Compton *et al* (Amendment) 2222

TREASURY:
Insurance:

Home Assurance Company of Canada. 2224

MEMBERS ELECTED:

Miscellaneous 2224

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Candidates to the study of agriculture. 2228

LETTERS PATENT:

Aluminum Club of Montreal 2166
Amiante Development Limited. 2167
Barnet Mines Ltd.. 2167
Cousineau Ltée. 2168
Dominique Labbé Inc. 2168
Elite Food Products Co. Ltd. 2168
Forest Homes Limited. 2169
H. Archambault Limitée — H. Archambault Limited. 2169
H. Létourneau Limitée. 2170
La Compagnie Retone, Limitée. 2170
La Quincaillerie Maska Limitée — (Maska Hardware Limited). 2170
Lavage de Vitres Campeau Window Cleaning Ltée 2171
Laval Newscasting Company Limited. 2171
Le Parc de Courses de Dolbeau, Ltée. 2171
L. P. Duclos & Fils Limitée. 2172
Modern Bottling Works, Limited 2172
Premier Concerts Incorporated 2172
Produits Canadiana Products Inc. 2173
Ronbar Wrecking Co. Ltd.. 2173
Service Barber Shops Limited 2174
S. Masoud Realties Limited. 2174
Stanley Tavern Inc.. 2174
The Montreal Masonic Association. . . . 2175

T. R. Transport Limitée. 2175
Victory Equipment & Supply Co. Ltd. 2175
Western Realties Inc.— Les Immeubles Western Inc. 2176

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Caron & Fils Limitée 2176
La Compagnie de Finance des Cantons de l'Est. 2176
Light Metals Limited 2177
Stanley Bagg Corporation 2177
United Auto Parts (St-Georges) Ltd. . . 2177

PROCLAMATION:

Révocation de la Loi de tempérance du Canada dans le comté de Beauce 2229

SIÈGES SOCIAUX:

Allard Lake (Quebec) Mines, Ltd. 2233
Cheney & Fils Ltée. 2232
Sorel Autoparts Co. 2233
Stanley Tzvern Inc. 2232
The British Rubber Company Limited. 2232
Wilfrid Laberge Inc. 2233

SOUMISSIONS:

Mégantic, ville de. 2236
St-Jean-Baptiste, municipalité de . . . 2235
St-Joseph, ville de 2233
Trois-Pistoles N° 1, commissaires d'écoles du village de 2234

VENTE POUR TAXES:

Longueuil, cité de. 2237

VENTES PAR SHÉRIFS:

GASPÉ:

La Compagnie de Bois Radisson vs Collin 2239
La Compagnie de Bois Radisson vs Synett. 2239

PONTIAC:

Corriveau vs St-Aubin. 2239

22849-o

T. R. Transport Limitée. 2175
Victory Equipment & Supply Co. Ltd. 2175
Western Realties Inc.— Les Immeubles Western Inc. 2176

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Caron & Fils Limitée 2176
La Compagnie de Finance des Cantons de l'Est. 2176
Light Metals Limited 2177
Stanley Bagg Corporation 2177
United Auto Parts (St-Georges) Ltd. . . 2177

PROCLAMATION:

Repeal of the Canada Temperance Act in the County of Beauce. 2229

HEAD OFFICES:

Allard Lake (Quebed) Mines, Ltd. 2233
Cheney & Fils Ltée. 2232
Sorel Autoparts Co. 2233
Stanley Tavern Inc. 2232
The British Rubber Company Limited. 2232
Wilfrid Laberge Inc. 2233

TENDERS:

Mégantic, town of 2236
St-Jean-Baptiste, municipality of 2235
St-Joseph, town of. 2233
Trois-Pistoles No. 1, School Commissioners of the village of. 2234

SALE FOR TAXES:

Longueuil, city of. 2237

SHERIFFS' SALES:

GASPÉ:

La Compagnie de Bois Radisson vs Collin 2239
La Compagnie de Bois Radisson vs Synett. 2239

PONTIAC:

Corriveau vs St-Aubin. 2239

22849-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.